

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 17 janvier 2024
(Convocation du 10 janvier 2024)

Aujourd'hui, le 17 janvier 2024 à 11h00, le collège "membres fondateurs" dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	20
• Voix	20
Présents	
• Nombre	8
• Voix	8
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	8
• Voix	8
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

Mme Agathe Bourretère, Mme Céline Salles, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Damien Delavoie, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

- Mme Nathalie Barrouillet, Mme Fabienne Costedoat-Diu, Mme Dominique Degos, Mme Véronique Thirault, M. Pierre Brau-Nogué, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Charles Pelanne, M. Marc Saint-Estevan

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président


OBJET : Programme d'actions - Administration finances - Programme d'actions 2024
Exposé des motifs :

Les fiches détaillées de présentation du programme d'actions 2024, lequel reprend la poursuite des actions pluriannuelles et les actions nouvelles, sont jointes en annexe. Ces actions sont envisagées en tenant compte des éléments connus à ce jour notamment concernant l'engagement des partenaires financiers de l'EPTB.

Le programme d'actions 2024 se compose de 38 fiches. 26 fiches seront inscrites en section de fonctionnement et 12 fiches seront inscrites en section d'investissement.

2 fiches du programme 2022, non réalisées à ce jour, seront reprises dans le programme 2024. Il s'agit de la fiche 46bis concernant les travaux d'équipement sur le réservoir du Lac Bleu permettant la réalimentation de l'Adour amont et la fiche 47bis sur des travaux à intervenir sur la gravière de Vic.

La fiche n°39 du programme 2023 relative à l'étude de prélocalisation des zones humides du bassin versant de l'Adour et du département des Landes sera elle aussi réinscrite.

Parmi les 26 fiches actions relevant de la section de fonctionnement, il n'y a aucune action nouvelle. Toutes les fiches concernent des poursuites d'actions pluriannuelles.

Section de fonctionnement :

Type d'opération	N° de fiche	Missions	Montant TTC
Animation territoriale	1	Animation territoriale à l'échelle du bassin de l'Adour	152 737 €
	2	Observatoire de l'eau	155 859 €
Gestion intégrée	3	SAGE Midouze - Animation et communication	69 193 €
	4	SAGE Adour amont - Animation et communication	127 540 €
	5	SAGE Adour aval - Animation et communication	71 148 €
	6	SAGE Eaux souterraines	71 512 €
Ressource	7	Projet de territoire Midour (Phase de mise en œuvre) - Animation et communication	77 330 €
	8	Projet de territoire Midour (Phase de mise en œuvre) - animateur agricole	54 790 €
	9	Projet de territoire Douze (Phase d'élaboration) - Animation et communication	47 004 €
	10	Projet de territoire Adour amont (Phase d'élaboration) - Animation, communication et garant	93 576 €
Risques fluviaux	11	Animation de gestion du cours d'eau et des milieux aquatiques - Axe Adour	80 745 €
	12	PAPI de l'agglomération dacquoise - Animation	71 183 €
	13	Programme d'études préalables (PEP) au PAPI Adour aval	78 147 €
	14	Programme d'études préalables (PEP) au PAPI gave d'Oloron	79 347 €
	15	Accompagnement des EPCI-FP pour le classement, les travaux et la gestion des systèmes d'endiguement - année 2024	26 352 €
Biodiversité	16	Restauration et gestion des poissons migrateurs	99 149 €
	17	Suivi et entretien courant des seuils et passes à poissons de l'Institution Adour	66 500 €

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



Type d'opération	N° de fiche	Missions	Montant TTC
	18	Animation de la maison de l'eau et mise en œuvre du plan de gestion de Jû-Belloc	134 805 €
Ressource	19	Animation feuille de route de la gestion quantitative	113 634 €
	20	PGE Adour amont et suivi DIG	37 756 €
	21	PGE Luys Louts	21 077 €
	22	Gestion de la part non valorisée du Gabas (Année 2023)	59 700 €
	23	Gestion de la prise d'eau de la Gespe	10 500 €
	24	Frais de gestion 2023 du pré-stockage foncier sur les projets de réservoirs	65 545 €
	25	Suivi 2024 de la qualité des eaux	46 623 €
	26	Suivi écologique et entretien sur le site du réservoir de La Barne	73 000 €
Total du coût TTC des missions			1 984 752 €

Section d'investissement :

Type d'opération	N° de fiche	Missions	Montant TTC
Ressource	27	Réseau de mesures de l'Adour amont: équipement en piézomètre	92 400 €
	28	Réservoir du Brousseau - Réhausse bassin de dissipation et coursier. Étude de stabilité	150 000 €
	29	Programme de révision des études de danger des barrages de l'Institution Adour- Programme 2024 barrages du Gabas, de l'Arrêt-Darré et de Saint-Jean	168 000 €
	30	Études de faisabilité de la réhausse de réservoirs structurants sur le bassin de l'Adour	258 000 €
	31	Études de valorisation de réservoirs ASA Midour	192 000 €
	33	Projet de territoire pour la gestion de l'eau de la Douze : phase d'élaboration : Études phase 2 Bilan besoins-ressources (BBR)	102 000 €
	34	Projet de territoire pour la gestion de l'eau de la Douze (phase d'élaboration) : Étude socio-économique	100 000 €
	35	Réservoir de Saint Jean - amélioration de l'auscultation	96 000 €
	36	Stockages fonciers dans le cadre de la mise en œuvre de projets de ressources en eau : REUSE station de Conte	433 500 €
		Stockages fonciers dans le cadre de la mise en œuvre de projets de ressources en eau : Projet du réservoir de l'Ousse	762 000 €
Risques fluviaux	37	PAPI de l'agglomération dacquoise - Action 1.2	44 000 €
Biodiversité	38	Montée en gamme de la maison de l'eau	645 120 €
Administration générale	39	Acquisition et aménagement de nouveaux locaux pour déménager le siège de l'Institution Adour	1 921 500 €
Ressource	46 bis/2022	Travaux d'équipement sur le réservoir du Lac Bleu permettant la réalimentation de l'Adour amont	10 200 €

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



Type d'opération	N° de fiche	Missions	Montant TTC
	47bis /2022	Travaux gravière de Vic	9 900 €
Gestion intégrée	39 /2023	Étude de prélocalisation des zones humides du bassin versant de l'Adour et du département des Landes	240 000 €
Total du coût TTC des opérations			5 224 620 €

Considérant la proposition de programme d'actions 2024 de l'établissement,

LE COLLEGE "MEMBRES FONDATEURS"

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de délibérer favorablement sur les propositions présentées relatives au projet de programme d'actions 2024,
- d'approuver le contenu des fiches descriptives des opérations ci-annexées, le coût et le plan de financement prévisionnel,
- d'autoriser le président à mobiliser les financements correspondants.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 17 janvier 2024 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 18/01/2024

Reçu en préfecture le 18/01/2024

Publié le

ID : 040-254002264-20240117-240117H1981H1-DE



FICHES PROGRAMME 2024



SOMMAIRE

N°	Missions
1	Animation territoriale à l'échelle du bassin de l'Adour
2	Observatoire de l'eau
3	SAGE Midouze - Animation et communication
4	SAGE Adour amont - Animation et communication
5	SAGE Adour aval - Animation et communication
6	SAGE Eaux souterraines
7	Projet de territoire Midour (Phase de mise en œuvre) - Animation et communication
8	Projet de territoire Midour (Phase de mise en œuvre) - Animateur agricole
9	Projet de territoire Douze (Phase d'élaboration) - Animation et communication
10	Projet de territoire Adour amont (Phase d'élaboration) - Animation, communication et garant
11	Animation de gestion du cours d'eau et des milieux aquatiques - Axe Adour
12	PAPI de l'agglomération dacquoise - Animation
13	Programme d'études préalables (PEP) au PAPI Adour aval
14	Programme d'études préalables (PEP) au PAPI gave d'Oloron
15	Accompagnement des EPCI-FP pour le classement, les travaux et la gestion des systèmes d'endiguement - année 2024
16	Restauration et gestion des poissons migrateurs
17	Suivi et entretien courant des seuils et passes à poissons de l'Institution Adour
18	Animation de la maison de l'eau et mise en œuvre du plan de gestion de Jû-Belloc
19	Animation feuille de route de la gestion quantitative
20	PGE Adour amont et suivi DIG
21	PGE Luys Louts
22	Gestion de la part non valorisée du Gabas (Année 2023)
23	Gestion de la prise d'eau de la Gespe
24	Frais de gestion 2023 du pré-stockage foncier sur les projets de réservoirs
25	Suivi 2024 de la qualité des eaux
26	Suivi écologique et entretien sur le site du réservoir de La Barne





N°	Missions
27	Réseau de mesures de l'Adour amont: équipement en piézomètre
28	Réservoir du Brousseau - Réhausse bassin de dissipation et coursier. Étude de stabilité
29	Programme de révision des études de danger des barrages de l'Institution Adour- Programme 2024 barrages du Gabas, de l'Arret-Darre et de Saint-Jean
30	Études de faisabilité de la réhausse de réservoirs structurants sur le bassin de l'Adour
31	Études de valorisation de réservoirs ASA Midour
33	Projet de territoire pour la gestion de l'eau de la Douze : phase d'élaboration : Études phase 2 Bilan besoins-ressources (BBR)
34	Projet de territoire pour la gestion de l'eau de la Douze (phase d'élaboration) : Étude socio-économique
35	Réservoir de Saint Jean - amélioration de l'auscultation
36	Stockages fonciers dans le cadre de la mise en œuvre de projets de ressources en eau : REUSE station de Conte
	Stockages fonciers dans le cadre de la mise en œuvre de projets de ressources en eau : Projet du réservoir de l'Ousse
37	PAPI de l'agglomération dacquoise - Action 1.2
38	Montée en gamme de la maison de l'eau
39	Acquisition et aménagement de nouveaux locaux pour déménager le siège de l'Institution Adour
46bis /2022	Travaux d'équipement sur le réservoir du Lac Bleu permettant la réalimentation de l'Adour amont
47bis /2022	Travaux gravière de Vic
39 /2023	Étude de prélocalisation des zones humides du bassin versant de l'Adour et du département des Landes





FICHE DE PROPOSITION n°01

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétence obligatoire	Comité syndical

Type d'opération :

Animation territoriale et gouvernance

Intitulé de l'opération :

Animation territoriale à l'échelle du bassin de l'Adour

Zone d'influence :

Bassin de l'Adour et aquifères des eaux souterraines de Gascogne

Description de l'opération :

Origine

En application des modifications statutaires de l'Institution Adour approuvées par arrêtés inter-préfectoraux en dates des 16 mai 2018, 2 août 2019, 10 septembre 2019, 23 avril 2020, 8 janvier 2021, du 16 février 2022, 21 septembre 2022 et 15 décembre 2022, l'établissement public territorial de bassin (EPTB) est en mesure de fédérer l'ensemble des collectivités du bassin de l'Adour intervenant dans la gestion du grand cycle de l'eau pour conduire la mission suivante :

- coordination des acteurs publics en matière de gestion équilibrée de la ressource en eau et de réduction de la vulnérabilité aux inondations ;
- mise en cohérence des maîtrises d'ouvrage sur le grand cycle de l'eau, notamment par un rôle de coordination, animation et conseil ;
- élaboration de projets d'aménagement d'intérêt commun (PAIC) ;
- observatoire de l'eau, mission support pour le dimensionnement et la conduite des missions précitées.

Dans ce cadre et pour ce faire, 35 nouveaux membres ont intégré le comité syndical de l'Institution Adour depuis 2019.

Buts

La stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau (SOCLE) arrêtée le 21 décembre 2017 par le préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne et reconduite dans le cadre de l'adoption du SDAGE 2022-2027 prévoit que « les missions de coordination et d'animation dans le domaine de la prévention des inondations et de la gestion intégrée dans le domaine de l'eau ont vocation à être exercées à l'échelle du territoire des grands bassins ou groupement de sous-bassins, par les établissements publics territoriaux de bassin - EPTB ».

Il est précisé dans cette SOCLE que « l'EPTB doit être garant de la cohérence des actions menées au regard des enjeux du grand cycle de l'eau et de la biodiversité des écosystèmes aquatiques et des zones humides, de la bonne coordination des acteurs publics en matière de gestion équilibrée de la ressource en eau et de réduction de la vulnérabilité aux inondations sur son périmètre. Son action doit tendre à couvrir l'ensemble des missions définies à l'article L.213-12 du code de l'environnement, afin de contribuer pleinement à l'atteinte du bon état écologique de la directive



cadre sur l'eau et des objectifs de la directive inondation. Ces missions de l'EPTB vont au-delà de celles définissant le champ de la GEMAPI ».

L'objectif de cette mission obligatoire inscrite dans les statuts en vigueur de l'Institution Adour est donc, sur la base de la fonction support d'observatoire de l'eau, de mobiliser le bloc communal, les syndicats de bassin versant, les Départements et les Régions, afin de constituer et d'animer l'instance qui au sein de l'EPTB, préfigurera l'organisation à l'échelle du bassin de l'Adour pour la gestion du grand cycle de l'eau.

Depuis l'adhésion des nouveaux membres au sein de l'EPTB, plusieurs révisions des statuts de l'EPTB ont été opérées dont notamment la modification de ses statuts pour clarifier le cadre de son intervention en tant qu'EPTB d'une part et en tant que syndicat mixte d'autre part.

Contenu

260 jours d'animation et 30 jours d'appui administratif qui viseront notamment :

- la concertation avec les collectivités membres et les partenaires pour l'accomplissement des missions de coordination et de mise en cohérence et
- la concertation spécifique avec les entités en charge de la GEMAPI sur lesquels l'Institution Adour est intervenue ou continue d'intervenir à des fins soit de transmission des équipements, des ouvrages et du foncier soit d'organisation de la complémentarité d'intervention, mais également pour l'organisation de l'exercice d'une partie de la GEMAPI par l'EPTB,
- l'accompagnement des collectivités (technique, administratif, etc.) à l'intégration des enjeux de la gestion de l'eau dans sa dimension « grand cycle » dans les politiques et démarches sectorielles, à la mutualisation de moyens, au montage de projets, ...
- la mise en œuvre de la stratégie territoriale Adour,
- le porté à connaissance de la thèse relative à la mise en œuvre de la compétence GEMAPI,
- la participation aux instances ou échanges nationaux, de bassin, régionaux ou départementaux sur les questions relatives à la gestion du grand cycle de l'eau, à des fins d'accompagnement ou de relai des problématiques afférentes au bassin de l'Adour,
- l'organisation de réunions des réseaux des techniciens rivières, animateurs SAGE, animateurs PAPI/SLGRI
- l'organisation d'une réunion à l'attention des élus du bassin de l'Adour.

Interventions antérieures :

À partir de mi-2016, l'Institution Adour avait engagé une démarche d'étude stratégique visant l'identification et le dimensionnement des pistes d'évolution de l'EPTB suite aux réformes territoriales. Cette démarche a conduit à 7 modifications statutaires dont quatre ont permis l'adhésion de 35 nouvelles collectivités (EPCI-FP, syndicats de rivière et Région) à l'EPTB en 2019, 2020 et 2022.

Depuis 2018, l'EPTB a développé une animation territoriale visant, au-delà de l'évolution de l'EPTB, l'accompagnement du territoire à la gestion du grand cycle de l'eau à l'échelle du bassin.

L'EPTB participe également, en appui des services de l'État et de l'Agence, à la définition et la mise en œuvre des démarches de planification, de stratégie et de gestion de l'eau dans sa dimension « grand cycle » à l'échelle du bassin de l'Adour.

Coût de l'opération : 152 737 € TTC

Postes de dépenses	Coût prévisionnel TTC	Coût prévisionnel HT
Animation territoriale (frais de personnel) 1,4 ETP	117 281 €	117 281 €
Frais de structure	23 456 €	23 456 €
Frais de missions	3 000 €	3 000 €
Prestations de services	9 000 €	7 500 €
MONTANT TOTAL	152 737 €	151 237 €





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2024

FICHE DE PROPOSITION n°02

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétence obligatoire	Comité syndical

Type d'opération :

Animation territoriale et gouvernance

Intitulé de l'opération :

Observatoire de l'eau

Zone d'influence :

Bassin de l'Adour

Description de l'opération :

Origine

L'observatoire de l'eau a pour objectif de :

- mieux répondre à l'évolution des besoins en faveur de l'amélioration de la connaissance des données sur l'eau sur le bassin de l'Adour ;
- collecter, exploiter et valoriser les données sur l'eau sur le bassin de l'Adour ;
- accompagner l'intégration des enjeux « eau » dans les démarches liées à l'urbanisme et l'aménagement du territoire.
- apporter un accompagnement auprès des adhérents de l'Institution Adour d'un point de vue technique (notamment en matière d'articulation eau et urbanisme sur les territoires non couverts par un SAGE) et en termes de valorisation de données ;
- être une source d'information pour les différents services et structures intéressés à la gestion du grand cycle de l'eau sur le bassin de l'Adour

Buts

Le but principal de la mission observatoire de l'eau est de centraliser les données « eau » sur le bassin de l'Adour, de constituer un appui aux démarches et opérations menées par l'Institution Adour ainsi qu'aux acteurs du territoire à travers l'analyse, le traitement et la valorisation des données.

La mission « eau et urbanisme » permet également d'améliorer la prise en compte des enjeux liés à la ressource en eau et à sa gestion dans les documents de planification (PLUi, SCoT) ou dans le cadre de projets d'aménagements. Dans ce cadre, l'EPTB va coanimer en partenariat avec l'agence de l'eau un groupe technique constitué à l'échelle du bassin de l'Adour, réunissant les acteurs institutionnels et techniques de l'urbanisme (agences d'urbanisme, services de l'état, ...).

Contenu

- animation des instances spécifiques de l'observatoire de l'eau (comité consultatif, groupe de pilotage) ;
- gestion, structuration et homogénéisation des données recueillies sur l'ensemble du bassin de l'Adour ;



- valorisation de données via des documents d'information et de sensibilisation et de l'accès à l'information (base de données bibliographique : Adourthek, Adour2050, site internet) ;
- animation et appui (interne et externe) pour l'intégration des enjeux « eau » dans les documents d'urbanisme,
- appui aux adhérents de l'Institution Adour sur la gestion de données, la valorisation et la mutualisation de données et probablement d'outils ;
- travail sur la mise en œuvre de cartes interactives.

Interventions antérieures :

L'observatoire de l'eau a poursuivi le travail d'homogénéisation, de la gestion, de la structuration et de l'analyse des données pour l'ensemble des services de l'Institution Adour et auprès de partenaires. Les outils mis en place l'année précédente (catalogue de données, nouveau serveur géographique, ...) ont été largement alimentés : actualisation et intégration de nouvelles données, mise à jour des logiciels, sauvegarde, documentation...

Les pages du site internet de l'Institution Adour relatives à l'observatoire de l'eau ont été actualisées, visant notamment la mise en ligne de cartes réalisées sur la base de données les plus récentes disponibles, pour représenter à l'échelle du bassin de l'Adour : le contexte, les usages de l'eau, les risques, ...

Concernant la mission « eau et urbanisme », plusieurs documents de planification en cours d'élaboration ont été suivis (participation aux réunions, transmission de données et d'avis sur les documents de travail) : SCot Haute Bigorre, SCot du Grand Pau, PLUi Lacq Orthez, etc. Par ailleurs, la fourniture de données « zones humides » (sept demandes en 2023) a contribué à maintenir le lien avec les acteurs du territoire. 2023 marque également un développement de la mission en plus étroite collaboration avec l'agence de l'eau, notamment via le groupe de travail eau et urbanisme.

Coût de l'opération : 155 859 € TTC (154 859 € HT)

124 465 € de frais de personnel

24 894 € de frais de structure

500 € de frais de missions

6 000 € de frais de prestation externe (5 000 € HT)

Plan de financement prévisionnel :

	Montant éligible	Taux d'aide	Montant
Agence de l'eau Adour-Garonne	154 859 €	50 % du HT	77 429 €
Autofinancement*			78 430 €
MONTANT TOTAL			155 859 €

* financés au travers des charges générales de fonctionnement par les Départements, la Région Nouvelle-Aquitaine, les EPCI et les syndicats membres.

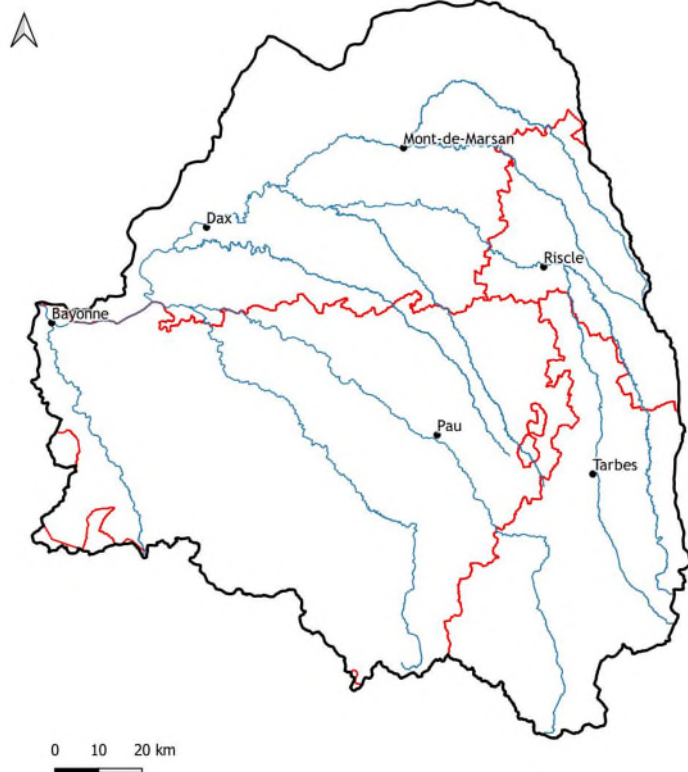
La somme appelée est incluse dans la contribution statutaire :

Région NA	EPCI-FP	Syndicats	CD 32	CD 40	CD 64	CD 65
6 000 €	2 250 €	2 000 €	6 457 €	22 547 €	28 615 €	10 561 €
			68 180€			
78 430 €						





Plan de situation :





INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2024

FICHE DE PROPOSITION n° 03

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Gestion intégrée

Intitulé de l'opération :

Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la Midouze (phase de révision)
ANIMATION ET COMMUNICATION

Zone d'influence :

Bassin de la Midouze.

Superficie totale : 3 142 km²

Départements concernés : 32 et 40

Description de l'opération :

Origine

Le SAGE a été approuvé le 29 janvier 2013 et est aujourd'hui en phase de révision. La mise en œuvre du SAGE se poursuit en parallèle de la révision.

Buts

Le SAGE du bassin de la Midouze a pour objectif d'améliorer la gestion de l'eau sur le bassin de la Midouze à travers 4 grands enjeux qui sont la gestion quantitative, l'amélioration de la qualité de l'eau, la gestion et la préservation des milieux et la sécurisation de l'alimentation en eau potable, et ce dans la perspective de l'atteinte du bon état des eaux.

La révision du SAGE Midouze a pour objectif notamment de modifier le périmètre, d'intégrer l'enjeu du changement climatique dans le SAGE, de prendre en compte le SDAGE en vigueur, d'ajuster les éléments utiles pour assurer la mise en œuvre des actions du PTGE Midour et du futur PTGE Douze.

Contenu

Durant le travail de révision du SAGE, sa version approuvée initialement est toujours opposable et doit être mise en œuvre. L'animation doit permettre de réaliser toutes les étapes utiles à la révision du SAGE tout en assurant le nécessaire pour sa mise en œuvre a minima (suivi de dossiers locaux, accompagnement de partenaires, avis de la CLE, etc.).

Animation SAGE :

- Préparer et organiser les différentes réunions liées à la vie du SAGE (commission locale de l'eau (CLE), bureaux de la CLE, commissions thématiques/géographiques, comité technique, groupes de travail, comités de pilotage des études, réunions d'informations, etc.).
- Rédiger et diffuser les différents documents (documents du SAGE, comptes-rendus, notes, etc.) et animer toutes les étapes nécessaires à la révision du SAGE : validation de la mise à jour de l'état des lieux/diagnostic du SAGE, rédaction du scénario tendanciel...



- Rédiger les avis sur les demandes d'autorisation loi sur l'eau, ICPE et documents d'urbanisme pour lesquels la CLE est sollicitée. Veiller au respect du SAGE dans les dossiers de déclaration transmis. Appuyer les porteurs de projet sollicitant la CLE en amont du dépôt des dossiers d'autorisation pour assurer la bonne intégration du SAGE dans les projets et limiter les risques d'incompatibilité au SAGE. Suivre la prise en compte des avis de la CLE dans la mise en œuvre des projets.
- Participer et contribuer aux réunions des partenaires sur le territoire et suivre l'avancement des actions mises en œuvre sur le bassin répondant aux objectifs et enjeux du SAGE.
- Accompagner les étapes inhérentes à la vie du SAGE et de la CLE : renouvellement de la CLE, formation des membres de la CLE, etc.
- Marchés publics : élaborer les cahiers des charges et mettre en concurrence des bureaux d'études pour les prestations de services, suivi des études et des prestataires.
- Réaliser des études internalisées nécessaires à la mise en œuvre du SAGE et organiser la concertation associée.
- Assurer le suivi de la mise en œuvre du SAGE, notamment par du porté à connaissance.
- Informer les acteurs du territoire sur le SAGE (contenu, portée, actualisation des données du bassin...) et sur les enjeux de la gestion de l'eau actuels et futurs (notamment sensibilisation sur le changement climatique : impacts, adaptation, etc.).
- Assurer le secrétariat technique et administratif du SAGE (réception appels, mails et courriers, réponses, envoi des courriers, reprographie des documents, etc.).
- Assurer la coordination de l'appel à projet restauration de zones humides en tête de bassins versants.

Communication SAGE :

- Poursuite des actions en cours ou répondant à des sollicitations de la CLE : événements à destination des membres de la CLE et des partenaires autour des enjeux du SAGE (journée de découverte, cafés débats, ateliers de dynamisation de la CLE, etc.) et alimentation du site internet (mise en ligne des documents et comptes-rendus, des actualités, etc.).
- Mise en place de la stratégie de communication élaborée fin 2021 dans une approche inter-SAGE.
- Proposition de formations auprès des membres des CLE du bassin de l'Adour : dans l'objectif de partager un socle commun de connaissances, de faciliter l'appréhension des enjeux globaux localement et de devenir un relai du SAGE sur les bassins, des modules de formations seront proposés aux membres des CLE des SAGE du bassin de l'Adour.

Priorités 2024 :

- 1/ Assurer la préparation des avis pour lesquels la CLE Midouze est sollicitée officiellement ;
- 2/ Installer la CLE Midouze renouvelée en fin d'année 2023 ;
- 3/ Finaliser l'état des lieux-diagnostic du SAGE révisé et le scénario tendanciel ;
- 4/ Maintenir, en parallèle, un accompagnement des acteurs locaux à la mise en œuvre du SAGE actuel en vigueur ;
- 5/ Poursuivre le déploiement d'une culture de l'outil SAGE, notamment dans le cadre du développement d'une communication coordonnée en inter-SAGE.

Interventions antérieures :

Animation et communication sur le SAGE de 2005 à 2023 (phases préliminaires, d'élaboration, de mise en œuvre et de révision depuis 2021).

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Echéance - Délais :

Arrêté interpréfectoral d'approbation du SAGE signé le 29 janvier 2013.

Calendrier prévisionnel de révision du SAGE : 4 à 5 ans.





Coût de l'opération : 69 193 € TTC (68 186 € HT)

- 64 153 € TTC charges d'animation (1,17 ETP) : salaires, frais de missions, et charges générales
- 5 040 € TTC communication (4 200 € HT).

Plan de financement prévisionnel :

	Animation	Communication	Total
Agence de l'eau Adour-Garonne (70 % du HT)	44 790 €	2 940 €	47 730 €
Région Nouvelle-Aquitaine	7 623 €	0 €	7 623 €
EPCI-FP *	5 870 €	1 050 €	6 920 €
Autofinancement **	5 870 €	1 050 €	6 920 €
MONTANT TOTAL	64 153 €	5 040 €	69 193 €

* Concomitamment à la démarche sur le SAGE Adour amont, il est envisagé de mettre en place une convention de partenariat politique, technique et financier pour le portage du SAGE avec les 14 EPCI-FP concernés ; sollicitation non encore établie, à venir. À voir s'il sera possible de formaliser un partenariat dès janvier 2024 ou s'il conviendra de l'envisager à compter de juin 2024 pour laisser le temps de la concertation >> précisions à venir d'ici la fin de l'année

** La partie animation est financée au travers des charges générales de fonctionnement.

Reste à financer la communication, soit 262,50 € par Département.

Plan de situation :





FICHE DE PROPOSITION n° 04

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Gestion intégrée

Intitulé de l'opération :

Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de l'Adour amont (phase de révision)
ANIMATION ET COMMUNICATION

Zone d'influence :

Bassin de l'Adour en amont de la confluence avec les Luys (230 km d'Adour), hors bassin de la Midouze
> *Evolution du périmètre en cours : intégration du bassin du Louts prévue courant 2024.*
Superficie totale : 4 513 km² avant intégration du Louts, *4 806 km² après intégration du Louts*
Départements concernés : initialement : 32 (14,4%), 40 (31,6%), 64 (15,3%) et 65 (38,7%)
après intégration du Louts : 32 (13,6%), 40 (35,0%), 64 (13,4%) et 65 (38,1%)

Description de l'opération :

Origine

Le SAGE a été approuvé le 19 mars 2015 et est aujourd'hui en phase de révision pour intégrer l'adaptation aux changements climatiques à sa stratégie.

Le 27 septembre 2023, la CLE Adour amont a validé l'état des lieux - diagnostic du SAGE révisé et s'est prononcée à l'unanimité en faveur de l'intégration du bassin du Louts à la démarche.

Buts

Le SAGE du bassin amont de l'Adour a pour objectif d'améliorer la gestion de l'eau sur le bassin de l'Adour amont à travers les grands enjeux identifiés que sont la sécurisation de l'alimentation en eau potable, l'amélioration de la qualité de l'eau, la gestion quantitative, la gestion et la préservation des milieux et l'amélioration de la gouvernance sur le bassin, et ce dans la perspective de l'atteinte du bon état des eaux.

Une révision du SAGE a été actée fin 2021 par la commission locale de l'eau afin de revoir les priorités du SAGE au regard des enjeux d'adaptation du territoire aux changements climatiques, tout en garantissant la compatibilité du document au SDAGE 2022-2027. La commission locale de l'eau de l'Adour amont souhaite néanmoins maintenir un équilibre entre la révision du SAGE et la poursuite de la mise en œuvre du SAGE en vigueur, en orientant celle-ci vers davantage de proximité au territoire.

Contenu

Animation SAGE :

- Préparer, organiser et animer les différentes réunions liées à la vie du SAGE (commission locale de l'eau (CLE), bureaux de la CLE, commissions géographiques et thématiques, comité technique, groupes de travail, comités de pilotage d'études, réunions d'informations, etc.),
- Rédiger et diffuser les différents documents (documents du SAGE, synthèses pédagogiques, comptes-rendus, notes, etc.),



- Rédiger les avis sur les demandes d'autorisation loi sur l'eau, ICPE et documents d'urbanisme pour lesquels la CLE est sollicitée. Veiller au respect du SAGE dans les dossiers de déclaration transmis. Appuyer les porteurs de projets sollicitant la CLE en amont du dépôt des dossiers d'autorisation pour assurer la bonne intégration du SAGE dans les projets et limiter les risques d'incompatibilité au SAGE. Suivre la prise en compte des avis de la CLE dans la mise en œuvre des projets,
- Impulser la mise en place et suivre les projets du territoire participant à la mise en œuvre des objectifs et dispositions du SAGE Adour amont et les porter à la connaissance des membres de la CLE,
- Assurer la co-construction des documents du SAGE en révision par une démarche de concertation largement ouverte aux acteurs locaux,
- Accompagner les étapes inhérentes à la vie du SAGE et de la CLE : formation des membres de la CLE, etc.,
- Marchés publics : élaborer les cahiers des charges et mettre en concurrence des bureaux d'études pour les prestations de services, suivi des études et des prestataires,
- Réaliser des études internalisées nécessaires à la mise en œuvre et à la révision du SAGE et organiser la concertation associée,
- Assurer le suivi de la mise en œuvre du SAGE en vigueur,
- Informer les acteurs du territoire sur le SAGE (contenu, portée...) et sur les enjeux de la gestion de l'eau actuels et futurs (notamment sensibilisation sur le changement climatique : impacts, adaptation, etc.),
- Assurer le secrétariat technique et administratif du SAGE (réception appels, mails et courriers, réponses, envoi des courriers, reprographie des documents, etc.).

Communication SAGE :

- Mise en œuvre du plan de communication élaboré fin 2021, dont événements à destination des membres de la CLE et des partenaires autour des enjeux du SAGE (exemple : journée de découverte, cafés débats, ateliers de dynamisation de la CLE, etc.).
- Site internet : mise en ligne des documents et comptes-rendus, des actualités...
- Proposition de formations auprès des membres des CLE du bassin de l'Adour : dans l'objectif de partager un socle commun de connaissances, de faciliter l'appréhension des enjeux globaux localement et de devenir un relai du SAGE sur les bassins, des modules de formations seront proposés aux membres des CLE des SAGE du bassin de l'Adour.

Priorités 2024 :

- 1/ Assurer la préparation des avis pour lesquels la CLE Adour amont est sollicitée officiellement ;
- 2/ Suivre et accompagner l'intégration du bassin du Louts au sein du SAGE Adour amont, conformément à la décision de la CLE du 27 septembre 2023 ;
- 3/ Permettre la co-construction de la stratégie du SAGE en révision en intégrant les acteurs locaux ;
- 4/ Renforcer l'accompagnement des acteurs locaux dans la mise en œuvre du SAGE actuel et faciliter le développement de projets multi-acteurs ;
- 5/ Poursuivre le déploiement d'une culture de l'outil SAGE, notamment dans le cadre du développement d'une communication coordonnée en inter-SAGE.

Interventions antérieures :

Animation et communication sur le SAGE de 2005 à 2023 (phases préliminaires, d'élaboration, de mise en œuvre et de révision depuis 2022).

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Echéance - Délais :

Arrêté interpréfectoral d'approbation du SAGE signé le 19 mars 2015.

Révision programmée sur 4 à 6 ans.





Coût de l'opération : 127 540 € TTC (126 117 € HT)

- 122 500 € charges d'animation (2 ETP) : salaires, frais de missions, et charges générales (121 917 € HT)
- 5 040 € TTC communication (4 200 € HT).

Plan de financement prévisionnel :

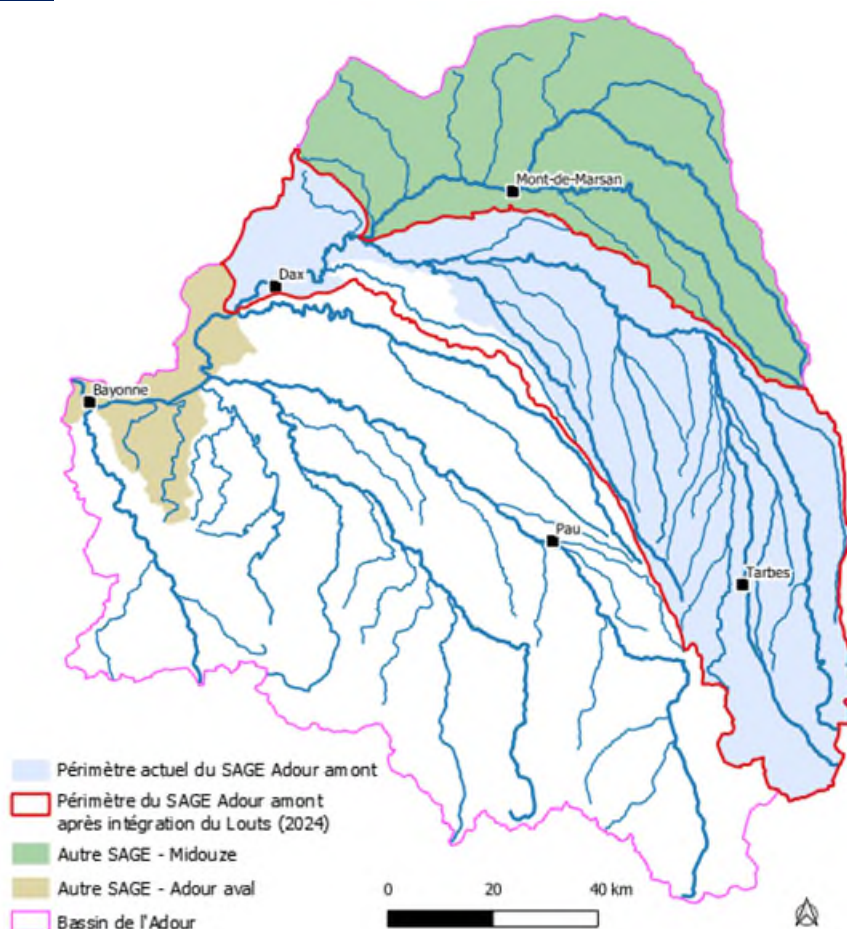
	Animation	Communication	Total
Agence de l'eau Adour-Garonne (70 % du HT)	85 342 €	2 940 €	88 282 €
Région Nouvelle-Aquitaine	13 750 €	0 €	13 750 €
EPCI-FP * (convention : 50 % du reste à charge, soit 10 %)	11 704 €	1 050 €	12 754 €
Autofinancement **	11 704 €	1 050 €	12 754 €
MONTANT TOTAL	122 500 €	5 040 €	127 540 €

* Travail en cours auprès des 27 EPCI-FP concernés pour mettre en place un partenariat politique, technique et financier pour le portage du SAGE ; sollicitation politique prévue fin oct. /début nov. 2023. A noter que pour les EPCI-FP éventuellement non volontaires pour intégrer le partenariat dès 2024, les montants correspondants seront reportés vers le Département concerné.

** La partie animation est financée au travers des charges générales de fonctionnement.

Reste à financer la communication, soit 262,5 € par Département.

Plan de situation :





FICHE DE PROPOSITION n°05

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Gestion intégrée

Intitulé de l'opération :

Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Adour aval (phase de mise en œuvre)
ANIMATION ET COMMUNICATION

Zone d'influence :

Bassin de l'Adour en aval de la confluence avec les Luys, hors bassin des gaves, Bidouze et Nive.

Superficie totale : 636 km²

Départements concernés : 64 et 40

Description de l'opération :

Origine

Le SAGE Adour aval a été approuvé le 8 mars 2022 et est aujourd'hui en phase de mise en œuvre.

Buts

Le SAGE Adour aval a pour objectif d'améliorer la gestion de l'eau et des milieux aquatiques sur ce bassin à travers plusieurs grands enjeux et notamment l'amélioration de la qualité de l'eau, la sécurisation de l'alimentation en eau potable, la gestion et la préservation des milieux, la gestion quantitative, l'adaptation de l'aménagement et de l'urbanisme, et la prise en compte du changement climatique.

Contenu

Animation SAGE :

- Préparer et organiser les différentes réunions liées à la vie du SAGE (commission locale de l'eau (CLE), bureaux de la CLE, commissions thématiques, comité technique, groupes de travail, comités de pilotage des études, réunions d'informations, etc.) ;
- Rédiger et diffuser les différents documents (documents du SAGE, comptes-rendus, notes, etc.) ;
- Rédiger les avis sur les demandes d'autorisation loi sur l'eau, ICPE et documents d'urbanisme pour lesquels la CLE est sollicitée. Veiller au respect du SAGE dans les dossiers de déclaration transmis. Appuyer les porteurs de projet sollicitant la CLE en amont du dépôt des dossiers d'autorisation pour assurer la bonne intégration du SAGE dans les projets et limiter les risques d'incompatibilité au SAGE. Suivre la prise en compte des avis de la CLE dans la mise en œuvre des projets ;
- Participer et contribuer aux réunions des partenaires sur le territoire et suivre l'avancement des actions mises en œuvre sur le bassin répondant aux objectifs et enjeux du SAGE ;
- Accompagner les étapes inhérentes à la vie du SAGE et de la CLE : formation des membres de la CLE, actualisation des données, etc. ;



- Marchés publics : élaborer les cahiers des charges et mettre en concurrence des bureaux d'études pour les prestations de services, suivi des études et des prestataires ;
- Réaliser des études internalisées nécessaires à la mise en œuvre du SAGE et organiser la concertation associée ;
- Assurer le suivi de la mise en œuvre du SAGE, notamment construire et renseigner le tableau de bord ;
- Informer les acteurs du territoire sur le SAGE (contenu, portée...) et sur les enjeux de la gestion de l'eau actuels et futurs (notamment sensibilisation sur le changement climatique : impacts, adaptation, etc.).
- Assurer le secrétariat technique et administratif du SAGE (réception appels, mails et courriers, réponses, envoi des courriers, reprographie des documents, etc.).

Communication SAGE :

- Poursuite des actions en cours ou répondant à des sollicitations de la CLE : événements à destination des membres de la CLE et des partenaires autour des enjeux du SAGE (journée de découverte, cafés débats, ateliers de dynamisation de la CLE, etc.) et alimentation du site internet (mise en ligne des documents et comptes-rendus, des actualités, etc.).
- Mise en place de la stratégie de communication élaborée fin 2021 dans une approche inter-SAGE.
- Proposition de formations auprès des membres des CLE du bassin de l'Adour : dans l'objectif de partager un socle commun de connaissances, de faciliter l'appréhension des enjeux globaux localement et de devenir un relai du SAGE sur les bassins, des modules de formations seront proposés aux membres des CLE des SAGE du bassin de l'Adour.

Priorités 2024 :

- 1/ Assurer la préparation des avis pour lesquels la CLE Adour aval est sollicitée officiellement ;
- 2/ Elaborer le tableau de bord pour le suivi du SAGE ;
- 3/ Assurer un accompagnement des acteurs locaux à la mise en œuvre du SAGE ;
- 4/ Engager la mise en œuvre des actions en maîtrise d'ouvrage « Institution Adour », nécessaires à la mise en œuvre du SAGE, et selon le calendrier établi par la CLE ;
- 5/ Poursuivre le déploiement d'une culture de l'outil SAGE, notamment dans le cadre du développement d'une communication coordonnée en inter-SAGE.

Interventions antérieures :

Animation et communication sur le SAGE de 2005 à 2023 (phases préliminaires, d'élaboration, d'approbation et de début de mise en œuvre).

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Echéance - Délais :

Arrêté interpréfectoral d'approbation du SAGE signé le 8 mars 2022.

Coût de l'opération : 71 148 € TTC (69 854 € HT)

- 66 108 € TTC charges d'animation (1,17 ETP) : salaires, frais de missions, et charges générales (65 654 € HT)
- 5 040 € TTC communication (4 200 € HT).





Plan de financement prévisionnel :

	Animation	Communication	Total
Agence de l'eau Adour-Garonne (70 % du HT)	45 958 €	2 940 €	48 898 €
Région Nouvelle-Aquitaine	8 020 €	0 €	8 020 €
EPCI-FP *	6 065 €	1 050 €	7 115 €
Autofinancement **	6 065 €	1 050 €	7 115 €
MONTANT TOTAL	66 108 €	5 040 €	71 148 €

* Convention de partenariat politique, technique et financier pour le portage du SAGE renouvelée pour la période de juin 2022 à décembre 2028 avec 5 EPCI-FP concernés.

** La partie animation est financée au travers des charges générales de fonctionnement.

Reste à financer la communication, soit 262,5 € par Département.

Plan de situation :





FICHE DE PROPOSITION n° 06

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Gestion intégrée

Intitulé de l'opération :

SAGE des eaux souterraines de Gascogne - phase d'émergence
ANIMATION et COMMUNICATION

Zone d'influence :

Superficie totale : près de 19 320 km²

Départements concernés : 32, 40, 64 et 65, et au-delà des limites du bassin de l'Adour.

Description de l'opération :

Origine

Après la réalisation d'une étude socio-économique de l'importance stratégique des nappes profondes du bassin de l'Adour entre avril 2018 et juin 2020 par le BRGM pour le compte de l'Institution Adour, la réflexion sur la gestion de ces ressources s'est poursuivie dans le cadre de l'animation d'une charte d'engagement dans la gouvernance pour une gestion durable des nappes profondes, depuis janvier 2021.

Après 4 années de concertation, le comité de pilotage a acté l'émergence d'un SAGE « eaux souterraines de Gascogne » en octobre 2022. Le dossier préliminaire pour l'émergence du SAGE a été validé en comité de pilotage en juillet 2023. L'Institution Adour a sollicité les services de l'Etat pour engager la consultation réglementaire pour définir le périmètre du SAGE.

Buts

Les nappes profondes du bassin de l'Adour font l'objet de plusieurs usages depuis de nombreuses années : alimentation en eau potable, thermalisme, irrigation, industrie, etc. Ces nappes souterraines profondes représentent donc déjà une ressource stratégique pour le territoire, et le seront d'autant plus demain à l'aune du changement climatique. Le partage et l'utilisation durable des ressources en eau est donc un enjeu majeur, en particulier pour les nappes souterraines profondes, dont le renouvellement extrêmement lent confère à leur exploitation un caractère fini ou limité.

L'objectif est d'accompagner les acteurs locaux dans l'émergence et l'élaboration d'un SAGE pour une gestion intégrée et concertée de la ressource en eau souterraine profonde.

Contenu

Animation :

- Préparer et organiser les différentes réunions (comités de pilotage, comités techniques, réunions d'experts, réunions d'informations, rendez-vous d'acteurs, etc.),
- Rédiger et diffuser les différents documents (dossier préliminaire de communication et de consultation, comptes-rendus, notes, etc.),
- Poursuivre le travail d'état des lieux du SAGE,



- Participer et contribuer aux réunions des partenaires sur le territoire et suivre l'avancement des actions mises en œuvre sur le bassin relatives aux nappes (actions de recherche et développement notamment (projet GAIA, etc.)),
- Réaliser d'éventuelles études utiles (internalisées ou prestations), selon les choix du comité de pilotage notamment, et organiser la concertation associée,
- Informer les acteurs du territoire sur les nappes profondes et sur les enjeux de la gestion de l'eau actuels et futurs (notamment sensibilisation sur le changement climatique : impacts, adaptation, etc.),
- Assurer le secrétariat technique et administratif du dossier (réception appels, mails et courriers, réponses, envoi des courriers, reprographie des documents, etc.).

Communication :

- Produire tout document de communication et information utile pour divers publics et divers objectifs,
- En réponses à d'éventuelles sollicitations, assurer la présentation du dossier auprès de divers organismes, instances, etc.
- Site Internet : mise en ligne de documents et compte-rendu, des actualités, etc.

Priorités 2024 :

- 1/ Réalisation de la consultation règlementaire des collectivités et acteurs du territoire, et notamment présentation du dossier à la commission planification du comité de bassin Adour-Garonne ;
- 2/ Arrêtés préfectoraux de délimitation du périmètre du SAGE et de composition de la commission locale de l'eau (CLE) ; réunion d'installation de la CLE ;
- 3/ Poursuite du travail vers un état des lieux du SAGE ;
- 4/ Travailler au déploiement d'une culture de l'outil SAGE, notamment dans le cadre du développement d'une communication coordonnée en inter-SAGE.

Interventions antérieures :

Animation et communication de 2018 à 2023.

Etude socio-économique de l'importance stratégique des nappes profondes du bassin de l'Adour - convention de recherche et développement entre le BRGM et l'Institution Adour - avril 2018 à juin 2020.

Charte d'engagement dans la gouvernance pour une gestion durable, concertée et solidaire des nappes profondes du bassin de l'Adour - depuis janvier 2021.

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Echéance - Délais :

Objectif d'obtenir les 2 arrêtés préfectoraux d'urgence du SAGE et d'installer la CLE dans le courant de l'année 2024.

Valider l'état des lieux du SAGE d'ici la fin d'année 2024.

Coût de l'opération : 71 512 € TTC (70 506 € HT)

- 66 472 € charges d'animation (1,2 ETP) : salaires, frais de missions, et charges générales (66 306 € HT)
- 5 040 € TTC communication (4 200 € HT).





Plan de financement prévisionnel :

	Animation	Communication	Total
Agence de l'eau Adour-Garonne (70 % du HT)	46 414 €	2 940 €	49 354 €
Région Nouvelle-Aquitaine	4 714 €	0 €	4 714 €
Région Occitanie	3 142 €	0 €	3 142 €
Collectivités prodAEP *	6 101 €	1 050 €	7 151 €
Autofinancement **	6 101 €	1 050 €	7 151 €
MONTANT TOTAL	66 472 €	5 040 €	71 512 €

* Convention de partenariat politique, technique et financier avec 10 collectivités productrices d'eau potable depuis les nappes concernées.

** La partie animation est financée au travers des charges générales de fonctionnement.

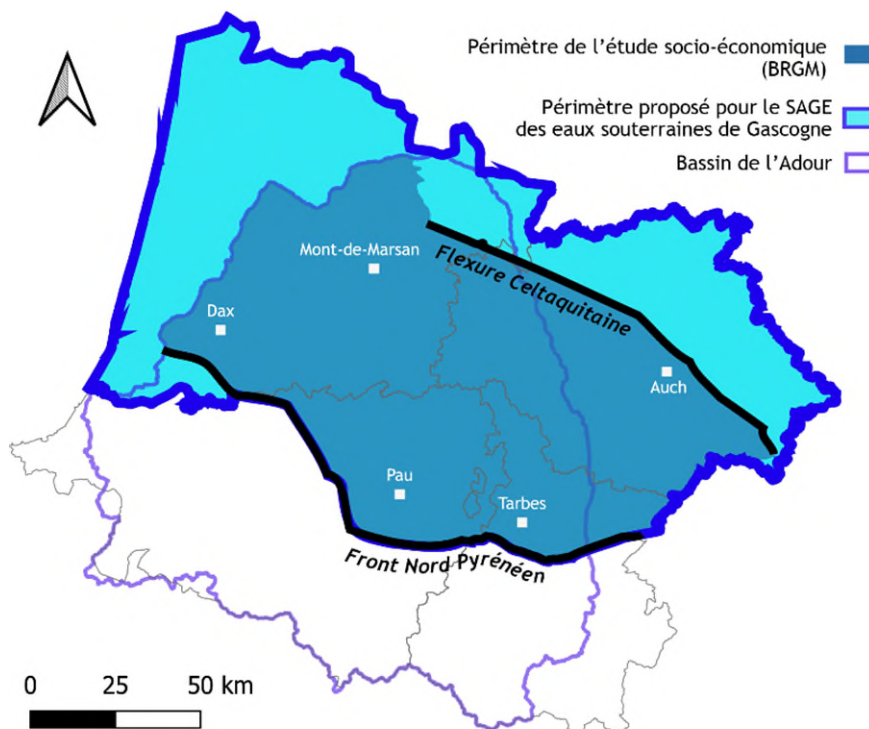
Reste à financer la communication, soit 262,5 € par Département.

Plan de situation :

Le territoire d'intervention est à cheval entre les deux Régions Nouvelle-Aquitaine (Landes et Pyrénées-Atlantiques) et Occitanie (Hautes-Pyrénées et Gers).

Il couvre 19 793 km² dont :

- 11 973 km² en Nouvelle-Aquitaine (60 %)
 - o Landes : 9 353 km² (47 %)
 - o Pyrénées-Atlantiques : 2 620 km² (13 %)
- 7 820 km² en Occitanie (40 %)
 - o Gers : 6 300 km² (32 %)
 - o Hautes-Pyrénées : 1 520 km² (8 %)





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2024

FICHE DE PROPOSITION n°07

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource en eau

Intitulé de l'opération :

Projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour : phase de mise en œuvre
Animation et communication du projet de territoire

Zone d'influence :

Bassin versant du Midour (32, 40)

Description de l'opération :

Origine

Après quatre années d'élaboration, le projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour, porté et animé par l'Institution Adour, a été validé le 11 mars 2020 par la commission locale de l'eau (CLE) du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la Midouze. Ce projet a impliqué l'ensemble des acteurs locaux du territoire, qui a validé les grands principes, les objectifs et le programme d'actions qui vise à restaurer l'équilibre quantitatif sur le long terme, en prenant en compte les effets du changement climatique et les enjeux qualitatifs recensés sur le territoire lors de l'état des lieux.

Buts

Les actions du projet de territoire cherchent à satisfaire plusieurs enjeux : anticiper et s'adapter au changement climatique, atteindre la satisfaction des besoins en eau (salubrité, milieu, irrigation), améliorer la qualité des masses d'eau, participer à l'amélioration de l'état des cours d'eau et des milieux naturels et approfondir les connaissances, informer, sensibiliser et valoriser.

Le PTGE est en phase de mise en œuvre suite à sa validation pour faire aboutir le programme d'actions et respecter le chemin de retour à l'équilibre.

Contenu animation générale

- Mise en œuvre du programme d'actions du PTGE Midour : maintenir la dynamique du territoire et la concertation établie, suivre des actions et des maîtres d'ouvrage, mettre en œuvre des actions à la charge de l'Institution Adour, garantir la fonctionnalité des actions et leur évolution si elle s'avère nécessaire.
- Mettre à jour le tableau de suivi des actions.
- Accompagner les acteurs dans leurs démarches administratives dans le cadre de la subvention des actions qu'ils mettent en œuvre.
- Organiser, préparer et animer les réunions du comité technique et du comité de pilotage, en rédiger le compte-rendu.
- Organiser et animer des groupes de travail et de suivi du projet de territoire, en rédiger le compte-rendu.



- Organiser des journées techniques thématiques.
- Rédiger des documents complémentaires du projet de territoire sur la base des travaux de concertation et des actions validées.

Contenu animation des opérations spécifiques

- Mise en œuvre par le service ressource des opérations revenant à la charge de l'Institution Adour, comprenant la préparation des marchés, l'élaboration du cahier des charges, le suivi des maîtres d'œuvre, l'animation de groupes de travail réunissant les partenaires dédiés, la coordination avec les services de l'Etat :
 - o Opération de réutilisation des eaux usées traitées (REUT) de la station de Conte à Mont de Marsan
 - o Opération de réutilisation des eaux usées traitées (REUT) sur la commune de Nogaro
 - o Possibilités de mobilisation des retenues d'ASA déjà existantes
 - o Réhausse des réservoirs de soutien d'étiage de Lapeyrie et Maribot ; transferts par pompage complémentaire en hautes eaux vers Lapeyrie, Maribot, Charros et Arthez.

Contenu communication

- Présenter la démarche à l'occasion de diverses réunions, colloques, séminaires, etc.
- Coordonner l'élaboration du plan d'information, de sensibilisation et de valorisation du PTGE Midour.
- Réaliser des supports pédagogiques et de communication (presses, affiches, etc.)
- Actualiser les pages dédiées du site internet de l'Institution Adour : mise en ligne des documents et comptes rendus, des actualités, etc.

Interventions antérieures :

En 2023, l'animation a permis de poursuivre la mobilisation des instances (comité de suivi), d'instituer des groupes de travail (agriculture, milieux), d'orienter les partenaires à travailler en concertation, et de solliciter les services de l'État et les financeurs pour réfléchir autour des blocages rencontrés par les acteurs locaux.

Échéance - Délais :

Programme d'actions du projet de territoire du Midour d'une durée de 15 ans à partir de la date de validation.

Coût de l'opération : 77 330 € TTC (76 158 € HT)

Dont animation, correspondant à 1,15 ETP (½ ETP de l'animatrice ainsi que des appuis internes sur les missions annexes citées plus haut, salaires, frais de missions et charges générales) pour 71 570 € TTC (71 358 € HT)

Dont communication : 5 760 € TTC (4 800 € HT)

Plan de financement prévisionnel :

	Animation	Communication	Total
Agence de l'eau Adour-Garonne (70% du HT)	49 951 €	3 360 €	53 311 €
Région Occitanie	2 230 €	0 €	2 230 €
Autofinancement *	19 389 €	2 400 €	21 789 €
TOTAL	71 570 €	5 760 €	77 330 €

* L'animation est financée au titre des charges générales de fonctionnement.



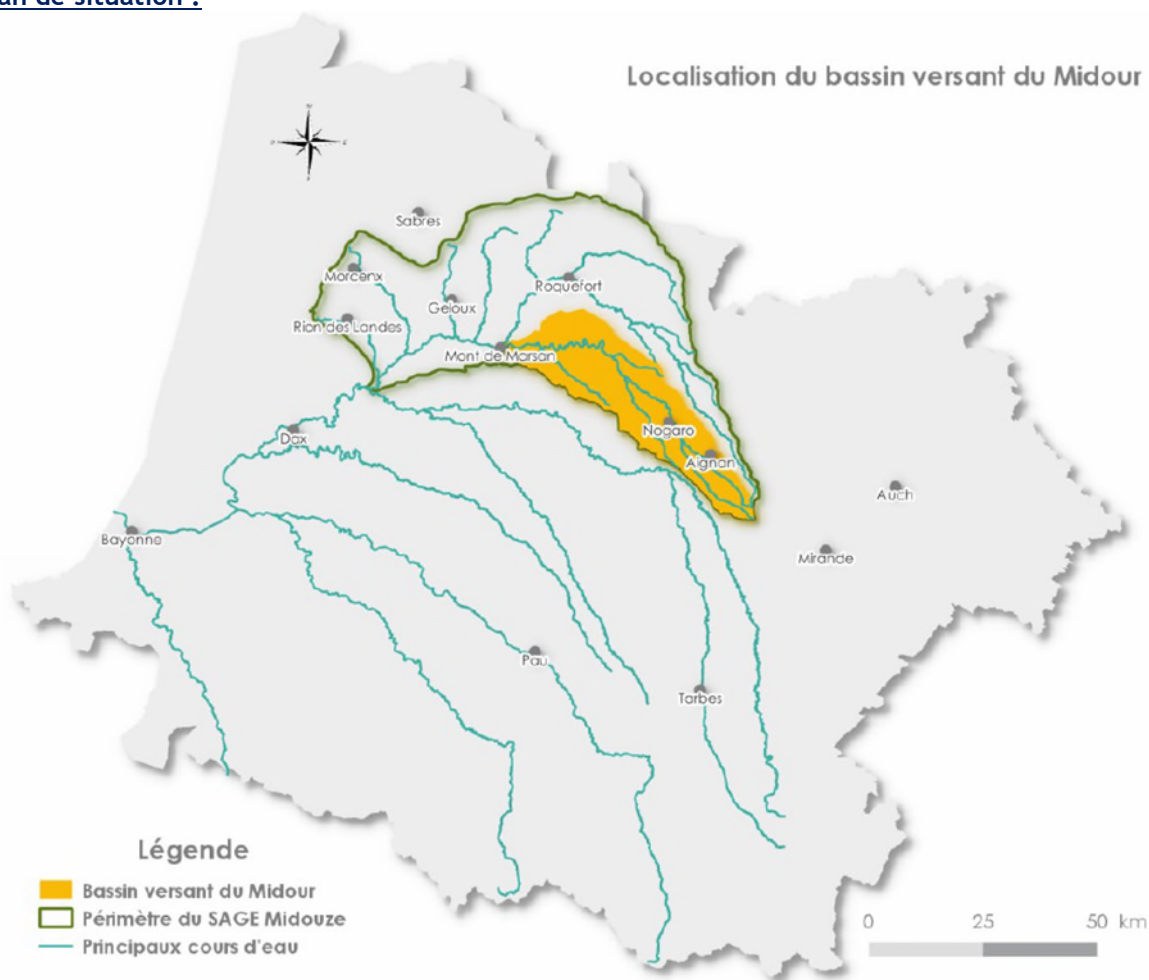


Les prestations relatives à la communication restent à financer comme suit :

Communication	Taux **	Montant à financer
Département des Landes	55 %	1 320 €
Département du Gers	45 %	1 080 €

** Le pourcentage correspond à la quote-part par Département du déséquilibre quantitatif actualisé dans l'étude IES

Plan de situation :





INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2024

FICHE DE PROPOSITION n°08

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource en eau

Intitulé de l'opération :

Projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour : phase de mise en œuvre
Animation spécifique du volet agricole et communication afférente

Zone d'influence :

Bassin versant du Midour (32, 40)

Description de l'opération :

Origine

Le projet de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE) du Midour, validé à l'unanimité en 2020 par le comité de pilotage du PTGE Midour et la commission locale de l'eau du SAGE Midouze, est actuellement en phase de mise en œuvre.

Contenu

Le programme d'actions est constitué de 59 fiches actions réparties en 6 orientations stratégiques. Parmi celles-ci, l'orientation stratégique « Gouvernance » est centrale pour la mise en œuvre du PTGE Midour, puisqu'elle vise à coordonner, piloter et animer la démarche de concertation ainsi qu'à mobiliser les partenaires et les instances.

Tel que défini par l'ensemble des acteurs du PTGE Midour et figurant sur le programme d'actions, la fiche « GOUV2 » de cette orientation stratégique organise l'animation autour de 2 missions complémentaires :

- 1) Une mission d'animation générale et de coordination du PTGE actuellement assurée par la chargée de mission en charge des PTGE du Midour et de la Douze.
- 2) Une mission spécifique d'animation agricole actuellement assurée par l'animatrice agricole.

Fin 2020, les discussions ont été engagées avec les partenaires agricoles pour déployer cette animation agricole. Il a été décidé que chaque structure mobilise une partie de ses ressources humaines et prenne en charge cette animation par mutualisation de leurs moyens humains.

Le bilan de l'année 2021 montre que cette articulation n'a pas été respectée par les partenaires, et entraîné des répercussions négatives sur le portage en partenariat (les dossiers ont été soumis de manière individuelle).

Ainsi, un groupe de travail avec l'ensemble des partenaires agricoles et financiers a été organisé le 30 septembre 2021. Il a été proposé que l'animation agricole soit portée au sein de l'EPTB Adour, comme cela était préalablement prévu lors de la phase d'élaboration du PTGE Midour.



Au cours des discussions avec les partenaires financiers et agricoles, il est apparu que ce poste d'animation agricole :

- soit mis en place à la suite de l'élaboration d'un programme pluriannuel,
- soit axé sur des missions d'ingénierie de projet.

Contenu de l'animation agricole

L'animation menée aura pour but de :

- Mettre en œuvre les orientations stratégiques (GOUV, AUM, ASV) ainsi que l'ensemble du volet agricole du PTGE Midour sur le bassin versant du Midour et en lien avec les acteurs agricoles
- Coordonner les actions portées en partenariat
- Structurer les partenariats et les moyens mis à disposition par les structures agricoles
- Accompagner les porteurs de projet sur l'administratif et le financier en complément du travail mené dans le cadre de la mission d'animation générale du PTGE
- Porter, suivre et affiner si besoin le calendrier prévisionnel pluriannuel coconstruit avec l'ensemble des acteurs agricoles
- Suivre la mise en œuvre du volet agricole du PTGE Midour, en lien avec le chargé de mission animation du PTGE Midour et élaboration du PTGE Douze
- Communiquer et valoriser les actions menées (expérimentation, journées techniques, ...)
- Faire évoluer les fiches actions en cas de nécessité pour s'adapter à de nouveaux besoins émergents

Contenu de la communication

- Présentation de la démarche et des actions à l'occasion de diverses réunions, colloques, séminaires, etc.
- Réalisation des supports pédagogiques et de communication (presses, affiches, etc.)
- Actualisation des pages dédiées du site internet de l'Institution Adour : mise en ligne des documents et comptes rendus, des actualités, etc.

Projets PAEC - Mise en œuvre de mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC)

Les dossiers déposés dans le cadre des appels à projets agro-environnementaux et climatiques (PAEC) - campagne 2023 en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie ont reçu un avis favorable. Dans la continuité du travail consacré à la coordination et au suivi de deux PAEC à l'échelle du PTGE Midour, le travail se poursuivra en 2024. Le temps consacré à ces projets est compris dans l'animation du projet de territoire.

Échéance - Délais :

Programme d'actions du projet de territoire du Midour d'une durée de 15 ans à partir de la date de validation.

Animation reconduite annuellement, au moins sur 3 ans.

Pour la partie PAEC : projets pluriannuels d'une durée estimée à 3 ans.

Coût de l'opération : 54 790 € TTC (54 290 € HT)

Dont animation, correspondant à 1 ETP de l'animatrice (salaires, frais de missions et charges générales) : 51 790 €

Dont communication : 3 000 € TTC (2 500 € HT)

Plan de financement prévisionnel :

	Animation	Communication	Total
Agence de l'eau Adour Garonne (70% du HT)	36 253 €	1 750 €	38 003 €
Autofinancement *	15 537 €	1 250 €	16 787 €
TOTAL	51 790 €	3 000 €	54 790 €





* Le résiduel est financé comme suit :

	Département des Landes (55%)	Département du Gers (45%)
Animation	8 545 €	6 992 €
Communication	687,50 €	562,50 €
Total	9 232,50 €	7 554,50 €





INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2024

FICHE DE PROPOSITION n°09

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource

Intitulé de l'opération :

Projet de territoire pour la gestion de l'eau de la Douze : phase d'élaboration
Animation et communication

Zone d'influence :

Bassin versant de la Douze

Superficie totale : 1 224 km²

Départements concernés : 32 (21 %), 40 (79 %), les taux entre parenthèses correspondent à la moyenne des taux des critères « superficie relative » et « déséquilibre quantitatif » (selon BBR Midouze 2008)

Description de l'opération :

Origine

Les projets de territoire pour la gestion de l'eau émanent de l'instruction gouvernementale du 4 juin 2015 concernant le financement des stockages d'eau, modifiée par l'instruction du Gouvernement du 7 mai 2019. Ces démarches reposent sur une approche globale et coconstruite de la ressource en eau et ont pour objectif d'aboutir à un programme d'actions permettant d'atteindre dans la durée un équilibre entre besoins et ressources disponibles en respectant la bonne fonctionnalité des écosystèmes aquatiques, en préservant la qualité de la ressource en eau et en anticipant le changement climatique et en s'y adaptant.

Après positionnement du conseil d'administration de l'Institution Adour de juillet 2015 pour porter ce tout nouveau type de démarche territoriale, la commission locale de l'eau du SAGE Midouze a délibéré le 4 novembre 2015 pour acter le principe du portage de l'élaboration du PTGE à l'Institution Adour et la nécessité de mettre en place un comité de pilotage spécifique « local ». Par délibération du 28 janvier 2021, le conseil syndical de l'Institution Adour a décidé d'engager la démarche de PTGE sur le bassin versant de la Douze. Par la suite, la CLE du SAGE Midouze a délibéré le 22 février 2021 validant le lancement de la démarche.

Buts

La démarche du PTGE de la Douze vise à élaborer un programme d'actions dans le but de satisfaire plusieurs enjeux : la gestion quantitative de l'eau, l'anticipation et l'adaptation au changement climatique, la satisfaction des besoins du territoire en eau (salubrité, milieu, irrigation), l'amélioration de la qualité des masses d'eau, de l'état des cours d'eau et des milieux naturels et l'approfondissement des connaissances (informer, sensibiliser, valoriser).



Contenu animation

- Assurer une animation et concertation générale autour du projet en lien avec les acteurs locaux, les agriculteurs, les usagers, les partenaires techniques et institutionnels, les garants de la concertation, etc.
- Organiser, préparer et animer les réunions publiques,
- Organiser, préparer et animer les réunions du comité technique et du comité de pilotage du « PTGE Douze » et des groupes de travail associés ; en rédiger le compte-rendu,
- Organiser et animer des ateliers de concertation et des réunions publiques en partenariat avec un prestataire externe ; en rédiger le compte-rendu,
- Rédiger les synthèses et les documents du projet de territoire de la Douze sur la base des travaux de concertation,
- Rédiger le diagnostic du territoire,
- Élaborer des cahiers des charges, mettre en concurrence, coordonner et suivre des bureaux d'études et prestataires extérieurs.

Contenu communication

- Présentation de la démarche dans diverses réunions, colloques, séminaires, etc.
- Réaliser des supports pédagogiques et de communication (presses, affiches, etc.),
- Site internet de l'Institution Adour : élaboration de la page PTGE Douze, mise en ligne des documents et comptes rendus, des actualités, etc.
- Organisation, préparation et animation d'événements complémentaires (grand public notamment).

Interventions antérieures :

En 2023, l'animation portée par l'EPTB Institution Adour a permis :

- de réaliser trois ateliers de co-construction avec les acteurs du territoire ;
- d'impliquer des usagers directs du territoire et de les acculturer au projet via des ateliers spécifiques ;
- d'établir la composition des groupes des différents niveaux de gouvernance (comité de pilotage, comité technique, ateliers de concertation) ;
- d'affiner le planning, avec les étapes, tâches et diverses instances (CLE du SAGE Midouze, comité de pilotage, comité technique, ateliers de concertation, ...) nécessaires à l'élaboration du PTGE Douze ;
- d'initier la rédaction de l'état des lieux / diagnostic du territoire.

Échéance - Délais :

Opération pluriannuelle sur une durée totale estimée à 4 ans (démarrage début 2021).

Coût de l'opération : 47 004 € TTC (46 044 € HT)

Dont animation, correspondant à 1/2 ETP de l'animatrice ainsi que des appuis internes (salaires, frais de missions et charges générales) : 41 244 € TTC (41 244 € HT pas de TVA sur charges de personnel)

Dont communication : 5 760 € TTC (4 800 € HT).

(Les frais de garant n'apparaissent pas ici car ils sont pris en charge par la Commission nationale des débats publics)





Plan de financement prévisionnel :

	Animation	Communication	Total
Agence de l'eau Adour Garonne (70% du HT)	28 871 €	3 360 €	32 231 €
Autofinancement *	12 373 €	2 400 €	14 773 €
TOTAL	41 244 €	5 760 €	47 004 €

* L'animation est financée au titre des charges générales de fonctionnement.

Les prestations relatives à la communication restent à financer comme suit :

Communication	Taux	Montant à financer
Département des Landes	79 %	1 896 €
Département du Gers	21 %	504 €

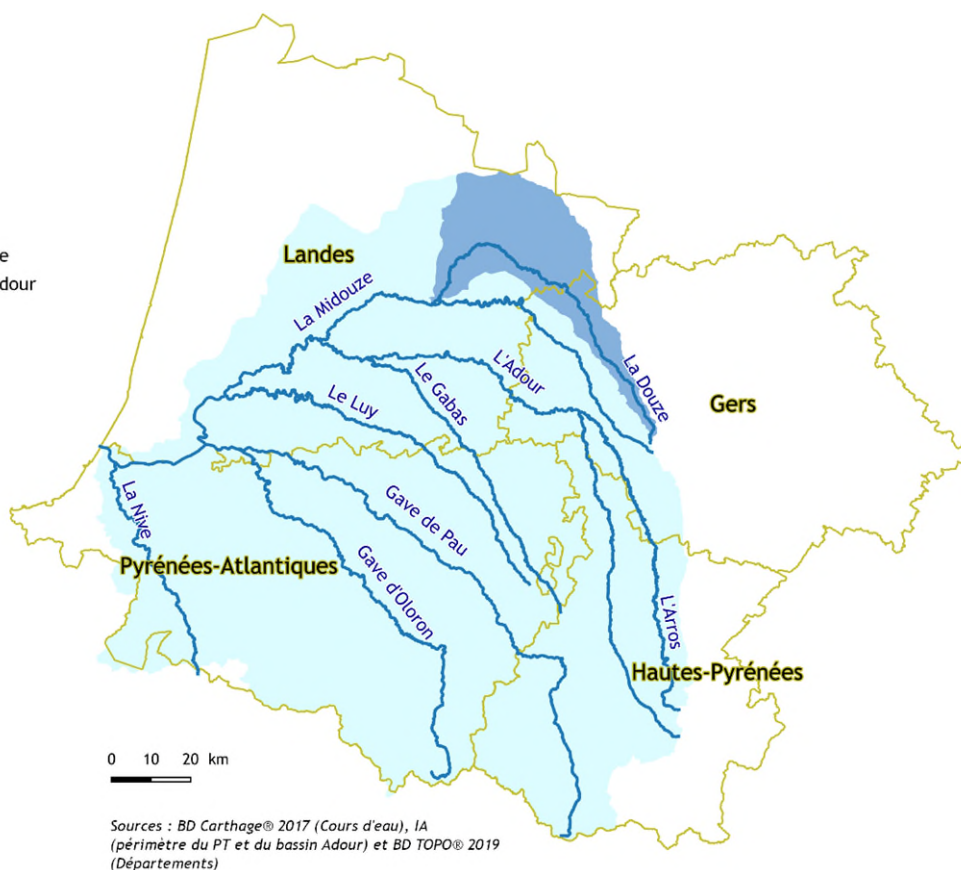
Le pourcentage d'intervention du Département des Landes est égal à la moyenne des pourcentages de la surface relative (933 km², soit 76 %) et du déséquilibre quantitatif indiqué sur le scénario 2d du BBR Midouze 2008 (3,5 Mm³, soit 81 %), soit 79 %.

Le pourcentage d'intervention du Département du Gers est égal à la moyenne de la surface relative (291 km², soit 24 %) et du déséquilibre quantitatif indiqué sur le scénario 2d du BBR Midouze 2008 (0,8 Mm³, soit 19 %), soit 21 %.

Plan de situation :



- Cours d'eau
- Départements
- Périmètre du PT Douze
- Périmètre du Bassin Adour





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2024

FICHE DE PROPOSITION n° 10

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource

Intitulé de l'opération :

Projet de territoire pour la gestion de l'eau Adour en amont d'Aire
Animation, communication et garants

Zone d'influence :

Bassin de l'Adour en amont de la confluence avec les Lées (Aire-sur-l'Adour) et certains affluents (les principaux : Échez, Louet) hors Arros.

Superficie totale : 1 572 km²

Départements concernés : 32 (14 %), 64 (11 %) et 65 (75 %)

Description de l'opération :

Origine

Sur le territoire amont de l'Adour, l'émergence et la conceptualisation d'une démarche de projet de territoire ont fait l'objet d'une réflexion préalable conduite par les services de l'État. Au regard d'un contexte local moins consensuel entre les différents acteurs, mais aussi d'un territoire plus vaste, il a été décidé de conduire une phase préalable d'audit patrimonial confié à un auditeur externe. À l'issue de cette phase préalable, plus d'une soixantaine d'acteurs du territoire ont été entendus et les synthèses des entretiens font apparaître les points de convergences tout comme des divergences sur la perception du territoire en lien avec la problématique de la ressource en eau.

Il ressort, de façon générale, le besoin de tous les acteurs d'ouvrir une discussion sereine sur ces thématiques afin de partager les constats à l'échelle de ce territoire. Par ailleurs, l'audit fait apparaître que l'Institution Adour est reconnue comme un acteur clé, repéré sur le bassin, mais qui ne peut, ni ne souhaite se substituer aux volontés politiques territoriales. L'audit conclut sur la légitimité de l'Institution Adour à porter et abriter, au dire des acteurs, la démarche de projet de territoire en connexion avec l'État facilitateur.

Par délibérations du 22 juillet 2015 et du 21 juillet 2017, l'Institution Adour a décidé de s'engager pour porter la réalisation d'un projet de territoire sur l'Adour amont et à animer la démarche.

La démarche de concertation a débuté officiellement le 9 octobre 2018 à l'occasion d'une réunion publique de lancement marquant le démarrage de la phase 1 du projet se focalisant sur le diagnostic du territoire. Afin de partager une vision commune entre les acteurs, des ateliers de concertation ont été organisés à la fin de l'année 2018 et tout au long de la démarche. Une fois le diagnostic du territoire validé en 2022 (par la CLE) et en 2023 (par le Préfet référent), les réflexions ont été consacrées plus spécifiquement à la construction d'un programme d'actions qui répond aux enjeux soulevés dans le diagnostic. Une première version du programme d'actions a été établie de manière



concertée dès 2022. Dans le but d'affiner le programme d'actions envisagé, des ateliers de concertations ont été menés en début d'année 2023. Durant le reste de l'année 2023, les échanges se sont poursuivis de manière bilatérale afin de déterminer si possible, des solutions d'équilibre entre les parties prenantes. Elles seront abordées lors d'ateliers pendant l'année 2024, dont le contenu sera soumis à validation en fin d'année 2024.

Buts

Le projet de territoire pour la gestion de l'eau doit aboutir à un programme d'actions pour résorber durablement le déséquilibre quantitatif sur le bassin de l'Adour en amont d'Aire par des actions d'économies d'eau, de meilleure gestion, voire de création de ressource si besoin, en tenant compte des usages et de la socio-économie du territoire. Le projet de territoire pour la gestion de l'eau veillera également à ne pas dégrader la qualité des masses d'eau. La mise en place d'un dialogue territorial local doit permettre de faciliter l'acceptation et le portage des actions.

Contenu Animation projet de territoire Adour amont

Historique 2018-2023 :

En fin d'année 2018, la première phase du projet de territoire pour la gestion de l'eau sur l'Adour en amont d'Aire a été officiellement lancée. Cette première phase s'est accompagnée d'études (bilan besoins-ressources et études socio-économiques notamment) afin d'alimenter la concertation. Cette première phase s'est déroulée jusqu'à la fin de l'année 2021. Le diagnostic a été officiellement validé en 2022 par l'Assemblée générale du PT3A ainsi que la CLE, puis en janvier 2023 par le préfet référent. Par la suite, la deuxième phase du projet de territoire a été lancée afin de construire un programme d'actions qui vise à résorber les enjeux quantitatifs identifiés dans le diagnostic. Ainsi, des ateliers ont été réalisés au début de l'année 2023 au sujet des solutions « structurantes » du projet de territoire. En raison des difficultés rencontrées lors de ces ateliers, notamment pour trouver des solutions partagées par l'ensemble des acteurs, les échanges se sont poursuivis en bilatéral le reste de l'année 2023.

L'équipe d'animation du projet de territoire assure les échanges entre les acteurs et apporte des éléments techniques dans le cadre de l'élaboration du projet de territoire. Elle contribue au bon déroulement de la démarche en étant en chargé de :

- Organiser, préparer et animer les réunions des instances du projet de territoire (ateliers, assemblée générale, comités techniques, comité de suivi) ; en rédiger le compte-rendu ;
- Organiser, préparer et animer les réunions spécifiques au groupe de travail citoyen et en rédiger le compte-rendu ;
- Rédiger les documents du projet de territoire sur la base des travaux de concertation ;
- Assurer le lien avec les garants, les partenaires techniques et institutionnels, la CLE (instance de validation) et proposer des modalités de réponses aux attentes exprimées ;
- Suivi des prestataires des différents marchés (appui à la concertation, études socio-économiques, bilan besoins-ressources) ;
- Collecter, traiter et mettre en forme les données techniques nécessaires à l'avancement du projet ;
- Marchés publics : élaboration des cahiers des charges et mise en concurrence des bureaux d'études pour les prestations de services, coordination et suivi des études et des prestataires (mise à jour de l'étude bilan besoins-ressources) ;
- Assurer les actions de communication du projet de territoire.

Etudes parallèles au projet de territoire

En complément du projet de territoire, l'Institution Adour mène des études sur le bassin Adour Amont qui sont en lien avec certaines actions envisagées dans le PT3A. Ces projets seront poursuivis en 2024 et permettront d'alimenter des discussions au sujet du programme d'action du PT3A :

- *Appel à projet Ec'eau-ADOUREUSE* (Etudier et prioriser deux sites potentiels qui pourront expérimenter une réutilisation des eaux usées des STEP, sur le bassin Adour Amont) ;
- *Appel à projet Défi Clé Water Occitanie* (Etudier et expérimenter des ré-usages de l'eau sur le bassin Adour Amont, à travers un Living Lab qui sera soutenu par des chercheurs régionaux) ;





- *Appel à projet Economies et efficience de l'eau en agriculture* (Etude pour améliorer la gestion des canaux sur le bassin Adour Amont).

Contenu Communication projet de territoire Adour amont

La démarche de concertation nécessite ponctuellement d'avoir recours à divers éléments de communication en atelier ou bien d'organiser des événements ouverts au grand public. La liste ci-dessous précise de manière non-exhaustive le contenu du volet communication de cette démarche :

- Impression de documents supports d'ateliers (grands formats, livrets, kakemono...) et de documents définitifs (avancement de la démarche, études...) ;
- Présentation de la démarche dans diverses réunions, colloques, séminaires, etc. ;
- Organisation de journées de formation pour les acteurs locaux pour fournir un éclairage particulier sur des actions possibles, avec intervention de personnes ressources extérieures ;
- Publications presse et affiches (avancement projet, réunions publiques...) ;

Garant projet de territoire Adour amont

Le garant permettra de s'assurer du bon déroulement du projet de territoire qu'il suivra tout au long de la démarche. Un garant est désigné pour suivre tout le déroulement du projet de territoire. Le coût du garant comprend le remboursement de ses frais de déplacement ainsi que son indemnisation de mission.

Estimatif : 10 000 € en 2024

Échéance - Délais :

Échéance phase 2 - Construction d'un consensus autour d'un programme d'actions : fin 2024.

Durée totale estimée à 4-6 ans (incluant phase 1).

Coût de l'opération : 93 576 € TTC (91 883 € HT)

- Animation : 77 816 € TTC pour salaires, frais de missions et charges générales (77 083 € HT)
- Communication : 5 760 € TTC (4 800 € HT)
- Garants de la concertation : 10 000 € HT (pas de TVA sur honoraires et frais de déplacement)

Plan de financement prévisionnel :

	Animation	Communication	Garant	Total
Agence de l'eau Adour-Garonne (70% du HT)	53 958 €	3 360 €	7 000 €	64 318 €
Autofinancement	23 858 €	2 400 €	3 000 €	29 258 €
MONTANT TOTAL	77 816 €	5 760 €	10 000 €	93 576 €

* L'animation est financée au titre des charges générales de fonctionnement.

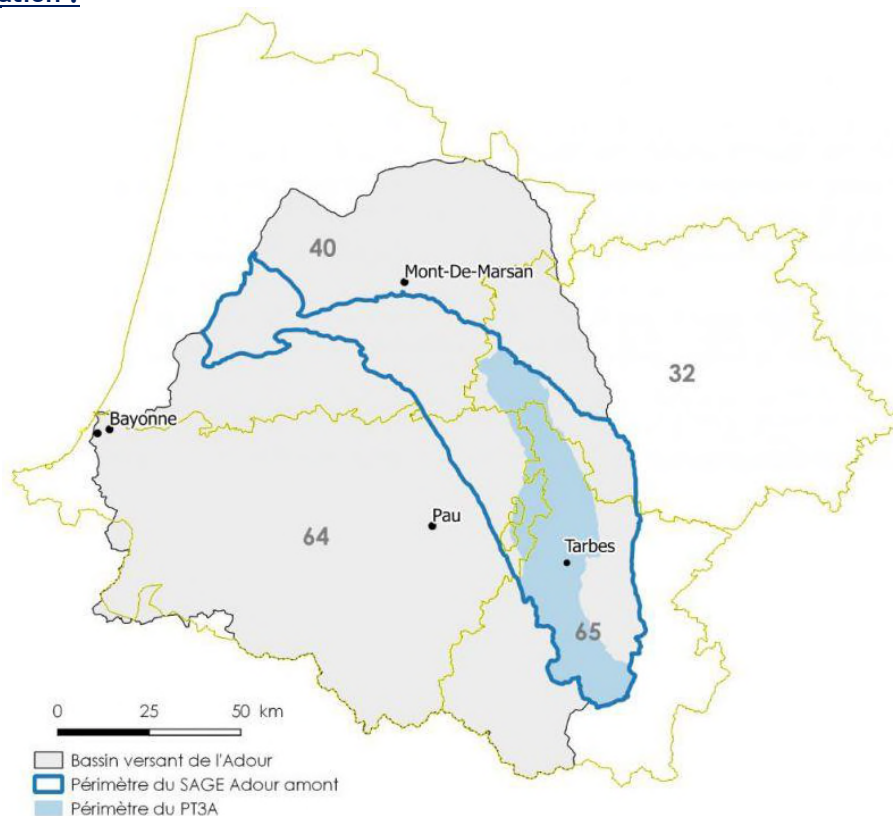
La communication et le garant restent à financer comme suit :

	Département 32 (14 %)	Département 64 (11 %)	Département 65 (75 %)
Communication	336 €	264 €	1 800 €
Garant	420 €	330 €	2 250 €
MONTANT TOTAL	756 €	594 €	4 050 €





Plan de situation :





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2024

FICHE DE PROPOSITION n° 11

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétence obligatoire Compétences historiques	Comité syndical Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Risques fluviaux

Intitulé de l'opération :

Animation de gestion des cours d'eau et des milieux aquatiques associés - Axe Adour

Zone d'influence :

Hautes-Pyrénées, Gers, Landes, Pyrénées-Atlantiques

Description de l'opération :

- Animation, suivi et accompagnement des opérations de gestion du cours d'eau de l'axe Adour, y compris du travail des syndicats.
- Accompagnement de la mise en œuvre de la compétence GEMAPI par les syndicats de bassin versant et les EPCI-FP sur le bassin de l'Adour y compris transfert des fonds et des ouvrages
- Mise en œuvre des opérations foncières et des suivis relatifs à la mise en œuvre de la restauration de l'espace de mobilité sur l'Adour moyen
- Accompagnement du territoire du gave d'Oloron aval.
- Suivi et entretien des ouvrages de protection contre les inondations et des études afférentes dans le cadre des délégations de compétences des EPCI-FP et des syndicats de bassin versant vers l'EPTB.
- Suivi des ouvrages permettant la continuité piscicole.

Accompagnement des territoires à la structuration et à la prise de compétence

Détail de l'opération pour l'année :

- Mise en œuvre des actions relatives à la restauration de l'espace de mobilité sur l'Adour moyen :
 - Gestion et aménagement des berges suite aux travaux de recul de la digue à Larrivière-Saint-Savin,
 - Recul d'enjeux sur la commune de Souprosse (route communale et station de pompage),
 - Suivi hydromorphologique de cours d'eau et interventions le cas échéant,
 - Accompagnement des partenaires notamment agricoles dans la prise en compte de l'espace de mobilité des cours d'eau et plus largement la mise en œuvre de la GEMAPI,
 - Veille des mutations foncières et acquisitions,
 - Suivi des travaux effectués par la fédération de pêche des Landes sur l'Adour.
- Accompagnement des EPCI-FP sur la prise de compétence GEMAPI et des autres partenaires institutionnels (dont devenir des ouvrages - Gurgues Ingous, Maisonnave-RD10, Bégaar, ... - bassin versant des Luys)
- Mise en œuvre de la compétence GEMAPI sur les périmètres de l'Adour maritime, de l'Adour amont, du gave d'Oloron, ... (transfert des ouvrages, poursuite des opérations d'accompagnement de la dynamique fluviale sur l'aval du gave d'Oloron).

**Échéance - Délais :**

Suivi annuel

Coût de l'opération : 80 745 € TTC (78 666 € HT)

	Montant HT	Montant TTC	
Temps agents	55 187 €	55 187 €	1,04 ETP et de l'appui administratif impliqué dans les missions
Frais de missions	7 441 €	8 520 €	Carburants, déplacements ...
Frais indirects	11 038 €	11 038 €	Frais de structure
Autres dépenses ponctuelles	5 000 €	6 000 €	Acquisition de données dont imagerie
TOTAL	78 666 €	80 745 €	

Plan de financement prévisionnel :

Coût	Agence de l'eau Adour-Garonne (50% du HT)	Autofinancement
80 745 €	39 333 €	41 412 € *

* Financés au titre des charges générales de fonctionnement





INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2024

FICHE DE PROPOSITION n° 12

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Risques fluviaux

Intitulé de l'opération :

Animation du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise - année 2024

Zone d'influence :

Périmètre du PAPI de l'agglomération dacquoise (28 communes)

Description de l'opération :

Origine

La directive inondation 2007/60/CE du 23 octobre 2007 est transposée en droit français par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (LENA) et le décret n° 2011-227 du 2 mars 2011 venant en application de ces dispositions.

L'objectif de cette directive est d'établir un cadre européen de gestion des risques d'inondation. La transposition française de cette directive a entraîné la détermination des territoires à risque important (TRI) dont le TRI de Dax, sur lesquels il est demandé l'élaboration d'une stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI).

Par ailleurs, les établissements publics territoriaux de bassin (EPTB) sont amenés à jouer un rôle de coordination des collectivités territoriales qui les composent, et ce, à toutes les étapes de la directive, puisque l'article L.556-10 du code de l'environnement leur confère la mission d'assurer « à l'échelle du bassin ou sous-bassin hydrographique de leur compétence la cohérence des actions des collectivités territoriales et de leurs groupements visant à réduire les conséquences négatives des inondations sur les territoires mentionnés à l'article L.566-5, par leur rôle de coordination, d'animation, d'information et de conseil pour des actions de réduction de la vulnérabilité aux inondations. »

Dans ce contexte l'Institution Adour a décidé, en accord avec la communauté d'agglomération Le Grand Dax Agglomération d'assurer la maîtrise d'ouvrage de l'élaboration de la SLGRI du TRI de Dax.

Lors du comité de pilotage du 3 mai 2016, la SLGRI du secteur dacquois a été validée et les élus se sont positionnés sur l'élaboration d'un PAPI afin de mettre en œuvre les actions proposées lors de la concertation. Le dossier a été déposé en novembre 2019 et a reçu un avis favorable des instances de labellisation. La mise en œuvre du PAPI a démarré le 16 septembre 2020.

Le périmètre du PAPI a été étendu aux communes d'Audon et de Tartas à partir de 2022.



Buts

L'approche proposée est une démarche participative qui a pour objectif de réduire le risque auquel est exposée la population en utilisant plusieurs leviers :

- Axe 1 : amélioration des connaissances et au renforcement de la conscience du risque ;
- Axe 2 : amélioration de la surveillance et aux dispositifs de prévision des crues ;
- Axe 3 : amélioration de l'alerte et de la gestion de crise ;
- Axe 4 : prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme ;
- Axe 5 : réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes ;
- Axe 6 : ralentissement des écoulements ;
- Axe 7 : amélioration de la gestion des ouvrages de protection hydrauliques.

Contenu

203 jours d'animation

Interventions antérieures :

De 2014 à 2016, la stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI) sur le TRI de Dax a été élaborée. Elle a été arrêtée par le Préfet des Landes le 15 décembre 2016.

L'année 2017 a été consacrée à l'élaboration du dossier de candidature à un PAPI complet. Comme le cahier des charges PAPI est plus exigeant que le précédent, une étude hydraulique a été lancée début septembre 2017 et devrait se terminer au premier trimestre 2019.

L'année 2018 a été consacrée à continuer l'élaboration du dossier PAPI. Une analyse environnementale a été lancée en septembre pour une durée de 6 mois.

L'année 2019 a permis de continuer l'élaboration du dossier jusqu'à son dépôt et de clore les prestations des études engagées.

Le dossier de candidature du PAPI a été déposé fin novembre 2019. Le projet a été présenté en commission inondation de bassin le 10 mars 2020 puis en commission mixte inondation le 3 juillet 2020. Les actions du programme ont pu débuter à partir du 16 septembre 2020, date de signature de la convention cadre du PAPI.

La révision du PAPI à mi-parcours a été validée en commission inondation de bassin en juin 2023 et a permis de modifier le programme afin d'ajuster les coûts et actualisé le programme

Une révision à mi-parcours est prévue pour la fin du premier semestre 2023, qui permettra d'actualiser le programme d'actions du PAPI.

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Échéance - Délais :

Durée de l'opération : 9 ans à partir du 16 septembre 2020

Coût de l'opération : 71 183 € TTC

Dépenses de personnel	Salaires et charges	55 377 €
Dépenses de fonctionnement (frais généraux, frais de structure)	Frais généraux, frais de service	8 306 €
Dépenses de déplacement frais de mission	Frais de déplacement frais de mission	2 500 €
Autres dépenses	Formation, colloques, acquisition images, frais de communication	5 000 €
TOTAL		71 183 €





Plan de financement prévisionnel :

Organisme	Assiette de dépenses éligibles	Taux	Montant
Europe (fonds FEDER) *	65 575 € TTC		33 796 €
État (fonds Barnier) *	57 877 € TTC	40 %	23 150 €
Autofinancement **			14 237 €
- Département des Landes	50 % du résiduel		7 118,50 €
- EPCI-FP	50 % du résiduel		7 118,50 €
MONTANT TOTAL			71 183 €

* Non éligibilité de certains coûts

** Le reste à charge incombant à l'EPTB sera réparti, dans un cadre conventionnel, à parité entre :

- le Département des Landes, d'une part,
- les quatre EPCI-FP concernés par le périmètre du PAPI de l'agglomération dacquoise cosignataires de la convention de partenariat, d'autre part.

La répartition entre les EPCI-FP concernés est établie selon la clef de répartition adoptée dans le cadre d'une convention pluriannuelle.

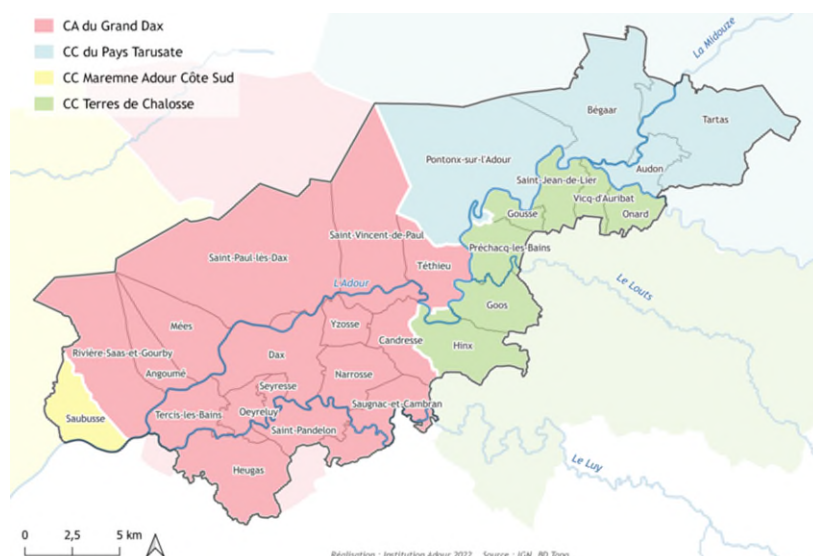
Détail de la répartition entre les EPCI-FP partenaires de l'opération :

	Taux *	Montant total
Communauté d'agglomération du Grand Dax agglomération (CAGD)	76,22 %	5 425,70 €
Communauté de communes Terres de Chalosse (CCTC)	8,46 %	602,20 €
Communauté de communes du Pays Tarusate (CCPT)	13,08 %	931,10 €
Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud (MACS)	2,24 %	159,50 €
TOTAL	100 %	7 118,50 €

* Selon la clef de répartition retenue pour les actions mutualisées à l'échelle du périmètre du PAPI, calculée comme suit :

- 25 % en fonction de la population carroyée de l'EPCI-FP située dans la zone inondable centennale du PAPI ;
- 25 % en fonction du bâti de l'EPCI-FP situé dans la zone inondable centennale du PAPI ;
- 50 % en fonction du potentiel fiscal de l'EPCI-FP rapporté au nombre d'habitants INSEE dans le PAPI.

Plan de situation :





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2024

FICHE DE PROPOSITION n° 13

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Risques fluviaux

Intitulé de l'opération :

Animation du programme d'études préalables au PAPI Adour aval

Zone d'influence :

Bassin versant Adour aval

Description de l'opération :

Origine

La directive inondation 2007/60/CE du 23 octobre 2007 est transposée en droit français par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (LENA) et le décret n° 2011-227 du 2 mars 2011 venant en application de ces dispositions.

L'objectif de cette directive est d'établir un cadre européen de gestion des risques d'inondation. La transposition française de cette directive a entraîné la détermination des territoires à risque important (TRI) dont le TRI côtier basque, sur lesquels il est demandé l'élaboration d'une stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI).

Par ailleurs, les établissements publics territoriaux de bassin (EPTB) sont amenés à jouer un rôle de coordination des collectivités territoriales qui les composent, et ce, à toutes les étapes de la directive, puisque l'article L.556-10 du code de l'environnement leur confère la mission d'assurer « à l'échelle du bassin ou sous-bassin hydrographique de leur compétence la cohérence des actions des collectivités territoriales et de leurs groupements visant à réduire les conséquences négatives des inondations sur les territoires mentionnés à l'article L.566-5, par leur rôle de coordination, d'animation, d'information et de conseil pour des actions de réduction de la vulnérabilité aux inondations. »

Dans ce contexte, il a été convenu que la communauté d'agglomération du Pays Basque soit la structure porteuse de la stratégie locale et qu'il soit confié à l'Institution Adour l'animation du volet fluvial de l'Adour.

Composante de la mission	Partie « débordement fluvial de l'Adour »	Partie « submersion marine »
Animation, élaboration et accompagnement de la mise en œuvre de la SLGRI	Institution Adour	CAPB
Pilotage de la stratégie et coordination des deux volets	CAPB	

Une fois la SLGRI validée et les élus se sont positionnés sur l'élaboration d'un programme d'études préalables au PAPI afin de mettre en œuvre les actions proposées lors de la concertation.



Une convention pour l'élaboration du programme d'études préalables (PEP) au programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) a ainsi été signée le 5 octobre 2022 entre les EPCI-FP concernés, les deux Départements et l'Institution Adour.

Ainsi, afin d'élaborer ce programme d'études préalables (PEP) au PAPI de l'Adour aval, un chargé de missions dédié a été recruté au cours de l'année 2022.

L'année 2024 sera entièrement consacrée à l'élaboration de ce PEP en partenariat avec les acteurs locaux.

Buts

L'approche proposée est une démarche participative qui a pour objectif de réduire le risque auquel est exposée la population en utilisant plusieurs leviers :

- Axe 1 : amélioration des connaissances et au renforcement de la conscience du risque ;
- Axe 2 : amélioration de la surveillance et aux dispositifs de prévision des crues ;
- Axe 3 : amélioration de l'alerte et de la gestion de crise ;
- Axe 4 : prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme ;
- Axe 5 : réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes ;
- Axe 6 : ralentissement des écoulements ;
- Axe 7 : amélioration de la gestion des ouvrages de protection hydrauliques.

Contenu

203 jours d'animation

Interventions antérieures :

De 2018 à 2019, la stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI) sur le TRI du côtier basque a été élaborée.

Le dossier de candidature de la SLGRI a été déposé en janvier 2020. Le projet a été présenté en commission inondation de bassin le 10 mars 2020. La SLGRI a été arrêtée par le Préfet des Landes le 20 juillet 2020.

Les acteurs locaux ont par la suite sollicité l'Institution Adour pour porter l'animation du programme d'études préalables (PEP) au PAPI Adour aval. La fin d'année 2021 a été dédiée à l'organisation de la mission, un animateur a été recruté pour une prise de poste courant d'année 2022.

Échéance - Délais :

Durée de l'opération : 4 ans

Coût de l'opération pour l'année 2024 : 78 147 € TTC

Dépenses de personnel	Salaires et charges	56 128 €
Dépenses de fonctionnement (frais généraux, frais de structures)	Frais généraux, frais de service	8 419 €
Dépenses de déplacement frais de mission	Frais de déplacement frais de mission	3 600 €
Autres dépenses	Formation, colloques, acquisition images	5 000 €
	Frais de communication	5 000 €
TOTAL		78 147 €





Plan de financement prévisionnel :

Organisme	Montant
Europe (fonds FEDER)	37 631 €
Etat (FNPRNM)	24 886 €
Reste à charge *	15 630 €
TOTAL	78 147 €

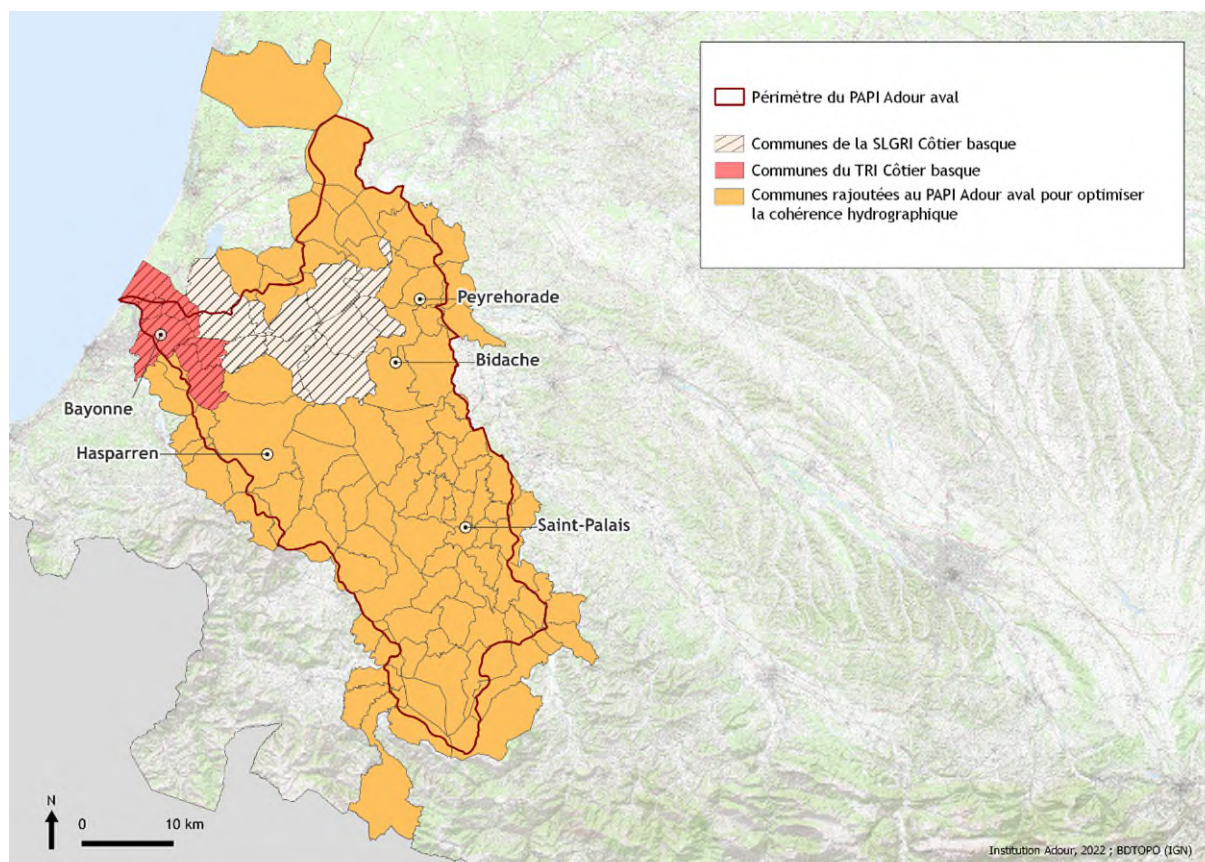
* La répartition du reste à charge est établie selon la clef de répartition adoptée dans le cadre d'une convention et présentée ci-après.

Organisme	Taux	Montant
Communauté d'agglomération Pays Basque	40,73 %	6 366,00 €
Communauté de communes Pays d'Orthe et Arrigans	3,93 %	614,00 €
Communauté de communes du Seignanx	3,155 %	493,00 €
Communauté de communes Maremne Adour Côte Sud	2,185 %	342,00 €
Département des Landes	25,00 %	3 907,50 €
Département des Pyrénées-Atlantiques	25,00 %	3 907,50 €
TOTAL	100 %	15 630 €





Plan de situation :





INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2024

FICHE DE PROPOSITION n° 14

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Risques fluviaux

Intitulé de l'opération :

Animation du programme d'études préalables au PAPI gave d'Oloron

Zone d'influence :

Bassin du versant du gave d'Oloron

Description de l'opération :

Origine

À l'initiative du syndicat mixte des gaves d'Ossau, d'Aspe et d'Oloron (SMGOAO), une rencontre réunissant les gémapiens du bassin du gave d'Oloron (communauté de communes de la Vallée d'Ossau, syndicat mixte des gaves d'Oloron, de Mauléon et de leurs affluents - SIGOM, SMGOAO) et l'EPTB s'est tenue le 25 mai 2021 à Navarrenx.

Cette dernière avait pour objectif de dresser le portrait des problématiques relatives à l'inondation rencontrées par chaque territoire et d'échanger sur la consultation des instances de chaque structure quant à l'opportunité d'un PAPI sur le périmètre du bassin versant du gave d'Oloron.

Du fait de sa composition, de sa gouvernance, de ses missions statutaires, de son expérience mais aussi des missions de coordination et de mise en cohérence en matière de gestion de l'eau à l'échelle du bassin versant confiées aux EPTB par la loi (article L.213-12 du code l'environnement), l'Institution Adour constitue un interlocuteur utile dans l'élaboration d'une telle stratégie. Les structures gémapiennes ont ainsi délibéré en faveur d'un portage du programme d'études préalables au PAPI (PEP) par l'Institution Adour.

Une convention pour l'élaboration du programme d'études préalables (PEP) au programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) a ainsi été signée le 23 décembre 2022.

Ainsi, cette démarche a pu démarrer au cours du mois de septembre 2022 avec le recrutement d'un animateur dédié et s'est prolongé durant toute l'année 2023. L'année 2024 sera entièrement consacrée à la poursuite de ce travail via l'élaboration de ce PEP, le dépôt du dossier auprès des services de l'état et la validation de celui-ci.

Buts

L'approche proposée est une démarche participative qui a pour objectif de réduire le risque auquel est exposée la population en utilisant plusieurs leviers :

- Axe 1 : amélioration des connaissances et au renforcement de la conscience du risque ;
- Axe 2 : amélioration de la surveillance et aux dispositifs de prévision des crues ;
- Axe 3 : amélioration de l'alerte et de la gestion de crise ;
- Axe 4 : prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme ;
- Axe 5 : réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes ;
- Axe 6 : ralentissement des écoulements ;



- Axe 7 : amélioration de la gestion des ouvrages de protection hydrauliques.

Contenu

203 jours d'animation

Échéance - Délais :

Durée de l'opération : 4 ans

Coût de l'opération pour l'année 2024 : 79 347 € TTC

Dépenses de personnel	Salaires et charges	56 128 €
Dépenses de fonctionnement (frais généraux, frais de structures)	Frais généraux, frais de service	8 419 €
Dépenses de déplacement frais de mission	Frais de déplacement frais de mission	4 800 €
Autres dépenses	Formation, colloques, acquisition images	5 000 €
	Frais de communication	5 000 €
TOTAL		79 347 €

Plan de financement prévisionnel :

Organisme	Montant
Europe (fonds FEDER)	38 091 €
Etat (FNPRNM)	25 387 €
Autofinancement *	15 869 €
TOTAL	79 347 €

* La répartition du reste à charge est établie comme suit (selon la clef de répartition adoptée dans le cadre de la convention d'élaboration du programme d'études préalables au programme d'actions de prévention des inondations à l'échelle du sous-bassin versant du gave d'Oloron).

Organisme	Taux	Montant
Syndicat mixte des gaves d'Oloron et de Mauléon et leurs affluents (SIGOM)	13,545 %	2 149 €
Syndicat mixte des gaves d'Oloron, d'Aspe et l'Ossau et leurs affluents (SMGOAO)	25,595 %	4 062 €
Communauté de communes de la vallée d'Ossau	10,86 %	1 724 €
Département des Landes	25,00 %	3 967 €
Département des Pyrénées-Atlantiques	25,00 %	3 967 €
TOTAL	100 %	15 869 €





INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2024

FICHE DE PROPOSITION n° 15

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétence obligatoire	Comité syndical

Type d'opération :

Risques fluviaux

Intitulé de l'opération :

Accompagnement des EPCI-FP pour le classement, les travaux et la gestion des systèmes d'endiguement - année 2024

Zone d'influence :

- 1/Communauté de communes du Pays Grenadois
- 2/Communauté de communes Terres de Chalosse
- 3/Communauté de communes Chalosse Tursan

Description de l'opération :

Dans le cadre des articles L.1111-8 et R.1111-1 du code général des collectivités territoriales, plusieurs EPCI-FP ont délégué à l'EPTB des actions relatives à la mise en œuvre de la compétence GEMAPI.

Pour l'essentiel, cela concerne des actions relatives à l'item 5 « défense contre les inondations et conter la mer » :

- Communauté de communes du Pays Grenadois : exploitation des systèmes d'endiguement Loubéry / Courrèges (Grenade-sur-l'Adour) et Pénich / Laburthe (Larrivière-Saint-Savin),
- Communauté de communes Terres de Chalosse : accompagnement de l'EPCI-FP dans les choix stratégiques de régularisation administrative de la digue, accompagnement réglementaire pour la digue Maisonnave / RD10 (Onard, Vicq-d'Auribat, Saint-Jean-de-Lier, Gousse), exploitation de l'ouvrage
- Communauté de communes Chalosse Tursan : accompagnement réglementaire et organisationnel pour la digue du quartier de Venise (Hagetmau) - élaboration du dossier réglementaire de système d'endiguement, élaboration du marché de maîtrise d'œuvre.

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Echéance - Délais :

Suivi annuel



Coût de prévisionnel l'opération : 26 352 €

EPCI-FP	Action	Cout prévisionnel 2024
CCPG	Exploitation des systèmes d'endiguement Loubéry / Courrèges (Grenade-sur-l'Adour) et Pénich / Laburthe (Larivière-Saint-Savin),	3 946€
Sous -total CCPG		3 946 €
CCTC	Accompagnement de l'EPCI-FP dans les choix stratégiques de régularisation, accompagnement règlementaire pour la digue Maisonnave / RD10	8 565 €
Sous -total CCTC		8 565 €
CCCVL	Accompagnement de l'EPCI-FP	1 951 €
Sous -total CCCVL		1 951 €
CCCT	Elaboration du dossier règlementaire et accompagnement organisationnel pour le système d'endiguement du quartier de Venise *	4 660 €
CCCT	Elaboration du marché de maîtrise d'œuvre pour le système d'endiguement du quartier de Venise *	7 230 €
Sous -total CCCT		11 890 €
TOTAL		26 352 €

**éligible au règlement départemental*

Plan de financement prévisionnel :

Certaines dépenses sont éligibles au règlement PI du Département des Landes à hauteur de 25 % (élaboration du dossier règlementaire du SE de Venise) 30 % (élaboration du marché de maîtrise d'œuvre du SE de Venise).

Les EPCI-FP compétents financent quant à eux le reste à charge au titre de leur compétence GEMAPI au regard du temps alloué à leurs ouvrages.

EPCI-FP	Total	Eligible au règlement PI du CD40	Aide du CD40	A financer par EPCI-FP
CCPG	3 946 €	0 €	0 €	3 946 €
CCTC	8 565 €	0 €	0 €	8 565 €
CCCVL	1 951 €	0 €	0 €	1 951 €
CCCT	4 660 €	4 660 €	1 165 €	3 495 €
CCTC	7 230 €	7 230 €	2 169 €	5 061 €
TOTAL	26 352 €		3 334 €	23 018 €





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2024

FICHE DE PROPOSITION n° 16

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Biodiversité

Intitulé de l'opération :

Restauration et gestion des poissons migrateurs

Zone d'influence :

Périmètre d'application du plan de gestion des poissons migrateurs du bassin de l'Adour et cours d'eau côtiers : totalité du bassin de l'Adour, et bassin des cours d'eau côtiers des Landes et des Pyrénées-Atlantiques

Description de l'opération :

Origine

Opération sous maîtrise d'ouvrage de l'Institution Adour dans le cadre de la mise en œuvre du « plan de gestion des poissons migrateurs du bassin de l'Adour et cours d'eau côtiers » (Plagepomi Adour-côtiers) élaboré par le comité de gestion des poissons migrateurs (Cogepomi) du bassin de l'Adour, pour la période 2022-2027.

Buts

Contribuer à la restauration, la connaissance et la gestion concertée des différentes espèces de poissons migrateurs présentes dans le bassin, de leurs milieux de vie et des pressions anthropiques qui s'exercent dessus (notamment - mais pas uniquement - la pêche).

Contenu

- animation de la mise en œuvre du Plagepomi Adour-côtiers, en liaison avec les principaux partenaires institutionnels et les autres acteurs de la gestion. Cette mission est prévue par une mesure du Plagepomi Adour-côtiers ; elle fait l'objet d'une convention multipartite (État [DREAL Nouvelle-Aquitaine], Agence de l'eau Adour-Garonne, Région Nouvelle-Aquitaine, Office français de la biodiversité [direction régionale de Nouvelle-Aquitaine], association Migradour) pour la période 2020-2027,
- restauration de la population de saumon atlantique (relève négociée des filets)

NB

D'autres opérations touchant aux poissons migrateurs et à leur gestion font l'objet de fiches spécifiques, en particulier celles relatives au suivi et à l'aménagement des ouvrages en rivière sous responsabilité de l'Institution Adour (fonctionnalité de leur franchissement par les poissons migrateurs).



Interventions antérieures :

Ceci s'inscrit dans la continuité des actions menées par l'Institution Adour sur les poissons migrateurs depuis 1999, avec les évolutions issues des évaluations, révisions et élaborations des Plagepomi Adour-côtiers successifs (1998-2002, 2003-2007, 2008-2014, 2015-2021).

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Partenaires des actions spécifiques (accompagnement financier de la « relève des filets ») : organisations représentatives des pêcheurs professionnels :

- marins pêcheurs exerçant dans l'estuaire de l'Adour : comité interdépartemental des pêches maritimes et des élevages marins Pyrénées-Atlantiques - Landes ;
- pêcheurs professionnels en eau douce : association interdépartementale agréée de pêcheurs professionnels en eau douce de l'Adour et des versants côtiers

Échéance - Délais :

Exécution de l'opération au long de l'année 2024.

Coût de l'opération : 99 149 €

	Montant
Animation ^[1]	89 149 €
Relève des filets	10 000 €
MONTANT TOTAL	99 149 €

^[1] salaires, frais de missions et charges générales

Plan de financement prévisionnel :

	Eligible	Animation *	Relève des filets	Total	
				Montant	Taux
Agence de l'eau Adour-Garonne (50 % du HT) ^[2]	73 200 €	36 600 €	0 €	36 600 €	36,9 %
Région Nouvelle-Aquitaine	99 149 €	32 909 €	3 691 €	36 600 €	36,9 %
Autofinancement *		19 640 €	6 309 €	25 949 €	26,2 %
MONTANT TOTAL		89 149 €	10 000 €	99 149 €	

^[2] relève non éligible et plancher de 400 € appliqué au coût jour

* L'animation est financée au titre des charges générales de fonctionnement.

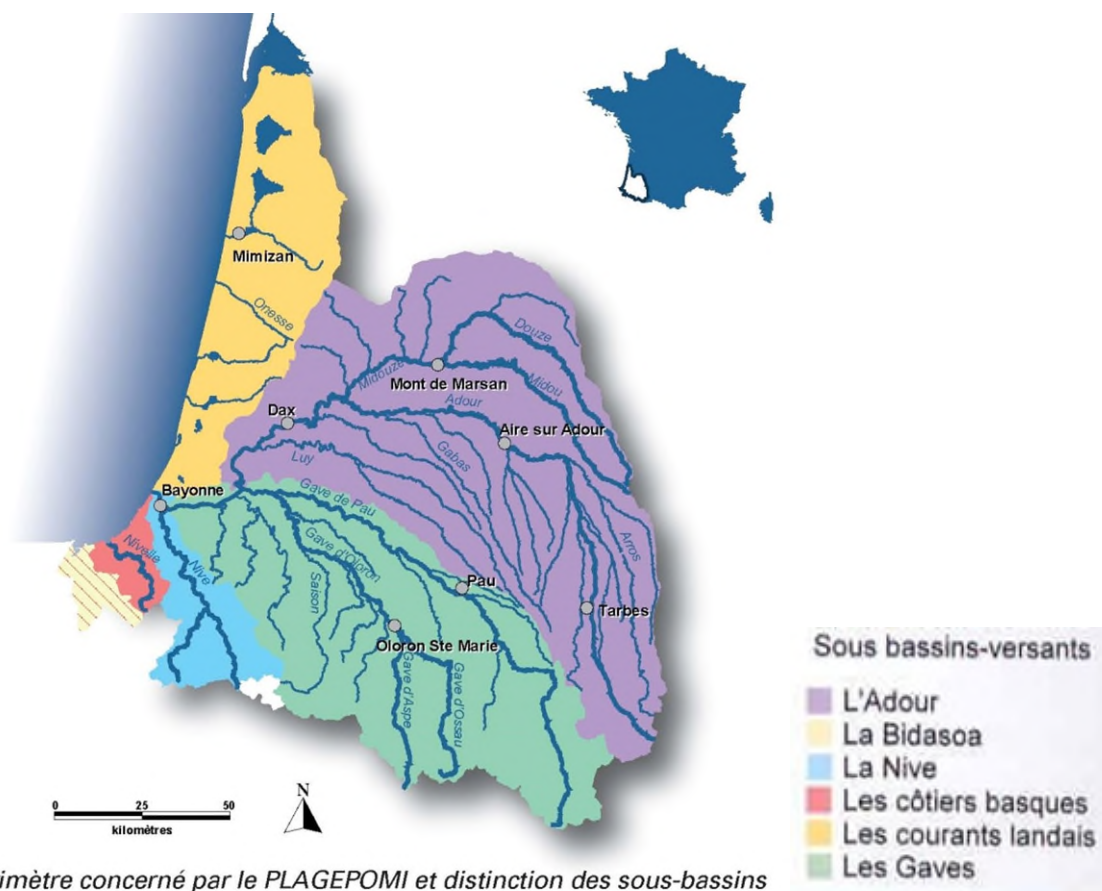
Le reste à charge de la relève des filets est réparti comme suit :

CD 32 (5%)	CD 40 (45%)	CD 64 (45 %)	CD 65 (5%)
315,50 €	2 839 €	2 839€	315,50 €





Plan de situation :





FICHE DE PROPOSITION n° 17

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Biodiversité

Intitulé de l'opération :

Suivi et entretien courant des ouvrages transversaux en rivière (seuils) de l'Institution Adour et de leurs équipements (passes à poissons, rivière de contournement et passes à embarcations).

Zone d'influence :

Adour et affluents (32, 40, 64 et 65)

Description de l'opération :

Origine

L'Institution Adour est propriétaire et/ou gestionnaire de 33 ouvrages transversaux en rivière (36 ouvrages en comptant ceux des barthes) ; l'objet premier de ces ouvrages transversaux est la stabilisation du fond du lit. Ceci induit des obligations au titre de la continuité écologique (franchissement piscicole) liée au classement réglementaire des cours d'eau (code de l'environnement, article L.214-17), du maintien d'un débit minimum (code de l'environnement, article L.432-5), et des obligations au titre de la sécurité de la circulation des engins nautiques non motorisés à proximité de ces ouvrages (code des transports, articles L.4241-1 et L.4241-2).

Buts

- Assurer le suivi et l'entretien des ouvrages et de leurs équipements pour assurer leur pérennité dans le temps ;
- Assurer la libre circulation des poissons migrateurs, en termes d'équipements de franchissement (montaison et dévalaison) par l'entretien des équipements (obligation de résultat) ;
- Assurer la sécurité de la circulation des engins nautiques non motorisés à proximité des ouvrages.

Contenu

Mettre en œuvre le suivi et l'entretien des ouvrages et des dispositifs de franchissement (piscicole et embarcations), sous la responsabilité unique de l'Institution Adour, en régie ou en faisant appel à plusieurs prestataires.

Pour le suivi des ouvrages et l'entretien léger, l'organisation est la suivante :

- visites de l'Institution Adour de l'ensemble des ouvrages tous les mois ou à la suite d'un événement hydrologique exceptionnelle ;
- visites de suivi complémentaires :
 - Adour 40 : conventions avec la FDAAPPMA des Landes et des AAPPMA locales ;
 - Adour 65 : convention avec le Départemental 65 ;



- gave de Pau : marché après mise en concurrence avec Béarn-Solidarité (association de réinsertion de qualification professionnelle) ;
- Barthes : conventions avec les ASA.

Pour l'entretien des ouvrages (enlèvement des embâcles et nettoyage de la végétation) ou l'aménagement de petit équipement, les travaux sont réalisés par des prestataires extérieurs (marché à bon de commande et consultation).

Interventions antérieures :

- Avant 2008, le suivi était assuré, par divers services (Institution Adour dans le 32 et le 40, CATER du Département 65 dans le 65, DDE et association d'insertion dans le 64). Une réorganisation du suivi est intervenue en 2009 ;
- Signalisation des seuils du gave de Pau pour les embarcations 2014 et 2018 ;
- Signalisation des seuils de l'Adour landais pour les embarcations 2018 et 2020.

Échéance - Délais :

Courant 2024

Coût de l'opération :

Missions	Dpt.	Intervenant	Modalité	Montant HT
Suivi des ouvrages	40	* FDAAPPMA40 * AAPPMA et ASA associées	Convention	Gracieux
	32	AAPPMA associées	Convention	Gracieux
	65	Département 65	Convention	Gracieux
	64	Béarn-Solidarité	Consultations (marché public)	12 000
Entretien ponctuel des ouvrages	40	Prestataires extérieurs (consultation)	Consultations (marché public)	~1 500 € (variable selon les années)
	65			~5 000 € (variable selon les années)
	32			~500 € (variable selon les années)
	64			~4 000 € (variable selon les années)
Maintenance régulière des ouvrages	Tous	Prestataires extérieurs (consultation)	Consultations (marché public)	~1 500 €/ouvrage
TOTAL				66 500 €

Plan de financement prévisionnel :

Chaque Département financera, au travers de l'Institution Adour, les travaux touchant aux ouvrages relevant de son territoire.

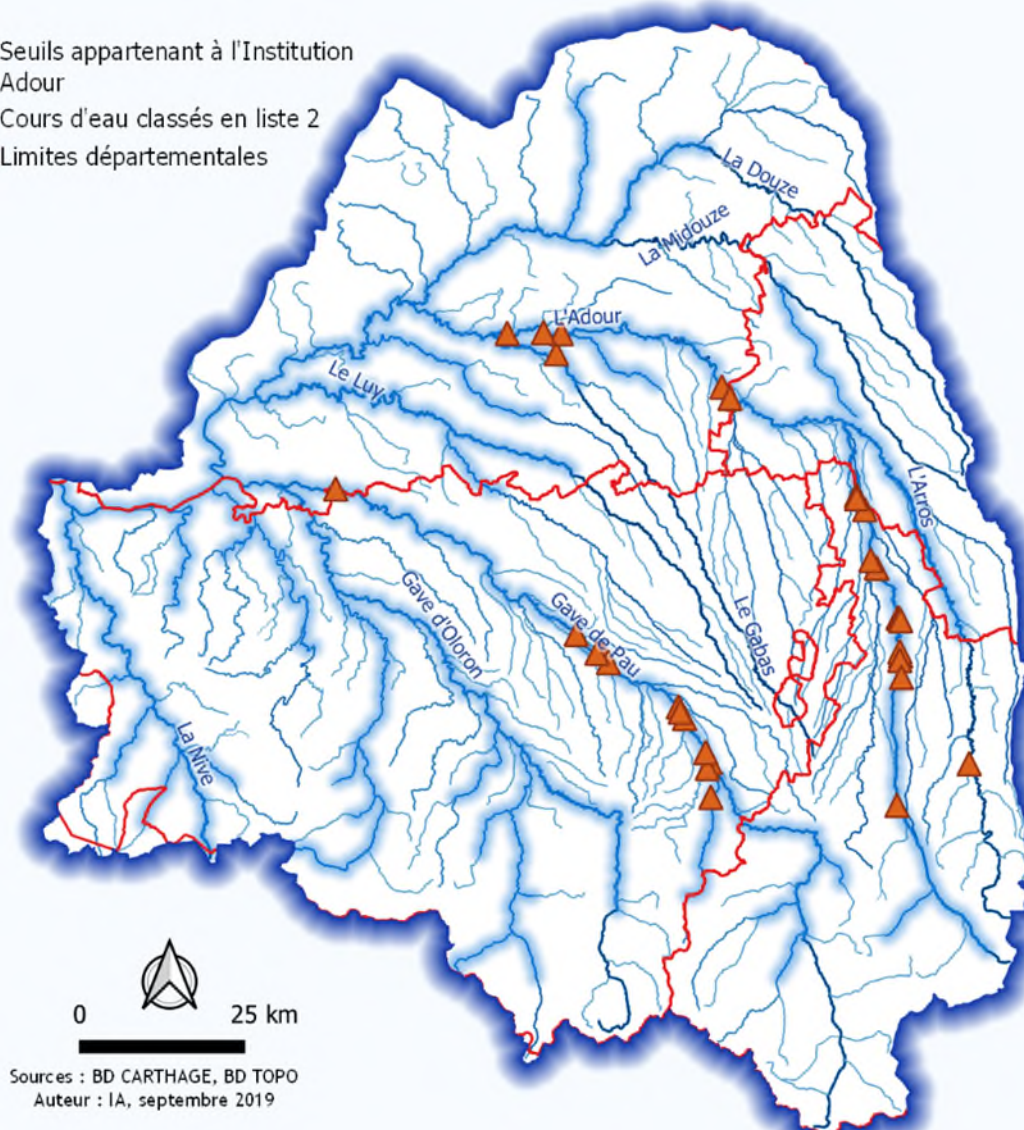
Département	Montant (en € HT)
Gers	3 000 €
Landes	11 500 €
Pyrénées-Atlantiques	34 500 €
Hautes-Pyrénées	17 500 €
TOTAL	66 500 €





Plan de situation :

- ▲ Seuils appartenant à l'Institution Adour
- Cours d'eau classés en liste 2
- Limites départementales





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2024

FICHE DE PROPOSITION n° 18

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Biodiversité

Intitulé de l'opération :

Animation de la Maison de l'eau, mise en œuvre du plan de gestion du site naturel de Jû-Belloc - Hères - Castelnaud et élaboration du futur plan de gestion (plan 2025-2031)

Zone d'influence :

- PETR Pays du Val d'Adour et collectivités voisines (Tarbes, Aire-sur-l'Adour, Pau, Auch)
- Influence sur les départements 32, 65, 64 et 40

Description de l'opération :

Origine

Réhabilitation d'un ancien site d'extraction de granulats

Buts

- Mise en œuvre du plan de gestion en vigueur (plan actuel : 2017-2024), et élaboration du futur plan de gestion (plan 2025-2031)
- Mise en place d'un programme de formation technique vers les techniciens, les élus et les animateurs du territoire

Contenu

- Gestion du site naturel : travaux d'entretien et d'aménagement du site naturel ; suivis naturalistes (cistudes, oiseaux, reptiles)
- Animations et sensibilisation sur les enjeux liés à l'environnement, au développement durable et à l'eau (Adour et affluents) : formation (techniciens, élus, stagiaires), animation (tout au long de l'année, et en particulier l'été) et communication pour divers publics (établissements scolaires, centres de loisirs, espaces jeunes ; grand public)
- **Spécifiquement en 2024, révision du plan de gestion du site naturel, pour l'élaboration du nouveau plan de gestion pluriannuel qui entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2025.**
Cette révision nécessitera des inventaires naturalistes, dont une partie substantielle sera réalisée dans le cadre d'interventions extérieures.
- **Sous réserve d'avis positif sur la candidature de l'Institution Adour : participation à l'« Été culturel » est une opération nationale (ministère de la Culture), soutenant des propositions artistiques et culturelles en juillet et août (gratuites et accessibles à tous), pour favoriser la participation à la vie culturelle et faciliter l'insertion professionnelle des jeunes artistes et professionnels de la culture. Une attention particulière est portée aux territoires prioritaires : les quartiers prioritaires de la politique de la ville et les zones rurales.**



Interventions antérieures :

Ceci s'inscrit dans la continuité des actions menées par l'Institution Adour :

- animation de la Maison de l'eau sur la période 2006-2023
- élaboration et mise en œuvre des plans de gestion antérieurs du site naturel

Maître d'œuvre :

- Institution Adour : intervention d'agents en régie
- Prestations extérieures : animations
- Prestations extérieures : entretien des abords de la Maison de l'eau, entretien du site
- Prestations extérieures : inventaires (en particulier en 2024, pour la révision du plan de gestion)

Échéance - Délais :

Exécution de l'opération au long de l'année 2024.

Coût de l'opération : 134 805 €

	Régie	Frais indirects	Prestations extérieures	Total
Animation / sensibilisation	31 324 €	4 699 €	23 977 €	60 000 €
Mise en œuvre du plan de gestion et élaboration du futur plan de gestion	20 837 €	4 168 €	49 800 €	74 805 €
Total	52 161 €	8 867 €	73 777 €	134 805 €

Plan de financement prévisionnel :

	Animation / sensibilisation	Mise en œuvre du plan de gestion et élaboration du futur plan de gestion	Total
Agence de l'eau Adour Garonne	18 000 €	37 403 €	55 403 €
Région Occitanie	4 595 €	11 642 €	16 237 €
Leader (Europe)	25 405 €	-	25 405 €
Autofinancement *	12 000 €	25 760 €	37 760 €
Montant total	60 000 €	74 805 €	134 805 €

NB : pour le cas où la candidature de l'Institution Adour dans le dispositif « Été culturel » serait retenue par la DRAC Occitanie, la subvention qui en découlerait viendrait en réfaction de l'autofinancement.

* dont 15 625 € financés au titre des charges générales de fonctionnement

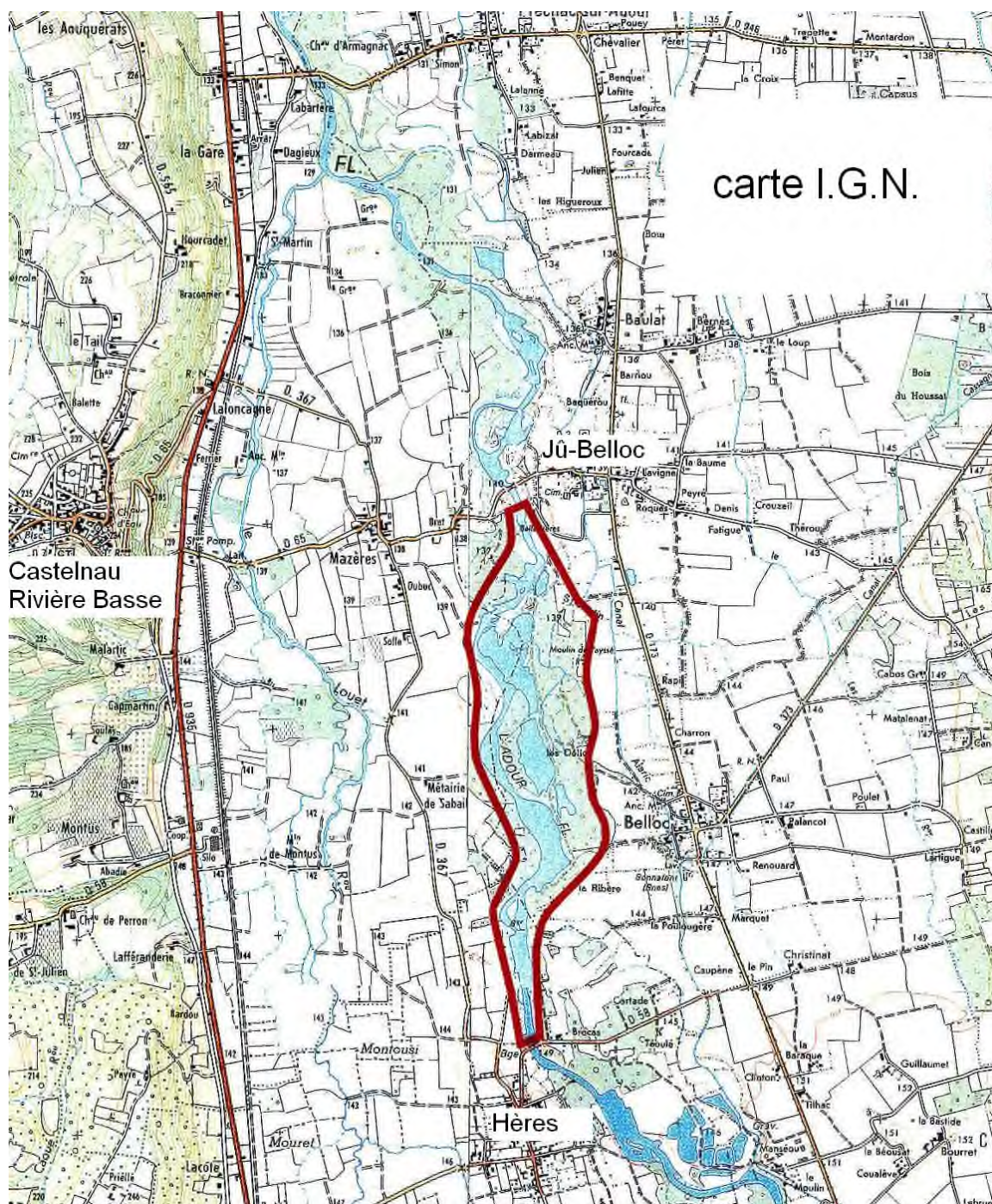
Reste à financer 22 135 € :

Département 32 (45%)	Département 40 (15%)	Département 64 (15%)	Département 65 (25%)
9 961 €	3 320 €	3 320 €	5 534 €





Plan de situation :





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2024

FICHE DE PROPOSITION n° 19

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétence obligatoire Compétences historiques	Comité syndical Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource en eau

Intitulé de l'opération :

Animation de la feuille de route gestion quantitative de l'EPTB Adour

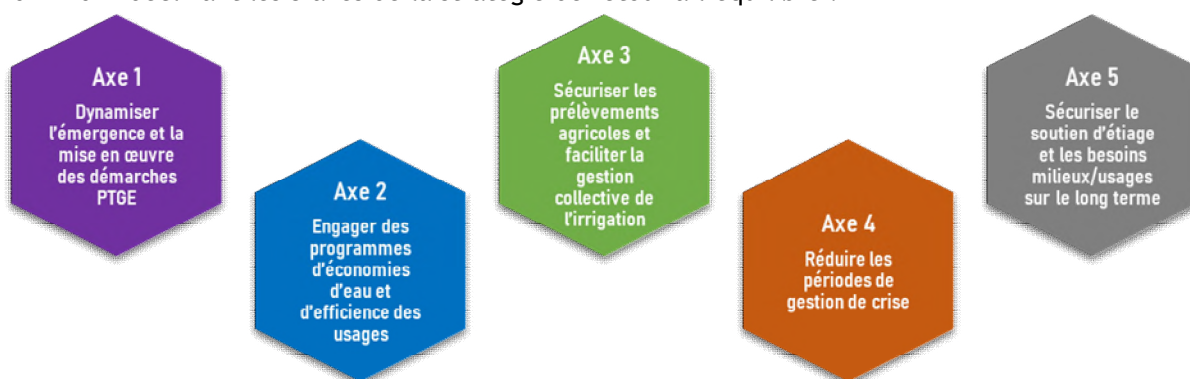
Zone d'influence :

L'intégralité du bassin de l'Adour.
Superficie totale : 16 800 km²

Description de l'opération :

Origine

Par sa délibération du 15 septembre 2021, l'agence de l'eau Adour-Garonne a validé un plan stratégique de retour à l'équilibre pour la gestion quantitative de la ressource en eau. Afin de mettre en œuvre ce plan, les EPTB ont été mandatés en novembre de la même année pour assurer la coordination à l'échelle des grands sous-bassins dans le cadre de cette stratégie territoriale. L'agence de l'eau a également invité les EPTB à proposer une feuille de route opérationnelle pour la période 2022-2027 déclinant les 5 axes de la stratégie de retour à l'équilibre :



L'animation de cette feuille de route est fondée sur une relation de confiance et de travail commun entre les EPTB et l'Agence de l'eau. L'Agence a un rôle d'accompagnement, technique et financier, et les EPTB un rôle de coordination et de déclinaison territoriale.

Buts

L'animation de la feuille de route gestion quantitative de l'EPTB Adour a pour objectif de mettre en œuvre ou d'accompagner à l'échelle du bassin des actions en faveur de l'équilibre quantitatif de la ressource en eau (économies, sobriété, résilience des usages, renforcement de la ressource, etc...).



Contenu de l'animation de la feuille de route

Les missions attendues consistent à l'animation de la feuille de route pour la stratégie de gestion quantitative du bassin de l'Adour dont notamment :

- l'animation auprès des partenaires du territoire pour la mise en œuvre des actions de la feuille de route pour la stratégie de gestion quantitative,
- le suivi de projets structurants de gestion quantitative (études et travaux) conduits par le service : élaboration des cahiers des charges, suivi technique d'opération, animation des instances de pilotage, ...
- la conduite des projets de réhausses des réservoirs de l'Institution Adour,
- l'actualisation des données et du diagnostic sur le territoire des Luys et du Louts,
- la participation aux études et travaux pour la mobilisation des retenues sans usages, en priorité sur les secteurs à enjeux, en lien avec les partenaires du territoire, en intégrant l'impact qualitatif,
- le suivi de l'étude qualité des réservoirs de soutien d'étiage et proposition des mesures d'évitement et d'aménagement,
- l'élaboration des rapports de synthèse et d'analyse relatifs au suivi et à la gestion des étiages

Etudes et démarches en lien avec l'animation de la feuille de route

L'animation de la feuille de route conduit à apporter un renfort sur différentes missions préexistantes ou à venir, notamment :

- Travail d'expertise des études portant sur les nappes alluviales du bassin de l'Adour
- Optimisation et efficience des canaux de l'Adour amont
- Mobilisation des gravières pour du soutien d'étiage
- Réhausse des réservoirs de l'Institution Adour
- Communication sur les enjeux du soutien d'étiage
- Etc.

Échéance - Délais :

La stratégie de gestion quantitative intègre des objectifs à l'horizon 2027. Cette fiche programme concerne l'animation de la feuille de route pour l'année 2024.

Coût de l'opération : 113 634 € TTC (113 634 € HT)

- Animation : 113 634 € TTC pour salaires, frais de missions et frais de structure (1,7 ETP et un stagiaire)

Plan de financement prévisionnel :

	Animation
Agence de l'eau Adour-Garonne (80% du HT)	90 908 €
Autofinancement	22 726 €
MONTANT TOTAL	113 634 €

* L'animation est financée au titre des charges générales de fonctionnement avec l'application de la clé de répartition générale





FICHE DE PROPOSITION n° 20

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource - Quantité

Intitulé de l'opération :

Suivi du PGE Adour amont pour la campagne d'étiage 2023 et analyse de l'évolution interannuelle, mise en œuvre des actions du PGE et participation à diverses réunions lors de l'étiage 2024.
Suivi de la mise en œuvre de la DIG Adour amont pour l'année 2023.

Zone d'influence :

Bassin versant de l'Adour : Hautes-Pyrénées, Gers, Landes, Pyrénées-Atlantiques

Description de l'opération :

Origine

Suivi du PGE Adour amont selon le cahier des charges élaboré par l'Agence l'Eau et la DREAL de bassin Adour-Garonne, définissant trois types de descripteurs et indicateurs :

1. De contexte
2. De moyens
3. De résultats.

L'Institution Adour est gestionnaire de 29 réservoirs (dont 24 réservoirs en propriété) sur tout le bassin versant de l'Adour (BV Adour, BV Midouze et BV Luys/Louts), pour le soutien d'étiage et la compensation des prélèvements.

L'Institution Adour a porté le dossier pour la gestion globale des réserves sur l'Adour en amont d'Aire (arrêtés interpréfectoraux de DIG et DUP Adour amont signés en janvier 2014 et prorogés en 2019), dossier comprenant 2 volets : 1/ mise en place d'une redevance de service ; 2/ équipements des prises d'eau des principaux canaux.

Buts

Évaluation des impacts de la mise en œuvre des actions du PGE Adour amont.

Contenu

- Rapport de suivi annuel du PGE Adour amont et évaluation pluriannuelle :
Renseignement d'une série de descripteurs et indicateurs selon le cahier des charges visé ci-dessus :
 - o recueil et synthèse de données, tableaux et cartographie, élaboration du rapport
- Institution Adour acteur central dans la gestion de l'eau :
 - o animation des commissions de gestion sur chaque axe réalimenté rassemblant les usagers et partenaires institutionnels ;
 - o participation aux comités départementaux de l'eau, comités sécheresse, ..., réflexions sur les évolutions des arrêtés " plans de crise " et participation aux groupes de travail réunis sous l'égide de l'État.



- Suivi de la mise en œuvre de la DIG Adour amont :
 - o suivi des évolutions des autorisations pour adaptations/corrections des redevances ;
 - o Les services de l'Institution Adour suivent l'entretien et la maintenance des équipements de mesures pour valider leur pérennisation ou évolution avec le prestataire de service, et en concertation avec les acteurs locaux (services de l'État, syndicat de rivière, propriétaires riverains).

Interventions antérieures :

Suivi des étiages de 2003 à 2022 ainsi que de l'analyse et de l'évolution interannuelle.

Echéance - Délais :

12 mois

Coût de l'opération : 37 756 € TTC (36 736 € HT)

- L'ensemble de ces missions représente 0,45 ETP réparti comme suit
 - 68 jours suivi PGE et traitement des données
 - 16 jours suivi DIG
 - 8 jours pour le suivi administratif du dossier (montage et suivi financier, facturation DIG)

Soit 24 963 € de temps de travail Institution Adour,

- Des frais indirects pour 4 993 € TTC (frais de structure)
- Des frais de missions pour 6 800 € TTC (5 780 € HT)
- Des frais de reproduction, frais de diffusion pour 1 200 € TTC (1 000 € HT)

Plan de financement prévisionnel :

	Montant
Agence de l'eau Adour-Garonne (50% du HT)	18 368 €
Autofinancement *	19 388 €
Montant total	37 756 €

* financés au titre des charges générales de fonctionnement.





FICHE DE PROPOSITION n° 21

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource - Quantité

Intitulé de l'opération :

Suivi du PGE Luys/Louts pour la campagne d'étiage 2023 et analyse de l'évolution interannuelle, mise en œuvre des actions et participation à diverses réunions lors de l'étiage 2024 sur les bassins versants des Luys et du Louts.

Animation des projets de confortement de la ressource en eau sur le bassin versant des Luys, et étude pour une actualisation du PGE Luys-Louts sur le bassin versant des Luys.

Zone d'influence :

Bassins versants des Luys et du Louts : Landes et Pyrénées-Atlantiques.

Description de l'opération :

Origine

Le plan de gestion des étiages (PGE) et son programme d'actions des bassins des Luys et du Louts a été validé en 2012.

Un suivi du PGE Luys/Louts est réalisé selon le cahier des charges élaboré par l'Agence de l'eau et la DREAL de bassin Adour-Garonne, définissant trois types de descripteurs et d'indicateurs :

1. De contexte
2. De moyens
3. De résultats

L'Institution Adour est gestionnaire de 29 réservoirs (dont 24 réservoirs en propriété) sur tout le bassin versant de l'Adour (BV Adour, BV Midouze et BV Luys/Louts), pour le soutien de l'étiage et la compensation des besoins.

Plus précisément, l'Institution Adour est propriétaire des réservoirs de l'Ayguelongue et du Balaing et gestionnaire d'un volume pour le soutien d'étiage du réservoir de l'Aubin sur les Luys, et du réservoir d'Hagetmau sur le Louts.

Buts

Évaluation des impacts de la mise en œuvre des actions du PGE Luys/Louts.

Contenu

- Renseignement d'une série de descripteurs et indicateurs : recueil et synthèse de données, tableaux et cartographie, élaboration du rapport,
- Participation de l'Institution à l'animation des commissions de gestion de rivière, à la mise en œuvre des actions du PGE, ...
- Animation d'une étude d'actualisation du PGE portant sur le bassin versant des Luys.



- Animation des projets de confortement de la ressource en eau sur le bassin versant des Luys (projet de reut, transfert depuis le Gabas et réhausse du réservoir de l'Ayguelongue).

Interventions antérieures :

- Élaboration du PGE Luys/Louts élaboré en 2013
- Études multicritères sur les solutions des Luys amont en 2015
- Suivi des PGE Luys/Louts pour les étiages 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022 ainsi que de l'analyse et de l'évolution interannuelle.

Echéance - Délais :

Douze mois (suivi et animation annuels)

Coût de l'opération : 21 077€ TTC (20 877 € HT)

- L'ensemble de ces missions représente 0,10 ETP et un stagiaire en alternance réparti comme suit
 - 20 jours suivi PGE, traitement des données, accompagnement stagiaire
 - 2 jours pour le suivi administratif du dossier
 - 1 alternant

Soit 16 147 € de temps de travail Institution Adour,

- Des frais indirects pour 3 730 € TTC (frais de structure)
- Des frais de reproduction, frais de diffusion pour 1 200 € TTC (1 000 € HT)

Plan de financement prévisionnel :

	Montant
Agence de l'eau Adour-Garonne (50% du HT)	10 439 €
Autofinancement *	10 638 €
Montant total	21 077 €

* financés au titre des charges générales de fonctionnement.





INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2024

FICHE DE PROPOSITION n° 22

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource en eau

Intitulé de l'opération :

Gestion de la part non valorisée du Gabas (année 2023)

Zone d'influence :

Gabas, Lees réalimentés, Adour40 ;
sur 4 départements : Hautes-Pyrénées, Gers, Landes et Pyrénées-Atlantiques

Description de l'opération :

Origine

Non valorisation totale de la part du volume du réservoir du Gabas dédiée à la compensation des prélèvements agricoles, sur la partie Hautes-Pyrénées (pas de demande locale) et sur la partie Pyrénées-Atlantiques (retard dans la constitution des réseaux à l'origine, en lien avec le remboursement préalable à la construction de l'autoroute A65, puis changement depuis quelques années des conditions et taux d'éligibilité freinant la constitution de ces réseaux)

Buts

Assurer l'équilibre financier de la gestion du réservoir du Gabas

Contenu

L'arrêté interpréfectoral portant règlement d'eau du réservoir du Gabas prévoit la valorisation de la partie du volume dédiée à la compensation des prélèvements agricoles selon le schéma suivant :

En hectares	Gabas		Lées		Disponible
	souscriptible	souscrit	souscriptible	souscrit	
Département 65	250	0	0	21	229
Département 64	2390	1243	2350	2036	909
Département 40	1000	1140			
Département 32	0		250	565	
Totaux	3640		2600		1138



Reliquat Pyrénées-Atlantiques :

- valorisation partielle du reliquat Pyrénées-Atlantiques sur la partie landaise du Gabas (limite départementale) de 2009 à 2012 (délibérations antérieures)
- projet de transfert de 1,6 Mm³ vers les Luys de France et de Béarn dans cadre du PGE Luys-Louts : abandonné en 2018 compte tenu du non co-financement public vers un sous-bassin « en équilibre » ; valorisation du reliquat en cours sur bassin versant du Gabas 64, étude du transfert d'un volume réduit vers Luy de France

Reliquat Hautes-Pyrénées :

En 2017 : réunions préalables avec la chambre d'agriculture 65 et le conseil départemental 65 pour valorisation locale ; en l'absence, proposition d'un transfert supplémentaire du via les Lees pour soutien Adour amont : refus des DDT 32 et 65.

Dans le cadre de la négociation pour le renouvellement de l'exploitation des réservoirs pour la période 2019 à 2023, le contrat de concession prévoit que l'exploitant facture à l'Institution Adour ces volumes non valorisés, afin de ne pas alourdir davantage la redevance auprès des préleveurs actuels. Cette facturation est établie selon la structure de redevance proposée par l'Institution Adour, sur la base des coûts unitaires des parts fixe et proportionnelle - à concurrence de la consommation moyenne annuelle sur les sous-bassins Gabas et Lees, soit sur la base de la consommation moyenne interannuelle.

Ce montant est actualisé selon la formule d'actualisation des prix :

$$UT=UT0 (0,28 + 0,45 S/S0 + 0,07 EI/EI0 + 0,2 FSD2/FSD20)$$

et sera ajusté chaque année en fonction de la consommation réelle sur ces sous-bassins.

Échéance - Délais :

12 mois (suivi annuel)

Coût de l'opération :

Coût unitaire (€/Ha) 2023 sur base consommation moyenne du sous-bassin (44%) :

$$34,278 + 21,276 + 0,01182 \times 1\,800 \times 44\% = 64,92 \text{ € HT}$$

Plan de financement prévisionnel :

	Disponible 2023	Montant TTC
Département 65	229 ha - 412 200 m ³	15 700 €
Département 64	642 ha - 1 156 000 m ³	44 000 €
Montant total	871 ha - 1 568 000 m³	59 700 €





FICHE DE PROPOSITION n° 23

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource en eau

Intitulé de l'opération :

Gestion de la prise d'eau de la Gespe 2024

Zone d'influence :

Adour amont, canal de la Gespe (et son réseau de canaux secondaires), Echez, sur le département des Hautes-Pyrénées

Description de l'opération :

Origine

Gestion technique et financière de la prise d'eau assurée par le syndicat mixte de gestion de la Gespe : 50 % Département des Hautes-Pyrénées, 50 % communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées (CATLP) et communauté de communes de la Haute-Bigorre (CCHB).

Dissolution du syndicat mixte pour la gestion de la Gespe (SMGG) en 2019 (délibération du 9 avril et arrêté préfectoral du 25 juillet, avec date d'effet au 30 septembre).

Après discussion, la dévolution de l'actif, passif et personnel a été réalisée selon deux pôles d'activités :

- l'une relevant de la mission historique et principale du réseau hydrographique de la Gespe, à savoir l'alimentation en eau et la répartition de celle-ci en période d'étiage en lien avec les problématiques de prélèvements et usages autorisés (sous la responsabilité de l'Institution Adour),
- l'autre concernant les questions relatives à la prévention du risque inondation ainsi que la gestion et l'entretien des milieux aquatiques du réseau anciennement géré par le syndicat dissout (sous la responsabilité du syndicat mixte Adour amont - SMAA).

Par délibération du comité syndical n°68-2019 en date du 25 septembre 2019, il a été décidé d'intégrer à l'actif de l'Institution Adour la prise d'eau Hiis (Rojo), pour la valeur des travaux annexés à l'arrêté préfectoral, sous réserve de la vérification des titres et usages pesant sur l'ouvrage et sous réserve de la production du passif égal à zéro.

Concernant le personnel attaché à la gestion du canal une personne intervient à la vacation, tant sur la période d'étiage que hors étiage, pour assurer la régulation de la prise d'eau du canal de la Gespe.

Buts

Assurer la continuité et la pérennité de la maintenance et de la gestion technique de la prise d'eau de la Gespe pour la répartition des débits en étiage entre l'Adour et l'Echez dans le cadre de la gestion globale de la ressource sur l'Adour en amont d'Aire



Contenu

Assurer la maintenance technique de l'ouvrage et la prise en charge des charges de gestion de la prise par un salarié à temps partiel.

Ces charges seront intégrées à moyen terme dans le nouveau dossier d'enquête publique en projet pour l'application d'un nouveau cadre pour la gestion globale et concertée sur le territoire de l'Adour et de l'Echez en amont d'Aire-sur-l'Adour (nouvelle déclaration d'intérêt général DIG et déclaration d'utilité publique DUP) ; les charges seront ainsi réparties sur les futurs redevables de la nouvelle DIG.

Le reste à charge de l'EPTB reste financé par le département des Hautes-Pyrénées, jusqu'à une prise en compte au titre de la future DIG Adour amont.

Echéance - Délais :

12 mois (suivi annuel)

Coût de l'opération : 10 500 € TTC

	Montant €
Frais de gestion	2 000 €
Vacations	8 500 €
Montant total	10 500 €

Plan de financement prévisionnel :

	Montant
Département 65	10 500 €





INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2024

FICHE DE PROPOSITION n° 24

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource en eau

Intitulé de l'opération :

Frais de gestion 2023 du pré-stockage foncier sur les projets de réservoirs

Zone d'influence :

Bassin versant de l'Adour : Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Description de l'opération :

Origine

Volet quantitatif du SAGE Adour amont - PGE Adour amont, volet quantitatif du SAGE Midouze, validés par les commissions locales de l'eau (CLE) ou comités d'élaboration puis par l'État, Projet de territoire du Midour et sa mise en œuvre du programme d'actions validé en 2020.

Buts

Dans le cadre de la mobilisation de ressources foncières pour mener à bien ses différents projets d'investissements, l'Institution Adour signe des conventions cadres de concours technique avec la SAFER Occitanie et la SAFER Aquitaine Atlantique. Les « SAFER » mènent donc pour le compte de l'Institution Adour une action de gestion, échange et mise en valeur des biens relative aux stockages.

En plus du prix principal d'acquisition et des frais d'acquisition, la SAFER facture donc chaque année à l'Institution Adour des frais généraux correspondant aux charges de structures liées au stockage et des frais de gestion temporaire correspondant aux charges inhérentes à la qualité de propriétaire (impôts fonciers, assurances, travaux, etc.).

Le taux des frais généraux liés au stockage est fixé annuellement par le Ministère de l'agriculture et ce taux sera appliqué chaque année au prix principal en stock des réserves foncières constituées (pour 2023 1,53%).

Les frais de gestion temporaire sont fixés par les conventions et sont de 1,50 % HT du prix principal d'acquisition.

Il peut aussi y avoir des frais financiers lorsque la collectivité ne préfinance pas sous forme d'avances financières à disposition de la SAFER pour l'acquisition des stocks. A défaut d'avances, ils seront facturés HT au taux Euribor 3 mois + 1,5 point (pour 2023 : 4,5973%).

**Estimation des frais de gestion 2023 à financer en 2024 :**

Projet	Estimations des frais généraux, de gestion temporaire et frais financiers	Département 40	Département 32	Département 65
Mondebat	29 100 €	17 460 €	11 640 €	
Tailluret	550 €	550 €		
Corneillan	950 €		950 €	
Ousse	10 100 €		2 020 €	8 080 €
Géline	13 165 €		2 633 €	10 532 €
Louet 2	11 680 €		5 840 €	5 840 €
MONTANT TOTAL	65 545 €	18 010 €	23 083 €	24 452 €





INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2024

FICHE DE PROPOSITION n° 25

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource en eau

Intitulé de l'opération :

Suivi 2024 de la qualité des eaux des réservoirs de soutien d'été

Zone d'influence :

Bassin versant de l'Adour : Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Description de l'opération :

Origine

Demande de suivi qualitatif de l'eau des réservoirs de soutien d'été
Application des préconisations des arrêtés d'autorisation des réservoirs

Buts

- Suivi de la qualité des eaux restituées à l'aval des réservoirs de soutien d'été de l'Institution Adour, et éventuel suivi des eaux entrantes, pour mesurer les impacts éventuels et envisager des éventuelles mesures de gestion correctrices ;
- Suivi des développements (bloom) de cyanobactéries
- Évaluation de la qualité des réservoirs.

Contenu

- Suivi de la qualité des eaux restituées par le réservoir d'Hagetmau (BV du Louts) - suite de la 1^{ère} année de suivi complet en 2023
- Suivi de la qualité des eaux restituées par les réservoirs de l'Ayguelongue et du Balaing (BV des Luys) - complétude des suivis précédemment réalisés très partiels et anciens - suite de la 1^{ère} année de suivi complet en 2023
- Action test sur le lac de l'Ayguelongue : mise en œuvre de l'outil Waterwatch de suivi de la qualité des eaux, notamment la présence de cyanobactéries, par télédétection, proposé par le prestataire PixStart
- Au besoin, comme chaque année, réalisation de prélèvements et d'analyses dans le cadre du suivi des cyanobactéries sur les lacs de l'Institution Adour.

Interventions antérieures :

- Campagne 2010 : suivi de la qualité des eaux des réservoirs de Tailluret et Charros.
- Campagne 2011 : suivi de la qualité des eaux de 10 barrages dont 4 à la charge de la CACG (Latrille, Lourden, Fargues, Ayguelongue).
- Campagne 2012 : suivi de la qualité des eaux de 7 barrages dont 2 à la charge de la CACG ; suivi de la quantité et qualité des sédiments de deux barrages : Charros et Tailluret.



- Campagne 2013 : Suivi des eaux restituées par les réservoirs de Charros, Tailluret et Lourden ; diagnose rapide des réservoirs de Charros et Tailluret. Évaluation des sédiments par carottage pour les réservoirs de Charros et Tailluret.
- Campagne 2014 : Suivi des eaux restituées par les réservoirs du Lourden, Brousseau et Miramont ; diagnose rapide des réservoirs du Lourden, Brousseau et Coudures ; suivi des eaux des bassins versants des réservoirs du Lourden et Coudures.
- Campagne 2015 : Suivi des réservoirs de La Barne et Cassagnaou en application des arrêtés d'autorisation.
- Campagne 2016 : Suivi des réservoirs de La Barne et Cassagnaou en application des arrêtés d'autorisation, et diagnose rapide sur le réservoir de Latrille (convention avec l'ASA de Bégorre). Analyse des sédiments du réservoir d'Arthez.
- Campagne 2017 : Suivi du réservoir de La Barne en application de l'arrêté d'autorisation.
- Campagne 2018 : Suivi des réservoirs de La Barne et Cassagnaou en application des arrêtés d'autorisation, suivi des eaux restituées par le réservoir d'Arthez d'Armagnac.
- Campagnes 2019 - 2020 : Suivi des eaux restituées par les réservoirs du Louet et du Gabas.
- Campagne 2020 : Suivi de la qualité des eaux du lac de La Barne en application de l'arrêté d'autorisation.
- Campagnes 2021 - 2022 : Suivi des eaux restituées par les réservoirs de l'Arrêt-Darré et de Tillac.
- Campagne 2023 : Sui Suivi des eaux restituées par les réservoirs d'Hagetmau, Ayguelongue et Balaing.

Echéance - Délais :

12 mois (suivi annuel)

Coût de l'opération : 46 623 € TTC (40 689 € HT)

- Prestations externes de suivi de la qualité des eaux restituées et des milieux aval : 24 000 € TTC (20 000 € HT)
- Analyses ponctuelles sur les cyanobactéries : 5 000 € TTC (4 167 € HT)
- Télédétection 4 800 € TTC (4 000 € HT)
- Suivi technique du dossier en régie : 12 823 € TTC (12 522 € HT)

Plan de financement prévisionnel :

	Prestations externes	Télédétection	Suivi technique	Total
Agence de l'eau Adour-Garonne (50% du HT)	12 084 €	2 000 €	6 261 €	20 345 €
Autofinancement	16 916 €* [*]	2 800 € ^{**}	6 562 € ^{***}	26 278 €
Montant total	29 000 €	4 800 €	12 823 €	46 623€

*financés par les usagers préleveurs (essentiellement agricoles) au travers de la redevance

**à parts égales entre départements au titre des missions spécifiques

***financés au titre des charges générales de fonctionnement.





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2024

FICHE DE PROPOSITION n° 26

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource en eau

Intitulé de l'opération :

Suivi écologique et entretien sur le site du réservoir de La Barne (application des obligations réglementaires des arrêtés du réservoir)- Programme 2024

Zone d'influence :

Gers : communes de Jû-Belloc et Plaisance-du-Gers

Description de l'opération :

Origine

- Création du réservoir de soutien d'étiage de La Barne et mise en eau en 2015, avec mise en œuvre de plantations compensatoires sur des parcelles appartenant à l'Institution Adour sur le site autour du lac ;
- Plan de gestion du site du lac de La Barne rédigé en 2020.

Buts

Entretien des parcelles ayant fait l'objet de mesures ou plantations compensatoires.

Contenu

Lors de la construction du réservoir de soutien d'étiage de La Barne en 2014-2015 sur les communes de Jû-Belloc et Plaisance-du-Gers (32), en application des arrêtés d'autorisation et de dérogation, l'Institution Adour a mis en œuvre des mesures compensatoires écologiques (cf. carte) et des mesures de suivi de la qualité des eaux.

Ces mesures ont porté notamment sur la mise en place de deux hibernaculums pour les reptiles, et sur la plantation de haies, arbustes et arbres afin de compenser les habitats détruits. De même, une mare à amphibiens a été créée en amont de la retenue ainsi qu'une zone humide à l'aval de la retenue.

L'objet de l'opération est de réaliser un entretien de la végétation présente au niveau des plantations compensatoire, notamment les prairies et les plantations d'arbustes/haies, des hibernaculums, de la zone humide artificielle et d'une dépression humide créée par les travaux, afin d'assurer leur fonctionnalité.

De plus, un état des lieux écologique des espèces et habitats présents sur le site sera également à réaliser, en vue d'une actualisation du plan de gestion.



Enfin, le suivi de la qualité des eaux est à poursuivre (périodicité et nature du suivi cadrées dans l'arrêté d'autorisation du réservoir) :

- Suivi physico-chimique des cours d'eau - milieux récepteurs : début, en cours et fin de campagne de restitution
- Suivi sédimentaire des cours d'eau - milieux récepteurs : durant la saison d'étiage - une fois par an
- Suivi hydromorphologique : durant la saison d'étiage - une fois par an

Interventions antérieures :

- Entretien de la végétation de la zone humide à l'aval du lac ;
- Conventionnements avec des agriculteurs pour le maintien de parcelles en prairies aux abords du site (conventions à renouveler en 2024)
- Entretien des deux hibernaculum ;
- Plan de gestion du site mis à jour en 2020. A actualiser.
- Suivi de la qualité des eaux du réservoir depuis sa mise en service

Suivi à réaliser	Prescriptions arrêtés	Réalisé - rapports disponibles
Suivi physico-chimique du lac	Année N (remplissage) : 2015 - année N+2 : 2017 - année N+5 : 2020	2015-2016-2017-2018-2020
Suivi physico-chimique des cours d'eau - milieux récepteurs	Année N (première restitution) : 2015 - année N+2 : 2017 - année N+5 : 2020	2015-2016-2017-2018 - A faire en 2023 car non réalisé en 2020
Suivi température de la restitution et du Canal de Cassagnac au niveau de la station de pompage	Suivi en continu pendant fonctionnement du lac	Réalisé - Cf. exploitant
Suivi biologique des cours d'eau - milieux récepteurs	Année N+1 (première année de restitution) - N+2 - N+3 (incohérences des années N)	2015-2016-2017-2018
Suivi sédimentaire des cours d'eau - milieux récepteurs	1 fois par an les 3 premières années suivant mise en service puis tous les 5 ans	2015-2016-2017 - non réalisé en 2022 - A faire en 2023
Suivi hydromorphologique	1 fois par an les 3 premières années suivant mise en service puis tous les 5 ans - adaptation avec accord services de l'Etat (DDT 32 et OFB32) : ne pas réaliser seconde année	2015-2017- non réalisé en 2022 - A faire en 2023

Échéance - Délais :

1 an

Coût de l'opération : 73 000 € TTC

(rappel : une enveloppe de 12 000 € TTC a déjà été actée en 2023 pour des actions qui seront également engagées en 2024) - coût total des dépenses estimées en 2024 : 85 000 € TTC).

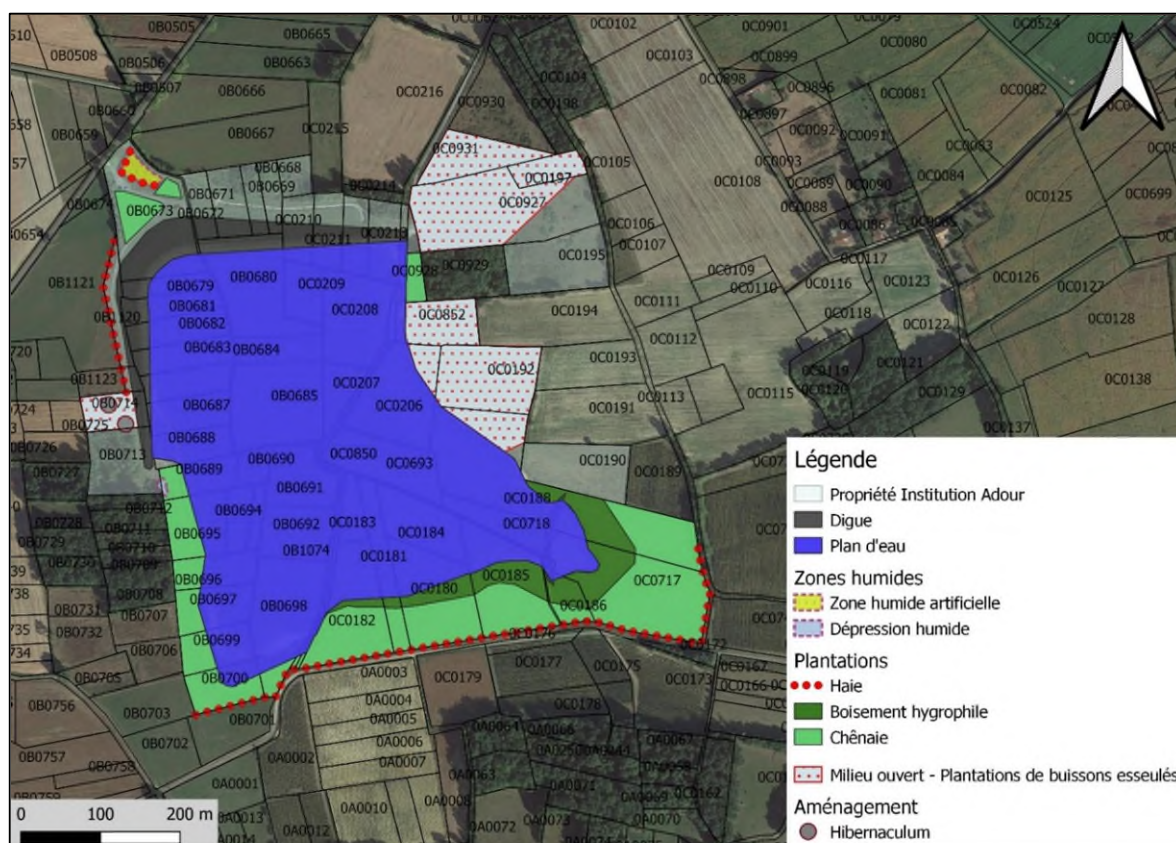
Plan de financement prévisionnel :

	Taux	Montant
Département du Gers	100 %	73 000 € TTC





Plan de situation :





INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2024

FICHE DE PROPOSITION n° 27

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource en eau

Intitulé de l'opération :

Réseau de mesure pour le suivi quantitatif de l'Adour amont - Équipement en piézomètres

Zone d'influence :

Bassin versant de l'Adour en amont d'Aire-sur-l'Adour : Adour amont - Départements des Hautes-Pyrénées et du Gers

Description de l'opération :

Origine

- Gestion quantitative sur le territoire de l'Adour amont (Hautes-Pyrénées / Gers), sur les cours d'eau et la nappe d'accompagnement de l'Adour
- Mise en œuvre du programme d'équipement du tableau de bord historique de l'Institution Adour avec expertise pour mise à jour de la liste des équipements à réhabiliter ou nouveaux équipements à créer

Buts

Amélioration de la connaissance de la nappe d'accompagnement de l'Adour dans le bassin versant de l'Adour amont - amélioration de la gestion des étiages

Contenu

Afin d'appréhender le fonctionnement de la nappe d'accompagnement de l'Adour amont et dans le cadre de la gestion des étiages de ce territoire, l'Institution Adour a prévu de poursuivre l'équipement et le suivi - maintenance des stations du réseau de mesure (piézomètres) sur le territoire de l'Adour en amont d'Aire.

L'Institution Adour a établi un calendrier prévisionnel pour l'aménagement/équipement des piézomètres sur le territoire de l'Adour amont. Plus précisément il s'agit de la remise en état de fonctionnement de tout ou partie de la liste de piézomètres objet de l'expertise préalable :

- | | |
|--------------------------------|---------------------|
| - Azereix (65) | - Momères (65) |
| - Barcelonne-du-Gers (32) | - Sarragachies (32) |
| - Bordères-sur-Echez (65) | - Izotges E |
| - Castelnau-Rivière-Basse (65) | - Tasque G |
| - Maubourguet (65) | - Saint-Germé 1 |
| - Galiac (32) | |



Comme indiqué, le programme définitif d'équipement sera établi en fonction des résultats et préconisations de l'étude d'expertise de la nappe d'accompagnement de l'Adour amont qui sera réalisée en 2024. Ainsi, la liste définitive des équipements à remettre en service et dont fonctionnement sera à assurer, sera définie au premier semestre 2024.

Les travaux prévisionnels consistent en :

- mise en place d'une sonde de mesure,
- alimentation par panneaux photovoltaïques,
- cabine avec batterie, moyens de télécommunication, télétransmission, ...

Suite à des visites terrains, les travaux à réaliser sur chaque site seront définies plus précisément en fonction de l'état actuel des piézomètres.

Interventions antérieures :

Remise en état et remise en service de stations de mesures hydrométriques et piézométriques dans le cadre du tableau de bord de l'Adour amont (programme 2018), y compris trois piézomètres.

Échéance - Délais :

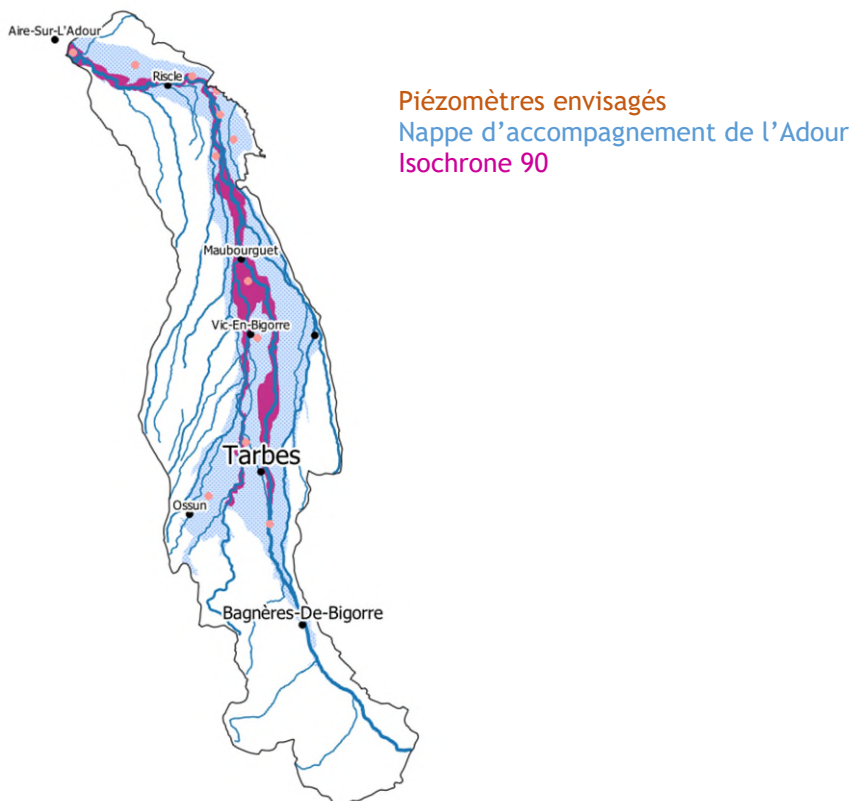
1 an

Coût de l'opération : 77 000 € HT

Plan de financement prévisionnel :

	Taux	Montant
Agence de l'eau Adour-Garonne (action PTGE Adour amont)	70 %	53 900 €
Autofinancement Institution Adour dont :	30 %	23 100 €
<i>Département 65 (2/3)</i>		15 400 €
<i>Département 32 (1/3)</i>		7 700 €

Plan de situation :





INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2024

FICHE DE PROPOSITION n° 28

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource en eau

Intitulé de l'opération :

Réservoir du Brousseau - Réhausse du bassin de dissipation et du coursier, étude de stabilité.

Zone d'influence :

Adour médian

Description de l'opération :

Origine

La révision d'étude hydraulique réalisée dans le cadre de l'étude de danger du réservoir du Brousseau a mis en évidence les points suivants :

- La condition de non débordement en crête du barrage est respectée pour la crue extrême de période de retour 30 000 ans ;
- La revanche minimale de la crête par rapport à PHE est bien respectée ;
- La revanche minimale recommandée n'est pas respectée au droit du bassin de dissipation, une rehausse de 30 cm des murs du bassin de dissipation devra être réalisée ;
- La revanche minimale dans le coursier n'est pas respectée pour la crue exceptionnelle de période de retour 3 000 ans, une rehausse de 20 cm du mur devra être réalisée ;
- La condition de non débordement le long du coursier est respectée pour la crue extrême de période de retour 30 000 ans, un débordement est observé au droit du bassin de dissipation pour cette crue mais ce débordement n'aura plus lieu après la mise en place de la mesure corrective (rehausse de 30 cm).

Buts

Afin de maintenir un niveau de sécurité nominal et acceptable pour le réservoir du Brousseau, il est nécessaire de réaliser les travaux de réhausse des murs du bassin de dissipation et des bajoyers du coursier. À ce titre un maître d'œuvre devra être désigné pour le suivi des travaux. De plus, l'étude de stabilité du barrage devra être révisé.

Contenu

Prestations d'études, maîtrise d'œuvre et travaux

Maître d'œuvre :

Bureau d'étude agréé pour les barrages de classe B



Échéance - Délais :

31 décembre 2024

Coût de l'opération : 125 000 € HT

Étude de stabilité : 25 000 € HT

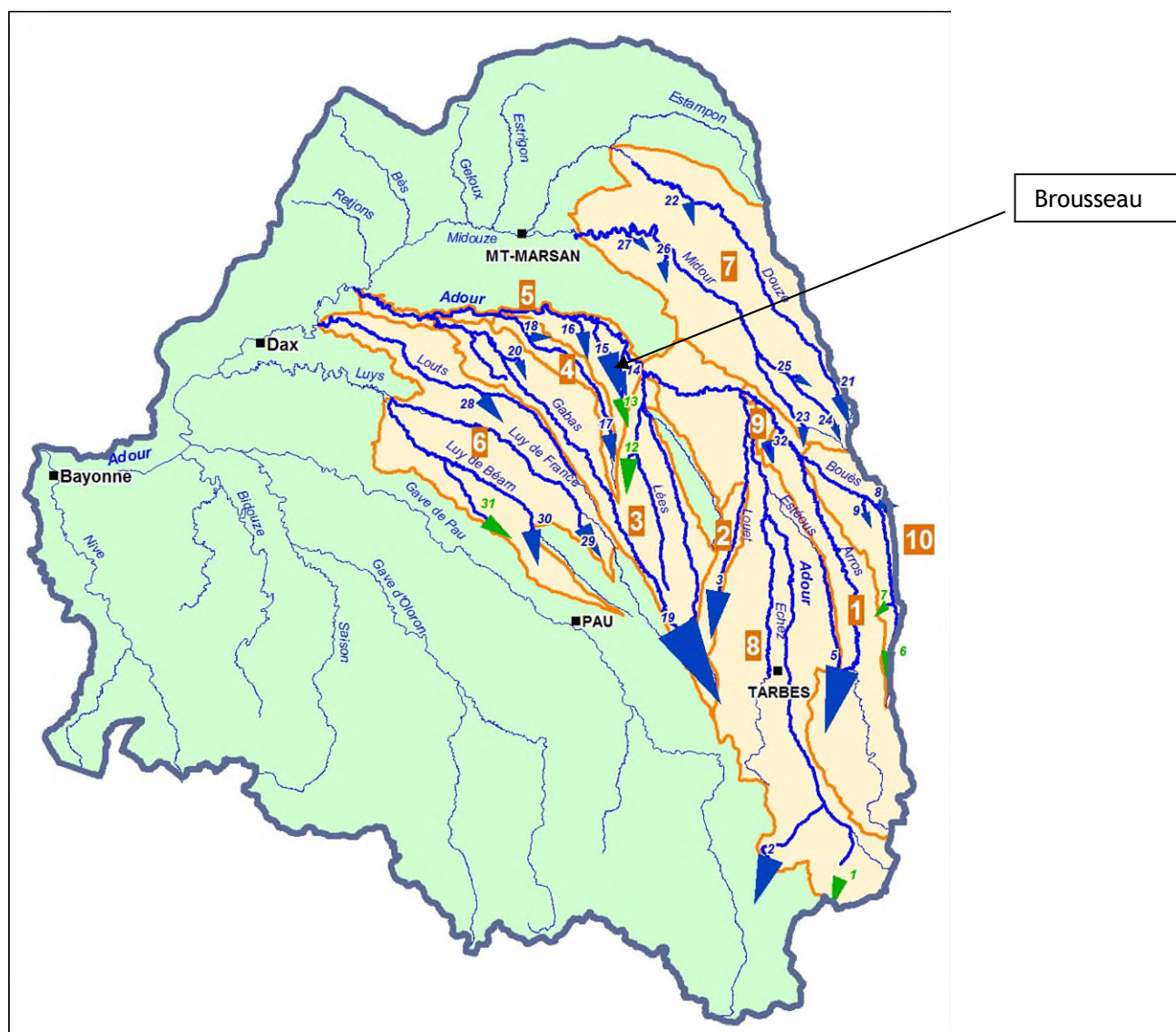
Maitrise d'œuvre : 20 000 € HT

Travaux : 80 000 € HT

Plan de financement prévisionnel :

Département des Landes 100 %

Plan de situation :





FICHE DE PROPOSITION n° 29

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource

Intitulé de l'opération :

Programme de révision des études de danger règlementaires des barrages gérés par l'Institution Adour
Programme 2024 : barrage du Gabas, barrage de l'Arrêt-Darret et barrage de Saint-Jean

Zone d'influence :

Bassin versant du Gabas, de l'Arros et de la Douze.

Description de l'opération :

Origine

La réglementation impose que les barrages de classe A doivent faire l'objet d'une étude de dangers, incluant un examen exhaustif, tous les 10 ans. Suite au renouvellement de la concession de service public pour la gestion de nos barrages 2024-2033, le coût estimatif annuel pouvant être consacré à ces études est de 70 500 € HT soit un budget sur 10 ans de 705 000 € HT.

Le barrage de Saint-Jean était à l'origine un classe C, suite à son reclassement en classe B le 24 mai 2023, depuis il est devenu obligatoire de réaliser une étude de dangers.

Programme 2024 :

Mise à jour de l'étude de danger pour les réservoirs du Gabas et de l'Arrêt-Darré.

Réalisation d'une première étude de dangers du réservoir de Saint Jean.

Contenu

Un arrêté du 3 septembre 2018 précise les dispositions applicables au contenu de l'étude de dangers des barrages. Ce diagnostic exhaustif doit également être réalisé dans les 24 mois précédant la remise d'une étude de dangers actualisée.

Concernant le barrage de l'Arrêt-Darré, un protocole des reconnaissances nécessaires à l'élaboration du diagnostic exhaustif a déjà été réalisé par la compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (CACG). Le futur prestataire devra s'appuyer sur celui-ci pour réaliser l'examen exhaustif puis ensuite l'étude de danger.

Ce diagnostic exhaustif tel que prévu par le II de l'article R.214-116 du code de l'environnement doit être réalisé moins de 24 mois avant l'échéance à laquelle l'étude de dangers actualisée sera transmise au préfet soit le (31 décembre 2025).

Pour le Gabas, le futur prestataire devra produire pour l'année 2024 un protocole des reconnaissances nécessaire à l'élaboration du diagnostic exhaustif attendu pour le 30 juin 2024. Il prévoira également la planification puis la réalisation de l'EDD et de ses différentes étapes qui devront être réalisées en vue d'une transmission au préfet de la version finale pour le 31 janvier 2025.



Interventions antérieures :

1^{ère} étude de danger des réservoirs du Gabas et de l'Arrêt-Darré.

Réalisation du protocole de l'examen exhaustif de l'ouvrage de l'Arrêt-Darré.

Échéance - Délais :

Pour le Gabas et Saint-Jean le 31 janvier 2025, pour l'Arrêt-Darré le 31 décembre 2025.

Coût du programme 2024 : 140 000 € HT (168 000 € TTC)

Réservoir du Gabas 50 000 € HT soit 60 000 € TTC

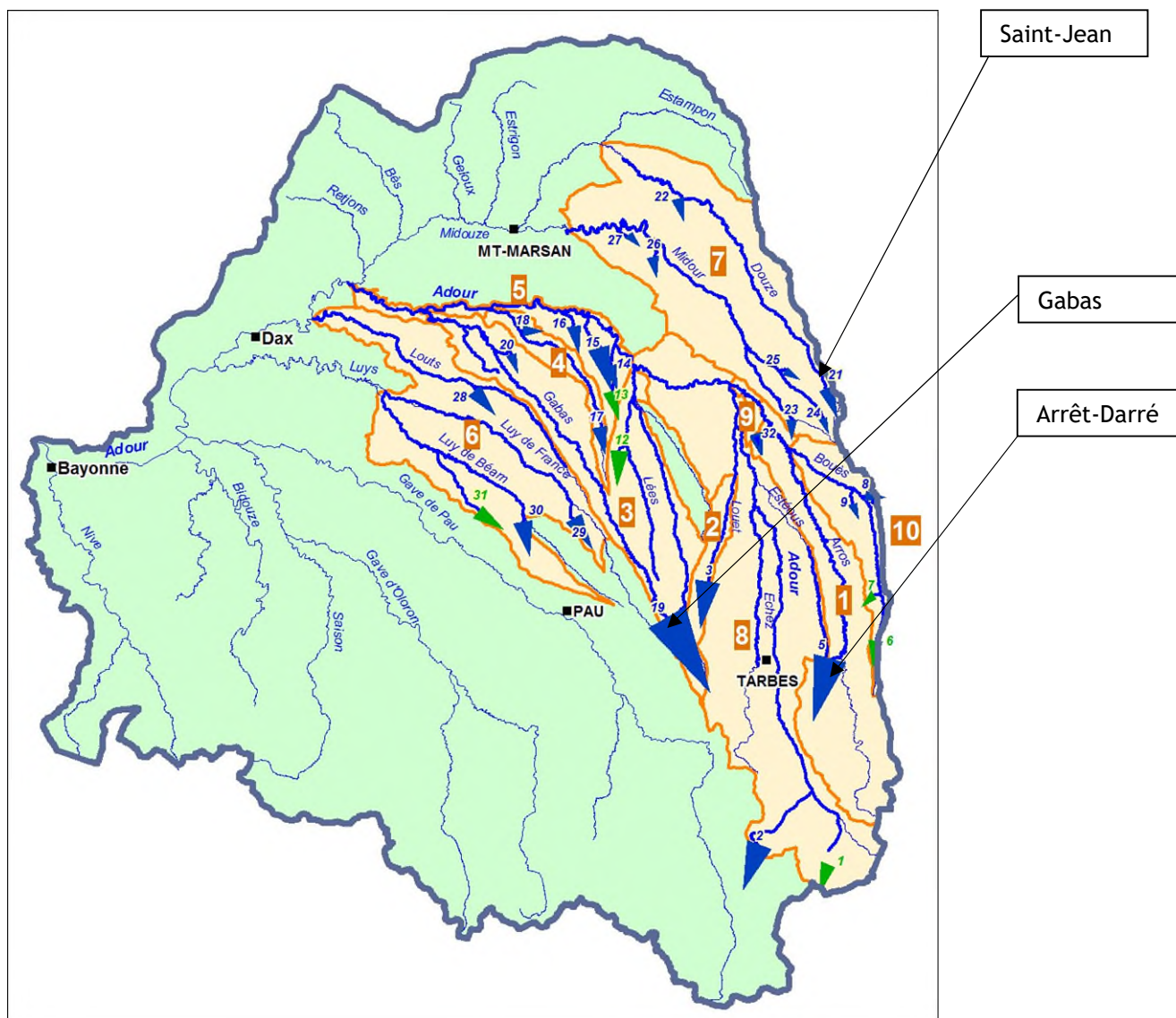
Réservoir de l'Arrêt-Darré 40 000 € HT soit 48 000 € TTC

Réservoir de Saint-Jean 50 000 € HT soit 60 000 € TTC

Plan de financement prévisionnel :

Ces dépenses règlementaires sont financées au travers des recettes de reversion

Plan de situation :





INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2024

FICHE DE PROPOSITION n° 30

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétence historique	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource en eau

Intitulé de l'opération :

Etudes de faisabilité de la réhausse de réservoirs structurants sur le bassin de l'Adour :
- réservoirs de soutien d'étiage appartenant à l'Institution Adour

Zone d'influence :

Bassin versant de l'Adour

Description de l'opération :

Origine

Une partie importante du bassin de l'Adour est classée en zone de répartition des eaux. Cela signifie qu'il existe un déséquilibre entre la ressource disponible et les usages, déséquilibre qui s'accroît en été avec les impacts du changement climatique.

Les démarches historiques de planification (plans de gestion des étiages, schémas d'aménagement et de gestion des eaux) prévoient par ordre de priorité :

- des actions d'économies d'eau,
- des actions d'amélioration des pratiques et de la gestion des ressources actuelles,
- des actions en faveur de mobilisation nouvelle de ressource.

Les démarches plus récentes de projets de territoire pour la gestion de l'eau, basées sur la méthodologie de la co-construction avec les acteurs, accentuent cette priorisation et permettent de faire émerger de nouvelles solutions de mobilisation de ressources complémentaires.

En parallèle, les impacts rapides du changement climatique sur la disponibilité de la ressource naturelle en été, notamment suite à l'été 2022, contribuent à faire évoluer les textes réglementaires encadrant la gestion et la politique de l'eau ainsi que les outils financiers.

Parmi les « nouvelles solutions » qui sont présentées de manière récurrente (Varenne agricole de l'eau au printemps 2022, « Plan Eau » au printemps 2023), figurent la valorisation de retenues sans usages ou l'optimisation de retenues existantes.

Ce type de solutions de stockage de volumes d'eau supplémentaires en période de hautes eaux dans des réservoirs existants pour du soutien d'étiage (ou substitution) au bénéfice de l'ensemble des usages d'un sous-bassin en période de basses eaux a été inscrit dans la feuille de route pour la stratégie de gestion quantitative de la ressource sur le bassin de l'Adour, feuille de route élaborée par l'EPTB en collaboration avec les services de l'agence de l'eau et de l'Etat.



Buts

Le but de cette opération est de vérifier la faisabilité technique, environnementale, foncière, réglementaire et financière de réhausse de réservoirs situés sur cours d'eau déjà existants sur le bassin de l'Adour, et prioritairement dans les secteurs en tension sur la ressource (zone de répartition des eaux) :

- réservoirs de soutien d'étéage appartenant à l'Institution Adour

Pour les ouvrages n'appartenant pas à l'Institution Adour, il est proposé que l'EPTB, en tant que chef de file et gestionnaire du soutien d'étéage multi-usages sur les sous-bassins réalimentés, conventionne avec les propriétaires d'ouvrage volontaires pour faire étudier les possibilités de réhausse de leur réservoir au moyen de groupements de commande.

L'étude des possibilités de réhausse inclura les potentialités de remplissage naturel ou par pompage en période de hautes eaux. Ces dispositifs de remplissage complémentaire existent déjà sur certains réservoirs d'ASA ou individuels.

Contenu

1^{ère} étape : animation sur les territoires pour associer les propriétaires de réservoirs [cette prestation est incluse dans les différentes démarches d'animation que sont les PGE, PTGE, SAGE]

2^{ème} étape : constitution du cahier des charges du marché

3^{ème} étape : prestations d'étude pour la faisabilité de la réhausse d'un réservoir

1/ études techniques : topographie, géotechnie, hydraulique ; prise en compte route départementale en amont de certains réservoirs ; bathymétrie du réservoir de Tailluret pour vérification du volume

1bis/ études remplissage complémentaire si nécessaire : création ou augmentation capacité

2/ études environnementales sur 4 saisons (habitats, espèces floristiques ou faunistiques protégés autour de la cuvette)

3/ étude foncière (identification des propriétaires riverains et acceptabilité)

4/ contraintes réglementaires et financières

5/ estimation des coûts d'investissements et de fonctionnement

Réservoirs à étudier

1/Réservoirs de l'Institution Adour

La priorisation suivante est basée sur différents critères dont la tension sur la ressource, l'engagement de réflexion à l'échelle de sous-bassin, ou l'aspect structurant en termes de volume supplémentaire potentiel





Sous bassin	Département	démarche territoriale	réservoir	vol actuel utile (Mm3)	possibilité réhausse estimée (m)	volume suppl potentiel (Mm3)	capacité remplissage	Priorité
Midour [PM, car Etudes- MOe en cours]	32	PTGE M	Maribot	1	2	0,45	pomp compl depuis Arros	en cours
	32	validité	Lapeyrie	0,6	1	0,2	pomp compl depuis Riberette	en cours
	32		Bourgès	0,5		NON		
	32-40	PTGE M	Charros	1,2	1	0,4	pomp compl depuis Midour	en cours
	40	validité	Arthez	0,75	1,5	0,29	pomp compl depuis Midour	en cours
Douze	32	PTGE D en	St Jean	2,5	1	0,64	gestion interannuelle	1
	40	cours élab	Tailluret	0,9	3	2,8	bv ok	1
Bouès	32	SAGE Neste	Tillac	1	1,5	0,3	pomp compl + depuis Bouès	3
	32	cours élab	Cassagnau	0,6	1	0,15	gestion interannuelle	3
Arros	65-32	SAGE Ad am	Arrêt Darré	9,95	1	1,15	gestion interannuelle	1
Louet	64 - 65 - 32	SAGE Ad am	Louet	5		NON		-
Adour amont	32	SAGE Ad am	La Barne	0,95		NON		-
Adour landais	40	SAGE Adour amont	Brousseau	1,7	1	0,38	gestion interannuelle+ dévers	2
	40		Lourden	5	1	0,67	gestion interannuelle	2
	40		Renung	2	1	0,28	gestion interannuelle	2
	40		Fargues	0,9	1	0,15	gestion interannuelle	2
Bahus	40	SAGE Adour amont	Miramont	1,8	1	0,47	bv ok	1
Gabas	65-64-40-32	SAGE Ad am	Gabas	20	1	2,15	gestion interannuelle	1
	40	SAGE Ad am	Coudures	0,9		NON	difficulté pomp compl depuis	-
Louts	40	rattaché au SAGE Adour amont	Hagetmau	2,3	1	0,55	gestion interannuelle	3
Luy de Farnce	64-40	PGE Luys	Balaing	3,3	1	0,44	gestion interannuelle	1
Luy de Béarn	64-40		Ayguelongu	2,9	0,8	0,47	bv ok	1

2/ Réservoir ASA

ASA du Midour et de la Riberette dans le Gers (PM, Cf. fiche programme spécifiques pour PTGE Midour)

ASA de Betbezer dans les Landes, pour lesquels l'Etat sollicite une reprise par l'IA dans le cadre de la liquidation de l'ASA (PM : Cf. fiche programme spécifique)

ASA du Nord-Est Béarn, dont les réservoirs sont situés sur les bassins des Luys

ASA d'Arzacq (Louts amont), dont seule la moitié du volume serait mobilisée (PGE Luys Louts 2012).

Tout autre propriétaire qui souhaiterait s'inscrire dans la démarche.

Interventions antérieures :

PGE Adour et PGE Luys-Louts, 2012

PTGE Midour

Échéance - Délais :

La réalisation de ce programme pluriannuel (2024 - 2026) va s'étaler sur 48 mois



**Coût de l'opération :**

Coût moyen estimé à 36 000 € TTC par réservoir

Coût moyen de la bathymétrie du réservoir de Tailluret estimé à 6 000 € TTC

Détail de la programmation pluriannuelle des études

La programmation proposée sera ajustée chaque année en fonction de l'avancée des 1ères études, de l'évolution des démarches territoriales et des discussions sur certains sous-bassins afin d'étudier des solutions de renforcement de la ressource.

Réservoir	Programme 2024	Programme 2025	Programme 2026
Saint-Jean (32)	36 000 €		
Tailluret (40)	42 000 €		
Arrêt-Darré (65-32)	36 000 €		
Gabas (32-40-64-65)	36 000 €		
Miramont (40)	36 000 €		
Balaing (40-64)	36 000 €		
Ayguelongue (40-64)	36 000 €		
Brousseau (40)		36 000 €	
Lourden (40)		36 000 €	
Renung (40)		36 000 €	
Fargues (40)		36 000 €	
Tillac (32)			36 000 €
Cassagnaou (32)			36 000 €
Hagetmau (40)			36 000 €
TOTAL € TTC	258 000 €	144 000 €	108 000 €
TOTAL PROGRAMME	510 000 € TTC		

Plan de financement prévisionnel du programme 2024 :

Réservoir	AEAG taux de participation	AEAG montant de l'aide	CD 32	CD 40	CD 64	CD 65
Saint-Jean	70 % du HT	21 000 €	15 000 €			
Tailluret	70 % du HT	29 400 €		12 600 €		
Arrêt-Darré	50 % du HT	15 000 €	10 710 €			10 290 €
Gabas	50 % du HT	15 000 €	3 360 €	5 880 €	10 920 €	840 €
Miramont	50 % du HT	15 000 €		21 000 €		
Balaing	50 % du HT	15 000 €		7 560 €	13 440 €	
Ayguelongue	50 % du HT	15 000 €		5 880 €	15 120 €	
Total		125 400 €	29 070 €	52 920 €	39 480 €	11 130 €
		258 000 €				

Plan de financement prévisionnel du programme 2025 :

Réservoir	AEAG taux de participation	AEAG montant de l'aide	CD 32	CD 40	CD 64	CD 65
Brousseau	50 % du HT	15 000 €		21 000 €		
Lourden	50 % du HT	15 000 €		21 000 €		
Renung	50 % du HT	15 000 €		21 000 €		
Fargues	50 % du HT	15 000 €		21 000 €		
Total		60 000 €	0 €	84 000 €	0 €	0 €
		144 000 €				





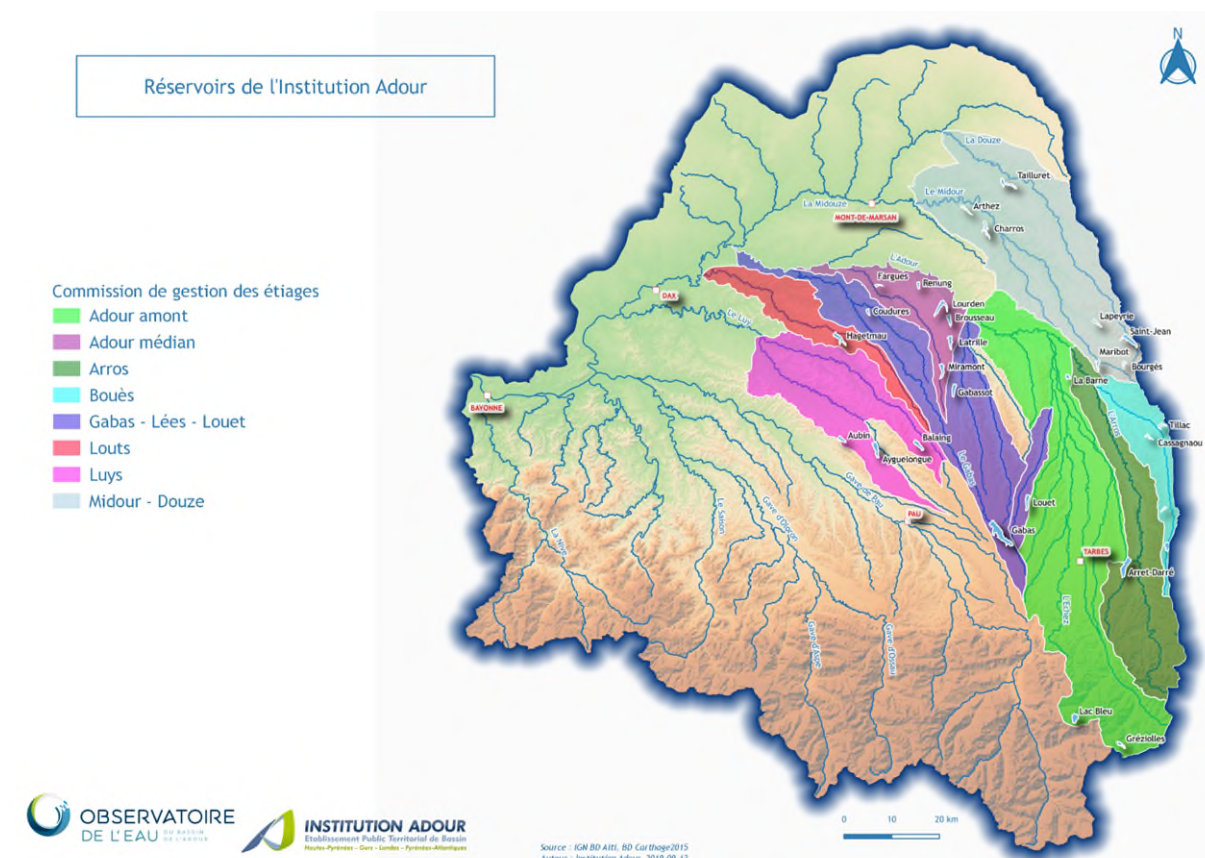
Plan de financement prévisionnel du programme 2026 :

Réservoir	AEAG taux de participation	AEAG montant de l'Aide	CD 32	CD 40	CD 64	CD 65
Tillac	50 % du HT	15 000 €	21 000 €			
Cassagnaou	50 % du HT	15 000 €	21 000 €			
Hagetmau	50 % du HT	15 000 €		21 000 €		
Total		45 000 €	42 000 €	21 000 €	0 €	0 €
		108 000 €				

Clés de répartition proposées au prorata des surfaces autorisées

	Arrêt-Darré (ha)	Gabas (ha)	Balaing (ha)	Ayguelongue (ha)
<i>Total retenu</i>	<i>8 184</i>	<i>6 909</i>	<i>1 400</i>	<i>1 440</i>
CD 32	51%	16%		
CD 40		28%	36%	28%
CD 64		52%	64%	72%
CD 65	49%	4%		

Plan de situation :





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2024

FICHE DE PROPOSITION n° 31

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétence historique	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource en eau

Intitulé de l'opération :

Programme d'actions du projet de territoire pour la gestion de l'eau du bassin versant du Midour (PTGE Midour) : études de valorisation de réservoirs ASA Midour

Zone d'influence :

Sous-bassins versants de la Ribерette et du Midour gersois

Description de l'opération :

Origine

Le PTGE Midour a été validé à l'unanimité en mars 2020.

Ce programme comprend une soixantaine d'actions (réparties en 4 principales familles) ayant pour objectif de résorber le déséquilibre quantitatif estimé à 10,1 Mm³ en 2050 dans un scénario tendanciel :

- économies d'eau liées à l'amélioration des matériels et de l'efficacité de gestion (3 Mm³),
- amélioration des pratiques pour augmenter la rétention de l'eau dans les sols (1,75 Mm³),
- réutilisation des eaux usées traitées des stations d'épuration de Mont de Marsan-Conte, Nogaro et Villeneuve de Marsan (2,15 Mm³),
- augmentation de la ressource stockée par sécurisation du remplissage des capacités actuelles des réservoirs de soutien d'étiage (RSE) par pompage hivernal dans les cours d'eau (2,1 Mm³), augmentation de la capacité de 2 RSE (650 000 m³), et **création de nouvelles capacités de stockages au moyen de retenues déconnectées à remplissage hivernal par pompage dans les cours d'eau (450 000 m³).**

Buts

Dans la logique de cette augmentation des capacités de stockage, il convient de vérifier si des ouvrages collectifs déjà existants ne pourraient pas remplir en tout ou partie cet objectif, pour éviter la création de nouveaux aménagements.

Cette opération a donc pour but de vérifier la faisabilité technique, environnementale, foncière, réglementaire et financière d'optimisation de certaines retenues collectives dont une partie du volume pourrait être affectée à de la substitution directe ou au soutien d'étiage multi-usages au bénéfice global -direct et indirect - de tout le territoire du Midour.



Contenu

1^{ère} étape : Animation (*cette prestation est incluse dans l'animation PTGE Midour*) :

Reprendre et poursuivre la 1^{ère} phase d'animation initiée au printemps 2023 avec le syndicat de rivière des bassins versants du Midour et de la Douze et la Chambre d'agriculture du Gers, pour rencontrer les représentants d'ASA et leur présenter l'objectif recherché et la démarche :

- pour les propriétaires de réservoirs, vérifier la faisabilité technique d'optimisation/réhausse et définir des modalités de gestion partenariale,
- pour les principales structures préleveuses ne disposant pas de ressource propre, étudier les possibilités de rapprochement avec une structure voisine disposant d'une ressource partiellement utilisée, ou sinon prélocaliser une implantation idéale d'une retenue déconnectée à remplissage hivernal.

2^{ème} étape : prestations externes pour étudier la faisabilité de réhausses et/ou remplissage hivernal de réservoirs collectifs :

1/ études techniques : topographie, géotechnie, hydrologie, hydraulique

2/ études environnementales (habitats, espèces floristiques ou faunistiques protégés autour de la cuvette)

3/ étude foncière (identification des propriétaires riverains et acceptabilité)

4/ contraintes réglementaires et financières

5/ estimation des coûts d'investissements et de fonctionnement

Interventions antérieures :

PTGE Midour : programme d'actions validé en 2020

Premiers contacts avec 4 ASA au printemps 2023

Échéance - Délais :

12 mois à compter du lancement de l'étude

Coût de l'opération : 192 000 € TTC

Aménagement	Prestations	Coût TTC estimé
Optimisation / réhausse réservoirs collectifs au nombre de 5	Études techniques 20 400 € x 5	102 000 €
	Études environnementales (habitats, flore, faune, sur 4 saisons) 18 000 € x5	90 000 €
	Études foncières , réalisation d'inventaire parcellaire et contraintes (ingénierie Institution Adour pour un coût d'environ 5 000 €)	
	Contraintes réglementaires et financières 2000 (ingénierie Institution Adour pour un coût d'environ 2 000 €)	
	Ces couts d'ingénierie IA sont financés au travers de la fiche programme animation du PTGE Midour	
TOTAL TTC		192 000 €

Plan de financement prévisionnel :

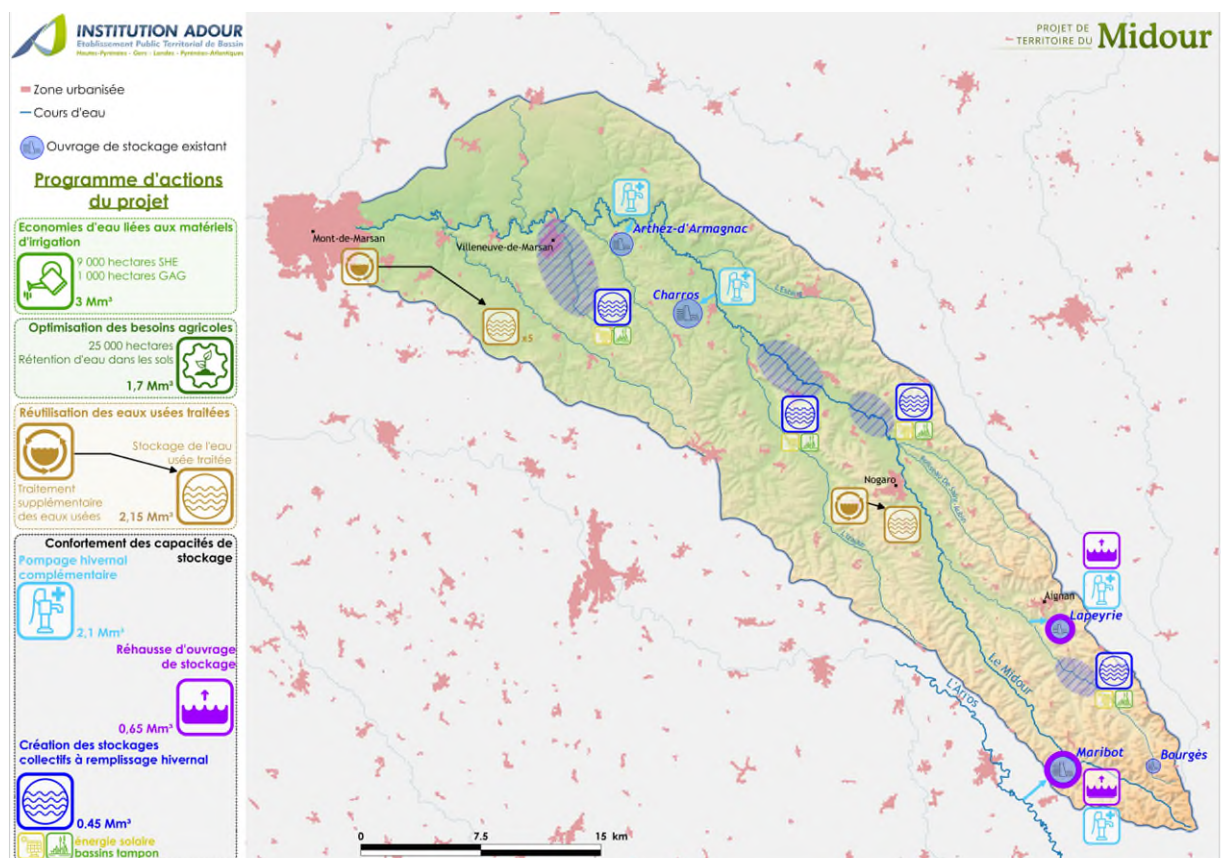
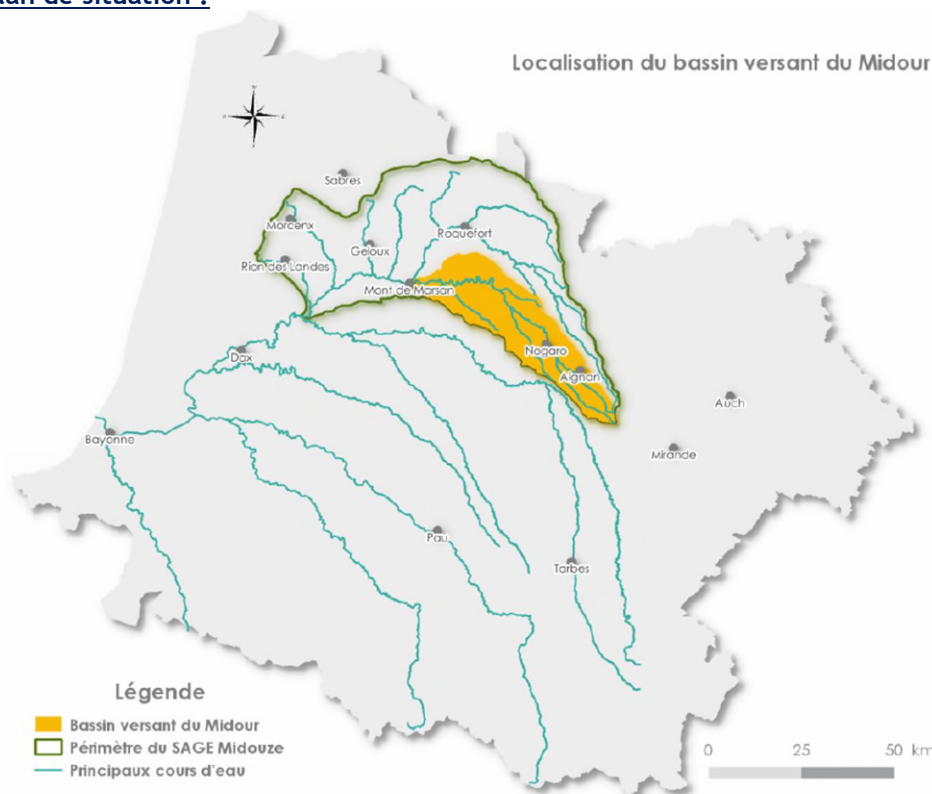
	Taux	Montant
Agence de l'eau Adour-Garonne	70% du HT	112 000 €
Institution Adour, dont		80 000 €
Département du Gers	45 %*	36 000 €
Département des Landes	55 %*	44 000 €

*clé de répartition proposée pour les actions du PTGE Midour





Plan de situation :





INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2024

FICHE DE PROPOSITION n° 33

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource en eau

Intitulé de l'opération :

Projet de territoire pour la gestion de l'eau de la Douze : phase d'élaboration Bilan besoins-ressources (BBR)

Zone d'influence :

Sous-bassin versant de la Douze

Superficie totale : 1 224 km²

Départements concernés : 32 (21 %), 40 (79 %), les taux entre parenthèses correspondent à la moyenne des taux des critères « superficie relative » et « déséquilibre quantitatif » (selon BBR Midouze 2008)

Description de l'opération :

Origine

Les projets de territoire pour la gestion de l'eau émanent de l'instruction gouvernementale du 4 juin 2015 concernant le financement des stockages d'eau, modifiée par l'instruction du Gouvernement du 7 mai 2019. Ces démarches reposent sur une approche globale et coconstruite de la ressource en eau et ont pour objectif d'aboutir à un programme d'actions permettant d'atteindre dans la durée un équilibre entre besoins et ressources disponibles en respectant la bonne fonctionnalité des écosystèmes aquatiques, en préservant la qualité de la ressource en eau et en anticipant le changement climatique et en s'y adaptant.

Le 4 novembre 2015, la commission locale de l'eau du SAGE Midouze a délibéré pour confier le portage de l'élaboration du PTGE à l'Institution Adour à travers la mise en place d'un comité de pilotage spécifique « local ». Par délibération du 28 janvier 2021, le conseil syndical de l'Institution Adour a décidé d'engager la démarche de PTGE sur le bassin versant de la Douze. Par la suite, la CLE Midouze a délibéré le 22 février 2021 la validation du lancement de la démarche.

Buts

L'actualisation du bilan besoins-ressources (BBR) est prévu lors de la phase d'élaboration du PTGE Douze, car le dernier BBR en date a été établi dans le cadre du SAGE Midouze en 2008.

L'actualisation permettra de mettre à jour le déséquilibre quantitatif du territoire et d'intégrer le changement climatique afin d'estimer les besoins à une échéance à fixer par les acteurs. Ces connaissances sont des prérequis pour l'élaboration du programme d'actions et respecter les objectifs de l'outil PTGE.

Le bilan besoins-ressources permettra d'appréhender l'impact des grandes familles d'actions (économie d'eau, changement de pratiques agricoles, mobilisation de ressource complémentaires, ...) sur le déficit du territoire grâce au changement de certains paramètres d'entrée du modèle.



Contenu

Prestation d'études - modélisation pour quantifier les déséquilibres par sous-bassins, sur la base d'hypothèses coconstruites ou validées par les acteurs, en vue d'orienter la mise en place du programme global d'actions qui devra permettre de résorber le déséquilibre à l'échéance souhaitée par les acteurs.

Échéance - Délais :

18 mois

Coût de l'opération : 102 000 € TTC (85 000 € HT)

Plan de financement prévisionnel :

	Dépenses éligibles	Montant aide
Agence de l'eau Adour-Garonne (70% du HT)	85 000 €	59 500 €
Région Occitanie (20 % du TTC après application d'une clé de répartition de 24 %*)	24 480 €	4 896 €
Autofinancement Dont Département 32 (21%**) Dont Département 40 (79%***)		37 604 € 7 897 € 29 707 €
TOTAL		102 000 €

*24% de la superficie du territoire concerné par le PTGE Douze se situe en Occitanie

** Le pourcentage est égal à la moyenne de la surface relative (291 km², soit 24 %) et du déséquilibre quantitatif indiqué sur le scénario 2d du BBR Midouze 2008 (0,8 Mm³, soit 19 %).

*** Le pourcentage est égal à la moyenne des pourcentages de la surface relative (933 km², soit 76 %) et du déséquilibre quantitatif indiqué sur le scénario 2d du BBR Midouze 2008 (3,5 Mm³, soit 81 %).





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2024

FICHE DE PROPOSITION n° 34

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource en eau

Intitulé de l'opération :

Projet de territoire pour la gestion de l'eau de la Douze (phase d'élaboration)
Prestation externe - étude Socio-économique

Zone d'influence :

Sous-bassin versant de la Douze

Superficie totale : 1 224 km²

Départements concernés : Gers (21 %), Landes (79 %), les taux entre parenthèses correspondent à la moyenne des taux des critères « superficie relative » et « déséquilibre quantitatif » (selon BBR Midouze 2008)

Description de l'opération :

Origine

Les projets de territoire pour la gestion de l'eau émanent de l'instruction gouvernementale du 4 juin 2015 concernant le financement des stockages d'eau, modifiée par l'instruction du Gouvernement du 7 mai 2019. Ces démarches reposent sur une approche globale et coconstruite de la ressource en eau et ont pour objectif d'aboutir à un programme d'actions permettant d'atteindre dans la durée un équilibre entre besoins et ressources disponibles en respectant la bonne fonctionnalité des écosystèmes aquatiques, en préservant la qualité de la ressource en eau et en anticipant le changement climatique et en s'y adaptant.

Le 4 novembre 2015, la commission locale de l'eau de la Midouze a délibéré pour confier le portage de l'élaboration du PTGE à l'Institution Adour à travers la mise en place d'un comité de pilotage spécifique « local ». Par délibération du 28 janvier 2021, le conseil syndical de l'Institution Adour a décidé d'engager la démarche de PTGE sur le bassin versant de la Douze. Par la suite, la CLE de la Midouze a délibéré le 22 février 2021 la validation du lancement de la démarche.

Buts

L'analyse économique dans le cadre d'un PTGE constitue un élément d'aide à la décision parmi d'autres. Elle a pour but tout comme les autres études réalisées dans ce cadre d'abonder à l'état des lieux du territoire et à son diagnostic et constitue également un prérequis pour l'élaboration du programme d'actions et respecter les objectifs de l'outil PTGE.

L'étude socio-économique permettra d'appréhender l'impact des grandes familles d'actions (économie d'eau, changement de pratiques agricoles, mobilisation de ressource complémentaires, ...) sur le déficit du territoire grâce au changement de certains paramètres d'entrée du modèle.



Contenu

Prestation d'étude pour caractériser les filières économiques de ce territoire qui sont les plus dépendantes de la ressource en eau. Pour chacune de ces filières, elle vise à répondre aux questions suivantes :

- Quelle est l'implantation de la filière sur le territoire ?
- Quelles sont ses retombées économiques pour le territoire ?
- Quelle est sa vulnérabilité au changement climatique, en lien avec ses besoins en eau ?

Cette analyse des filières est précédée d'une analyse globale des dynamiques socio-économiques du territoire et de l'incidence de ces évolutions sur la consommation d'eau. Elle propose aussi plusieurs scénarios d'évolution, avec et sans projet PTGE, et si avec, à différents niveaux d'ambition.

Interventions antérieures :

Animation et communication 2022 et 2023.

Échéance - Délais :

Période de 36 mois

Coût de l'opération :

Étude socio-économique de type INRAE : 100 000 € TTC

Plan de financement prévisionnel :

	MONTANT
Agence de l'eau Adour-Garonne (70% du HT)	58 333 €
Région Occitanie (20 % du TTC après application d'une clé de répartition de 24 %*)	4 800 €
Autofinancement <i>Dont Département 32 (21%*)</i> <i>Dont Département 40 (79%**)</i>	36 867 € 7 742 € 29 125 €
TOTAL TTC	100 000 €

* Le pourcentage est égal à la moyenne de la surface relative (291 km², soit 24 %) et du déséquilibre quantitatif indiqué sur le scénario 2d du BBR Midouze 2008 (0,8 Mm³, soit 19 %).

** Le pourcentage est égal à la moyenne des pourcentages de la surface relative (933 km², soit 76 %) et du déséquilibre quantitatif indiqué sur le scénario 2d du BBR Midouze 2008 (3,5 Mm³, soit 81 %).





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2024

FICHE DE PROPOSITION n° 35

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource en eau

Intitulé de l'opération :

Réservoir de Saint Jean - amélioration de l'auscultation

Zone d'influence :

Bassin versant de la Douze partie gersoise.

Description de l'opération :

Origine

Les débits des drains d'évacuation des bretelles de fondation connectées au filtre central n'ont pas fait l'objet de mesures systématiques avant septembre 2009. Depuis cette date ils sont mesurés, lors des visites d'auscultation. Parmi les dix drains mesurés, il y a six drains qui débitent de manière erratique et dans des proportions très faibles.

Buts

Étant donné le caractère erratique des mesures au niveau des drains en contact avec la fondation, il n'est pas possible de définir un lien entre le débit de drainage et la cote du plan d'eau.

Autrement dit, il n'est pas possible de définir avec certitude l'origine de l'eau mesurée dans les drains. Cette eau pourrait provenir soit du drain cheminé, soit de la fondation ou soit des deux, bien qu'il soit beaucoup plus probable qu'étant donné l'âge récent au sens hydrogéotechnique du barrage et le bon état apparent du remblai, les eaux proviennent uniquement de la fondation.

Au vu de l'évolution erratique du débit de drainage, il serait souhaitable de réhabiliter les drains à pente inversée, et intéressant de créer quelques piézomètres ouverts en pied de barrage. Le niveau piézométrique des piézomètres en pied de barrage pourrait être corrélé avec le débit d'exhaure des drains.

Contenu

Prestation de maîtrise d'œuvre et travaux

Maître d'œuvre :

Bureau d'étude agréé

Echéance - Délais :

31 décembre 2024



Coût de l'opération : 80 000 € HT

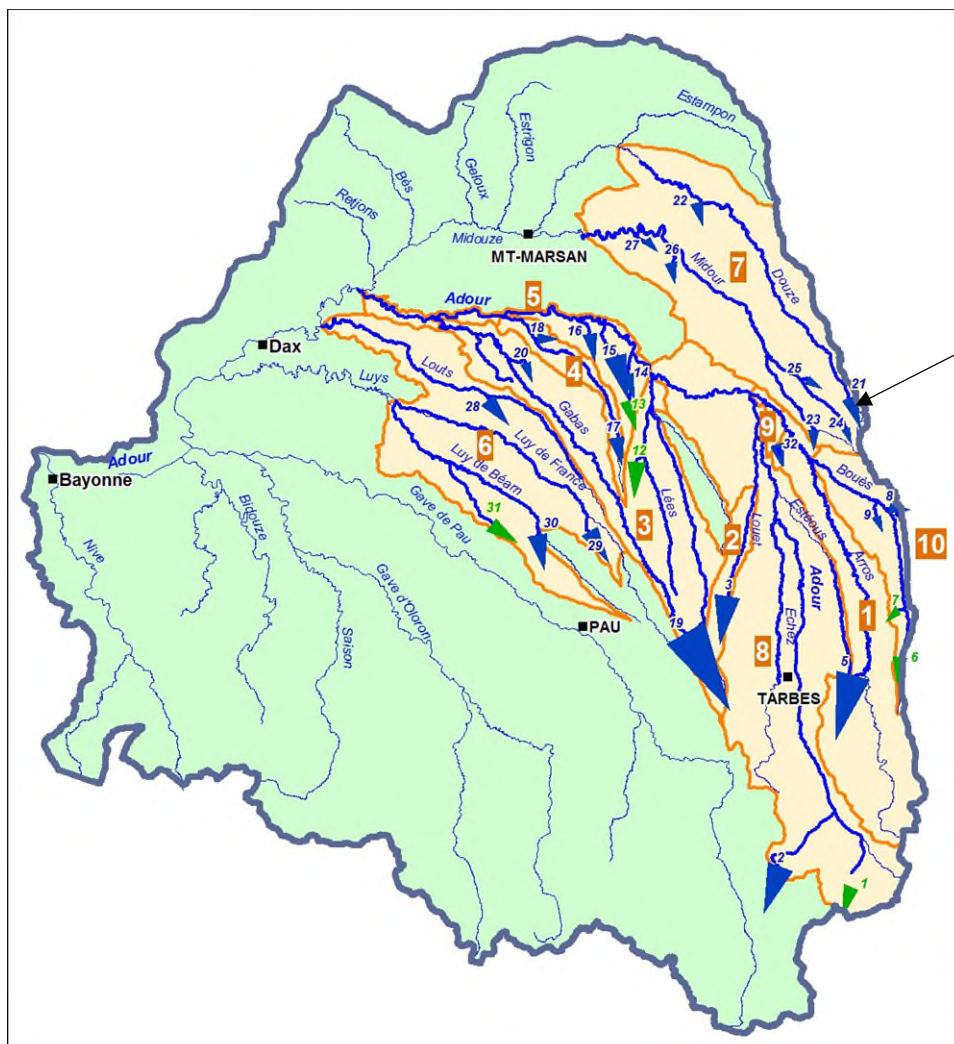
Maitrise d'œuvre : 20 000 € HT

Travaux : 60 000 € HT

Plan de financement prévisionnel :

Département du Gers 100 %

Plan de situation :



Saint Jean





INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2024

FICHE DE PROPOSITION n° 36

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource en eau

Intitulé de l'opération :

Stockages fonciers dans le cadre de la mise en œuvre de projets de ressources en eau

Zone d'influence :

Bassin versant de l'Adour : Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Description de l'opération :

Origine

Projets de ressources en eau portés par l'Institution Adour et inscrits dans les démarches de concertation :

- SAGE Midouze : projet de réservoir Grand Tailluret
- SAGE Adour amont : projets de réservoirs Louet2, Ousse, Géline, Cannet, Corneillan
- PTGE Midour : projet de réutilisation des eaux usées traitées de la station d'épuration de Conte pour l'irrigation sur le bassin versant du Ludon - projets de rehausses des réservoirs de Maribot et Lapeyrie et pompages pour le remplissage des réservoirs de Maribot, Lapeyrie, Charros et Arthez
- ...

Buts

Pour mener à bien les différents projets de confortement ou de création de ressource mais aussi pour assurer la compensation foncière et environnementale de ces mêmes projets, il convient d'acquérir du foncier.

Afin de constituer des stocks de foncier cohérent les services départementaux des SAFER appuient et accompagnent l'Institution Adour au travers de conventions cadres.

Contenu

Achat ou stockage via les SAFER de parcelles dans le cadre de projets liés à la ressource en eau.

Coût du programme 2024 : 1 195 500 €

À ce jour, deux opportunités sont connus :

- projet de réservoir de l'Ousse: La SAFER Occitanie a informé l'Institution Adour d'une vente sur les communes d'Aureilhan et Orleix dans les Hautes-Pyrénées, surface 28ha 58a 08ca, prix principal d'acquisition de 762 000 € (les frais d'acquisitions et la rémunération SAFER seront à rajouter). Cette proposition doit être étudiée par le bureau de l'Institution Adour lors de sa réunion du 17 janvier 2024.



- projet de réutilisation des eaux usées traitées de la station d'épuration de Conte pour l'irrigation sur le bassin versant du Ludon : Stock BARBE, surface 34ha 46a 67ca, montant estimé du préfinancement sollicité 394 275,50 € (la rémunération SAFER pour 38 900 € et des frais financiers de stockage seront à rajouter). Le bureau de l'Institution Adour a validé cette proposition de stockage lors de sa réunion du 19 juillet 2023. La date prévisionnelle d'acquisition est le 31 mars 2024.

Plan de financement prévisionnel

Projet	CD 32	CD 40	CD 65
Stockage REUSE		433 500 €	
Stockage Ousse	152 400 €		609 600 €
TOTAL	1 195 500 €		





INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2024

FICHE DE PROPOSITION n° 37

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Risques fluviaux

Intitulé de l'opération :

Action 1.2 du PAPI de l'agglomération dacquoise : recueil des données existantes et acquisition de nouvelles informations - étude historique de l'Adour sur la partie aval du PAPI de l'agglomération dacquoise et mise à jour du modèle hydraulique

Zone d'influence :

Périmètre du PAPI de l'agglomération dacquoise (28 communes)

Description de l'opération :

Origine

Suite à la révision à mi-parcours du programme d'actions de prévention des inondations de l'agglomération dacquoise, de nouvelles opérations ont été intégrées au plan d'actions et seront mises en œuvre dès 2024. Il s'agit d'une part de réaliser la suite de l'étude historique sur le reste du territoire, ayant été déjà terminée sur la partie amont, et qui a permis de mieux appréhender le rapport aux inondations depuis le 18^{ème} siècle ; et d'autre part de prévoir l'actualisation du modèle hydraulique créé en 2018 sur le périmètre du PAPI, afin d'avoir les données à jour et ainsi garder son utilisation optimale.

Buts

L'objectif est de collecter les données sur les inondations pour l'ensemble du territoire du PAPI dans l'optique de sensibiliser la population locale et que pour disposer des meilleures connaissances sur les phénomènes et ainsi mieux appréhender les événements.

Contenu

L'étude historique fera l'objet d'une prestation de service et sera menée sur le périmètre du PAPI n'ayant pas fait l'objet de la précédente étude (de Dax à Saubusse et les communes du Luy). Un travail de recherches d'archives, de centralisation des données et de synthèse écrite et cartographique est attendu.

La mise à jour du modèle hydraulique également externalisé par un bureau d'étude hydraulique afin de mettre à jour le logiciel ainsi que les éléments de topographie liés aux digues qui seront à actualiser suite aux travaux de confortement prévus sur les ouvrages.

Interventions antérieures :

Stage en 2021 pour le recueil de données : 3 860 € TTC

Prestation pour la réalisation de l'étude historique de l'Adour et ses affluents sur une partie du territoire : 23 400 € TTC



Mise à jour du modèle hydraulique pour étendre le périmètre : 10 368 € TTC

Echéance - Délais :

Les prestations démarreront au premier semestre 2024.

Coût de l'opération : 44 000 € TTC

Plan de financement prévisionnel :

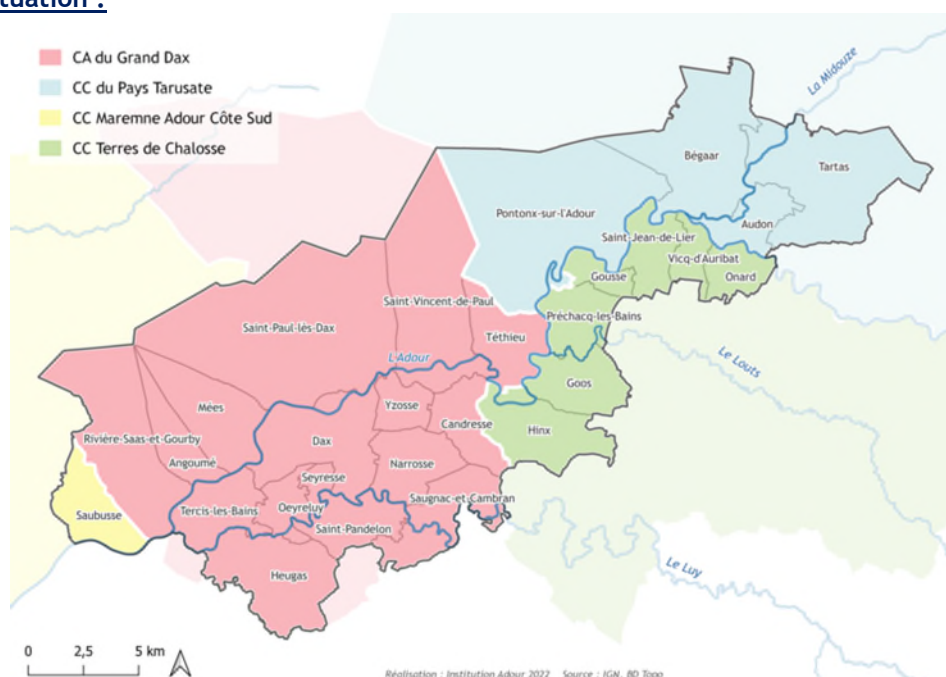
Numéro d'action du PAPI	Coût TTC	% Part. État FPRNM		% Part. FEDER		% Part. Autofinancement		
1.2 : Recueil des données existantes et acquisition de nouvelles informations	44 000 €	50%	22 000 €	30%	13 200 €	20%	8 800 €	EPCI-FP*

* Le reste à charge sera réparti entre les 4 EPCI-FP selon la clef de répartition établie pour les charges mutualisables soit

Communauté d'agglomération Grand Dax (CAGD)	76,22 %	6 708 €
Communauté de communes Terres de Chalosse (CCTC)	8,46 %	744 €
Communauté de communes Pays Tarusate (CCPT)	13,08 %	1 151 €
Communauté de communes Maremne Adour côte-Sud (MACS)	2,24 %	197 €
Autofinancement		8 800 €

Vu les montants engagés la participation des EPCI-FP sera appelée à la fin de l'opération globale sur le montant de dépenses réellement engagées et déduction faite des financements publics perçus.

Plan de situation :



Réalisation : Institution Adour 2022 Source : IGN, BD Topo





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2024

FICHE DE PROPOSITION n° 38

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Biodiversité

Intitulé de l'opération :

« Montée en gamme » de la Maison de l'eau (Jû-Belloc, 32)

Zone d'influence :

- PETR Pays du Val d'Adour et collectivités voisines
- Influence sur les départements 32, 65, 64 et 40

Description de l'opération :

Origine

La création de la « Maison de l'eau » à Jû-Belloc (32), en 2005 répondait, initialement, à un double objectif : (1) offrir un lieu de travail adapté pour les techniciens de l'Institution Adour et créer un pôle de rencontre, d'animation et de formation pour l'ensemble des acteurs de l'eau sur le territoire ; (2) accueillir et sensibiliser le public au site naturel, en particulier les jeunes publics (scolaire, périscolaire, extrascolaire).

Buts

Suite à l'ouverture des actions de sensibilisation, et aux actions d'acteurs locaux pour une structuration d'une offre touristique, l'Institution Adour a engagé, à partir de 2018, avec ses membres (départements) et partenaires (collectivités territoriales, et groupements, associations d'animation, CDT, etc.), des démarches de « montée en gamme de la Maison de l'Eau », pour un meilleur accueil des publics actuels et à venir.

Contenu

Le maître d'œuvre a rendu l'avant-projet sommaire (APS), qui intègre les éléments issus de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

La montée en gamme se concentrerait sur 2 des « niveaux » envisagées dans l'étude menée par l'agence Scarabée : le « niveau 1 » est celui des « abords immédiats » de la Maison de l'eau et de l'esplanade entre les bâtiments et l'Adour ; le « niveau 2 » comprend des courtes boucles de découverte et de randonnée au départ de la Maison, l'aménagement des accès, etc.

Au regard de leurs compétences respectives, l'Institution Adour a décidé de financer les investissements sur la Maison de l'eau, les bâtiments connexes, l'esplanade et les abords immédiats, et le Département du Gers, les aspects plus « touristiques ». Les acteurs locaux s'engageraient, eux, à couvrir les dépenses de fonctionnement liées à ces nouvelles missions et nouveaux usages du site.

**NB**

La présente fiche est établie sur les éléments techniques et financiers de cet APS, dans l'attente de la finalisation de l'avant-projet définitif (APD), actuellement en cours d'élaboration par le maître d'œuvre.

Interventions antérieures :

- étude préliminaire des perspectives d'évolution du site et de scénarios de visites (agence Scarabée)
- regard complémentaire des CAUE 32 et 65
- mission de maîtrise d'œuvre [en cours] sur l'évolution architecturale des bâtiments et paysagère du site (« Sébastien Bonnier Architecte » et « Semence Nature »)
- mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la structuration et la définition des parcours de visite (« Tikopia », « Patrimoine 65 » et « Sébastien Pradel Designer »)
- études et diagnostics techniques (étude géotechnique pour le projet d'embarcadère ; étude d'assainissement ; diagnostics plomb et amiante ; contrôle technique)

Maître d'œuvre :

Prestataire

Échéance - Délais :

- Remise de l'avant-projet définitif au 1^{er} trimestre 2024
- Élaboration du budget définitif : 2^{ème} trimestre 2024
- Travaux envisagés en 2025

Coût de l'opération : 537 600 € HT

Dépenses prévisionnelles (€ HT) établies en mai 2022, sur la base de l'APS élaboré par le maître d'œuvre

	Niveau 1	Niveau 2	Total
Travaux bâtiments, aménagements, plantations, etc.	291 600 €	97 100 €	388 700 €
Mobilier, signalétique, accueil, information		85 000 €	85 000 €
Honoraires, bureaux d'études, etc.	29 150 €	34 750 €	63 900 €
TOTAL	320 750 €	216 850	537 600 €

Plan de financement prévisionnel :

	Europe / Leader (48 %)	Occitanie (25 %)	Autofinancement (27 %)	Total
Niveau 1	153 960 €	80 187 €	86 603 €	320 750 €
Niveau 2	104 088 €	54 212 €	58 550 €	216 850 €
Total	258 048 €	134 399 €	145 153 €	537 600 €





Financement de la part résiduelle de l'Institution Adour :

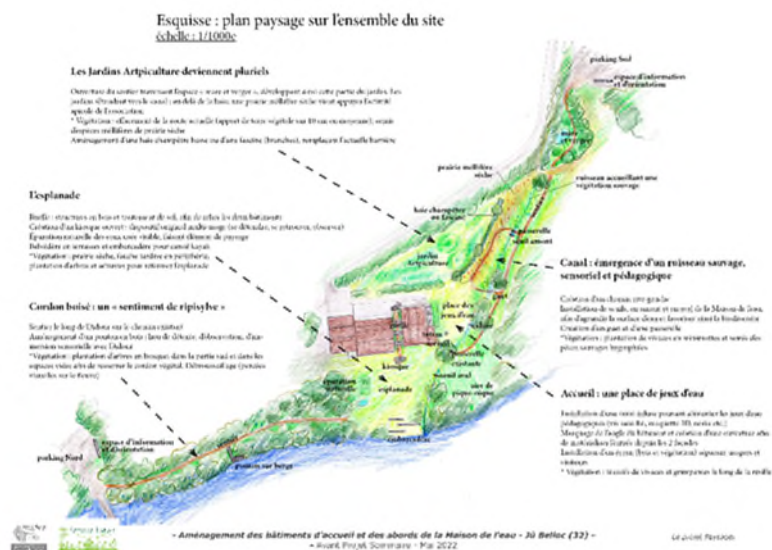
	CD32	CD40	CD64	CD65
Niveau 1	45 %	15 %	15 %	25 %
	38 971 €	12 991 €	12 991 €	21 650 €
Niveau 2	100 %			
	58 550 €			
Total	97 521 €	12 991 €	12 991 €	21 650 €

Plan de situation :

Perspectives d'organisation de la Maison de l'eau et des abords (source : étude par l'agence Scarabée, 2019)



Perspectives d'organisation de la Maison de l'eau et des abords (source : avant-projet sommaire, 2021)





FICHE DE PROPOSITION n° 39

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétence obligatoire	Comité syndical

Type d'opération :

Administration générale

Intitulé de l'opération :

Acquisition et aménagement de nouveaux locaux pour déménager le siège de l'Institution Adour

Zone d'influence :

Bassin de l'Adour

Description de l'opération :

Origine

À la création de l'Institution Adour, le lieu retenu pour la localisation du siège a été fixé à Mont-de-Marsan.

En 2005, l'Institution Adour avait procédé à l'acquisition et à la rénovation de locaux à usage de bureaux au 15 rue Victor Hugo à Mont-de-Marsan (anciens locaux de l'ADAPEI). Ces locaux de 310 m² étaient dimensionnés pour accueillir une quinzaine d'agents.

Au vu de l'accroissement des effectifs des services de l'Institution Adour, en lien avec l'accroissement des missions confiées à l'EPTB (PTGE, SAGE, PAPI, ...), et avec l'appui du Département des Landes qui disposait de locaux vacants, il a été procédé en 2018 au déménagement des locaux du siège de l'Institution Adour. Les locaux du 15 rue Victor Hugo, devenus vacants, ont été mis à disposition du Département en vue d'y accueillir son service de médecine préventive et de prévention des risques professionnels, et en contrepartie, le Département a mis à disposition gracieusement les locaux dont il disposait par location du 38 rue Victor Hugo, plateaux R+1 et R+2 d'une surface utile de 330 m² soit un équivalent de 23 postes de travail.

À l'été 2019, le Département des Landes a procédé à l'acquisition des locaux du rez-de-chaussée côté rue du 38 rue Victor Hugo. Par acte administratif établi avec l'Institution Adour, ces locaux ont été échangés avec ceux du 15 rue Victor Hugo avec versement par le Département des Landes d'une soulte de 205 000 €.

En juillet 2019, l'aménagement des locaux du rez-de-chaussée côté rue du 38 rue Victor Hugo a été finalisé pour un coût d'opération de 65 000 € (incluant divers travaux complémentaires annexes : toiture du 15, câblage des étages, ...).

En 2020, a été finalisée l'acquisition des locaux de l'arrière du rez-de-chaussée du 38 rue Victor Hugo pour 35 000 € et 1 714 € de frais d'acte.

Sur les opérations immobilières antérieures, si les frais divers liés à l'aménagement des locaux du 38 et aux réparations des locaux du 15 sont déduits, le restant de la soulte versée par le Département des Landes est de 98 286,06 €.

Les locaux du siège de l'Institution Adour étant vétustes, mal isolés et devenus exigus, une étude a été conduite pour évaluer les coûts de rénovation et d'agrandissement. Elle conduit à évaluer un coût



d'opération de 2 010 000 € HT à 3 000 000 € HT, ainsi qu'une durée de travaux de 25 à 31 mois (dont 16 à 18 mois durant lesquels les services devront être relocalisés temporairement). Une solution de construction d'un bâtiment neuf a donc été étudiée.

Buts

L'opération d'acquisition en VEFA de deux plateaux et d'aménagement de ces locaux vise à relocaliser les locaux du siège de l'Institution Adour dans un bâtiment plus sobre d'un point de vue énergétique.

Contenu

L'opération prévoit l'acquisition de deux plateaux de 350 m² chacun, dans un ensemble composé de 4 plateaux sur deux niveaux, reliés par un escalier et une coursière, implantés dans la périphérie de l'agglomération montoise, sur le site d'Agrolandes.

Les deux plateaux seront achetés à la SATEL (société d'aménagement des territoires et d'équipement des Landes) en VEFA. Les deux autres plateaux seront achetés par la FDCUMA des Landes et des Pyrénées-Atlantiques pour l'un, et par le syndicat mixte Agrolandes pour l'autre. L'ensemble sera géré dans le cadre d'une division en volumes



Interventions antérieures :

Mission de programmation pour la rénovation des locaux de l'Institution Adour

Échéance - Délais :

Démarrage du chantier début 2024 et livraison au 1^{er} trimestre 2025

Coût de l'opération : 2 295 600 € TTC

Les coûts prévisionnels de cette opération seraient les suivants :

	Montant HT	Montant TTC
VEFA	1 700 000,00 €	2 040 000,00 €
Frais notaire	51 000,00 €	51 000,00 €
Équipements, infrastructures et réseaux	53 833,33 €	64 600,00 €
Aménagement et ameublement	116 166,67 €	140 000,00 €
Total	1 921 500,00 €	2 295 600,00 €





Plan de financement prévisionnel :

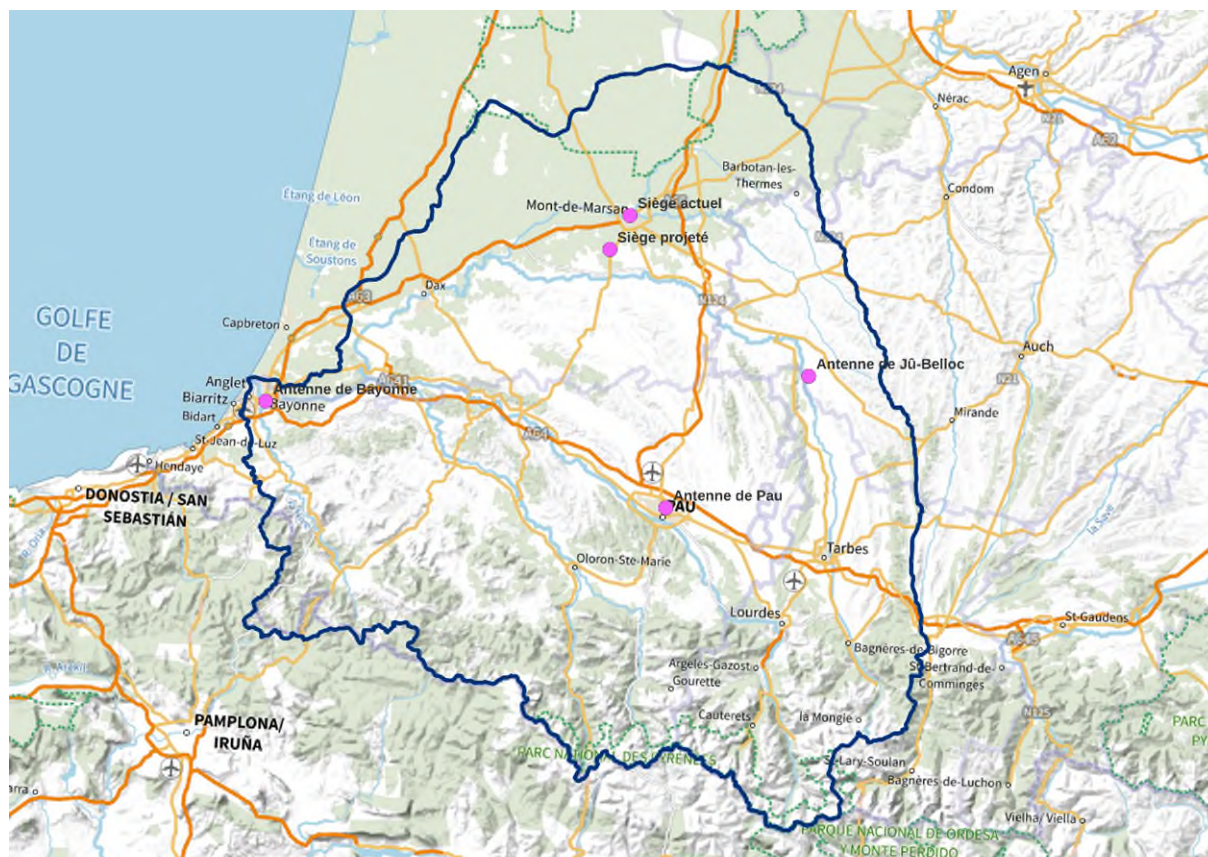
Subvention agence de l'eau (10% du HT)	192 150,00 €
Avance remboursable agence de l'eau (60% du HT)	1 152 900,00 €
Produit de la vente des bâtiments actuels et autofinancement sur excédent capitalisé	251 000,00 €
Prêt immobilier	325 450,00 €
Total	1 921 500,00 €

L'avance remboursable apportée par l'Agence sera à rembourser sur 20 ans avec un différé de 3 ans. Cela représentera une échéance annuelle de 57 645,00 €.

Une consultation va être lancée pour le prêt immobilier. Ce prêt est lui aussi envisagé sur 20 ans avec la première échéance annuelle en 2025.

Le reste à charge incombant à l'Institution Adour sera financé au travers des charges générales de fonctionnement par les Départements, la Région Nouvelle-Aquitaine, les EPCI-FP et les syndicats membres avec application de la clé de répartition statutaire.

Plan de situation :





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2022

FICHE DE PROPOSITION n° 46bis

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource en eau

Intitulé de l'opération :

Travaux d'équipement sur le réservoir du Lac Bleu permettant la réalimentation de l'Adour amont

Zone d'influence :

Sous-bassin versant de l'Adour amont

Description de l'opération :

Origine

Le Lac Bleu est géré dans le cadre d'une convention de transfert de gestion signée entre l'Etat représenté par la préfecture des Hautes-Pyrénées et l'Institution Adour le 25 juillet 2013.

Cette convention précise d'une part que tous les matériels et équipements pouvant être démontés, non nécessaires à la sécurité intrinsèque de l'ouvrage et son fonctionnement, restent propriétés de l'Institution Adour.

D'autre part elle précise que l'Institution Adour exerce les missions :

- d'exploitation et de maintenance des installations et équipements dont elle est le propriétaire,
- de modernisation et développement de ces mêmes installations et équipements.

Actuellement c'est la CACG qui assure l'exploitation du Lac Bleu dans le cadre d'un marché de prestations de service pour la gestion globale sur le bassin versant de l'Adour et de ses affluents en amont d'Aire-sur-l'Adour.

Dans ce cadre la CACG a identifié des travaux d'entretien et de renouvellement des équipements à réaliser sur l'ouvrage et ses annexes. Ces travaux ont été portés à connaissance de l'Institution Adour et des services de l'Etat dans le rapport annuel d'exploitation.

La répartition de la maîtrise d'ouvrage de ces travaux d'entretien et de renouvellement a aussi été défini et partagé entre l'exploitant, l'Etat et l'Institution Adour.

Buts

La réalisation de travaux d'équipement pour la gestion du Lac Bleu revient à l'Institution Adour.

Contenu

Travaux :

- création du stock de la turbine et de son coffret

**Échéance - Délais :**

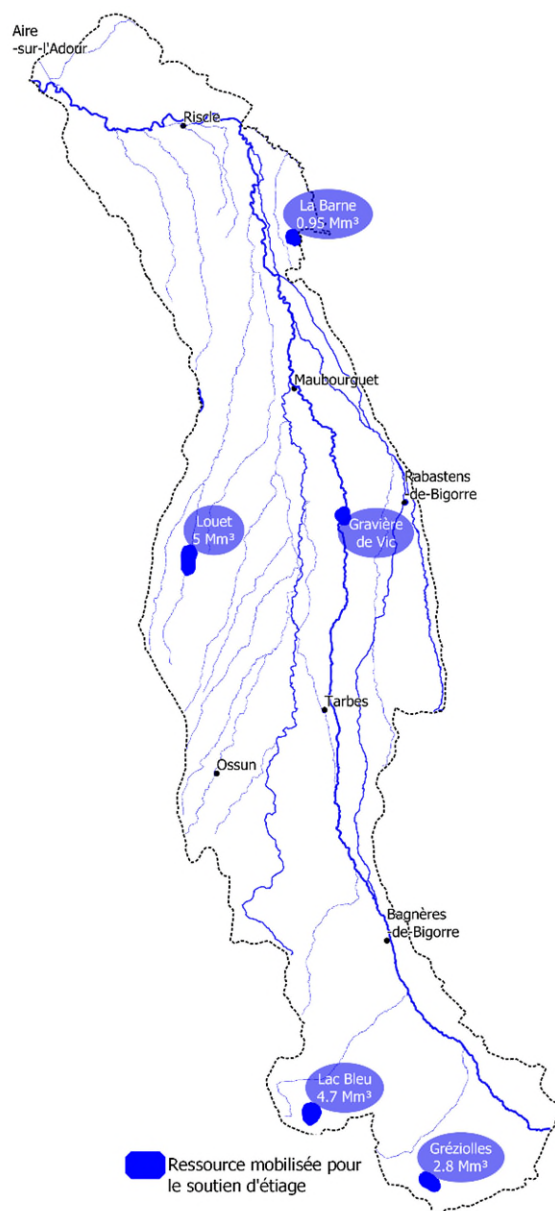
31 décembre 2024

Coût de l'opération : 8 500 € HT

(pm précédemment présenté à 6 700 € HT)

Plan de financement prévisionnel :

Département des Hautes-Pyrénées	66,66 %	5 666 €
Département du Gers	33,34%	2 834 €
TOTAL		8 500 €

Plan de situation :



INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2022

FICHE DE PROPOSITION n° 47bis

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétence historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource en eau

Intitulé de l'opération :

Travaux d'équipement sur la gravière de Vic-en-Bigorre permettant la réalimentation de l'Adour amont

Zone d'influence :

Sous-bassin versant de l'Adour amont

Description de l'opération:

Origine

Un dispositif de pompage a été installé de façon pérenne sur le plan d'eau de la gravière de Vic-en-Bigorre en 2012 : réalimentation pour le soutien d'étiage de l'Adour amont.

Ce dispositif fonctionnant par siphon, et en télégestion, est alimenté en électricité via des panneaux solaires et des batteries.

Aujourd'hui certains panneaux solaires ne fonctionnent plus et la fiabilité de l'alimentation électrique pour le démarrage du siphon n'est pas garantie par cette installation solaire. Un groupe électrogène est nécessaire depuis plusieurs années.

Buts

Afin de sécuriser le fonctionnement de ce pompage il est proposé de procéder au raccordement électrique sur le poste déjà en place sur site et servant à l'exploitant de la gravière.

Contenu

Travaux :

- Travaux de mini-pelle
- Travaux de tirage de câbles et pose de regards
- Travaux électriques dont travaux sur armoire électrique et découplage alimentation par les panneaux solaires

Échéance - Délais :

31 décembre 2024

Coût de l'opération : 8 250 € HT

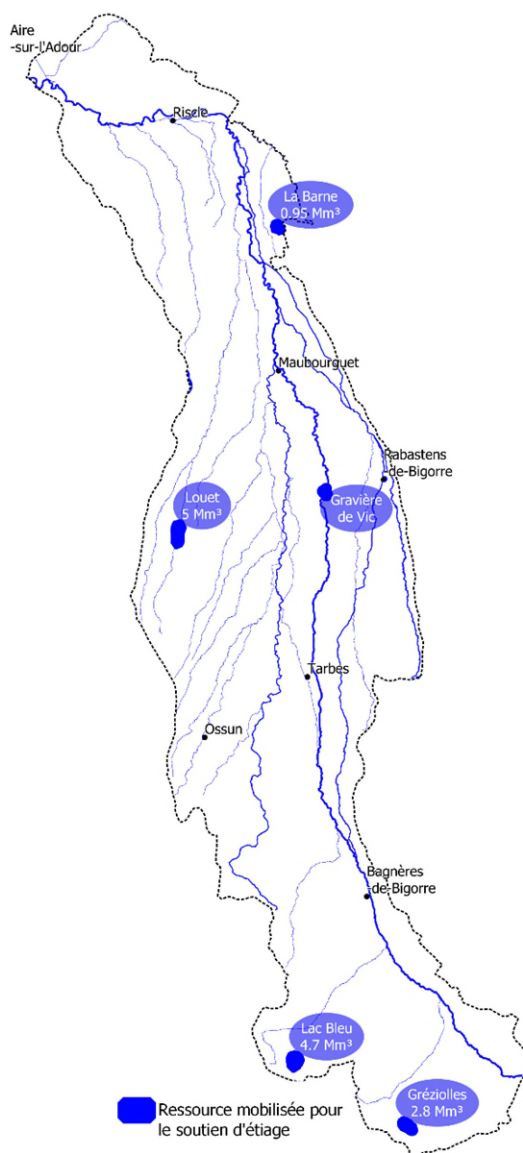
Pour mémoire fiche 47 présentée pour un montant de 6 250 € HT



Plan de financement prévisionnel :

Département des Hautes-Pyrénées	66,66 %	5 500 €
Département du Gers	33,34%	2 750 €
TOTAL		8 250 €

Plan de situation :





INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2023

FICHE DE PROPOSITION n° 39

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Gestion intégrée

Intitulé de l'opération :

Étude de prélocalisation des zones humides du bassin versant de l'Adour et du Département des Landes

Zone d'influence :

Superficie d'influence totale : bassin de l'Adour + département des Landes soit près de 21 200 km²

Départements concernés : 32, 40, 64 et 65.

Surface d'étude : 10 347 km²

Description de l'opération :

Origine

Suite aux études réalisées dans le cadre des SAGE et à la mise en place de bases de données visant à centraliser, capitaliser et mettre à disposition la connaissance sur les zones humides à l'échelle du bassin de l'Adour, l'Institution Adour a acquis une expertise permettant, selon ses prérogatives et à l'échelle de tout le bassin versant de l'Adour, de travailler ce sujet en concertation, dans un principe de coordination globale et de suivi/accompagnement des acteurs et maîtrise d'ouvrages locaux tout en s'impliquant plus concrètement dans des missions d'intérêt pour le territoire.

Buts

En accord avec l'agence de l'eau, une étude sera portée par l'Institution Adour pour produire une donnée de probabilité de présence de zones humides à l'échelle de tous les territoires non encore couverts par ce type d'information. Cette étude vise à améliorer la connaissance à l'échelle du bassin de l'Adour et à favoriser la réalisation d'inventaires de terrain pour confirmer la présence de zones humides.

Au-delà de l'étude de prélocalisation répondant à une sollicitation de l'agence de l'eau mais également à un besoin global d'amélioration des connaissances sur le territoire, l'objectif de ce travail est de poursuivre et consolider le déploiement d'une mission globale et d'une expertise sur les ZH au sein de l'EPTB à mettre au service des territoires du bassin de l'Adour pour :

- A minima suivre et accompagner les démarches menées localement avec le double objectif de coordonner les démarches à l'échelle de tout le bassin et de capitaliser, centraliser et valoriser la donnée utile de manière transversale à l'échelle du bassin de l'Adour ;
- Proposer de porter en lien avec les collectivités locales les démarches d'inventaires, pour leur compte et en partenariat avec elles, dans un principe de mise à disposition de l'ingénierie nécessaire et de mutualisation de moyens ;



- Développer des sujets de travail à l'échelle du bassin de l'Adour pouvant être utiles à l'ensemble du territoire et des acteurs locaux, dans un principe d'approche globale, partagée, concertée : accompagnement de porteurs de projets (LSE, docs d'urba, aménagements, etc.), compensation, intégration dans les plans de gestion, etc. ;
- Développer des réseaux et groupes de travail au sein du bassin entre acteurs intéressés/concernés mais aussi être un relais au niveau des acteurs et réseaux régionaux/nationaux ;
- Etc.

La connaissance acquise sur les zones humides peut être utile pour de nombreux projets de territoire : projet de planification de l'eau (SAGE notamment), documents d'urbanisme, projets d'aménagements, plan de gestion des collectivités compétentes pour la GEMAPI, etc. Il est tout de même important de noter que l'effort d'amélioration des connaissances sur les zones humides n'est cependant que rarement exhaustif et représente une démarche continue.

Contenu

L'étude sera réalisée dans le cadre d'une prestation de service. La méthodologie utilisée alliera des méthodes de calculs numériques couplés à du travail de photointerprétation. La donnée préexistante sera valorisée. Ce travail vise à couvrir tout le territoire investigué par une donnée de probabilité de présence de zones humides (faible, moyenne, forte ou très forte). Ce type de méthode et ses résultats permettent en outre d'impulser la dynamique d'inventaires de terrain, nécessaire pour confirmer la présence de zones humides.

Le travail sera mené sur tout le territoire du bassin de l'Adour et du département des Landes non encore couvert par des démarches similaires, qui seraient déjà réalisées ou en cours. Sur ces derniers, un suivi voire un accompagnement des porteurs de projet est réalisé. Le travail sera mené en concertation avec les collectivités locales du bassin de l'Adour et des Landes et l'objectif final est de pouvoir capitaliser l'ensemble des données produites dans les bases de données de l'Institution Adour.

Interventions antérieures :

Inventaires des zones vertes du SAGE de la Midouze - 2008

Prélocalisation des zones humides du SAGE Adour amont - 2009

Mise en place de bases de données du bassin de l'Adour - 2017

Prélocalisation et inventaire des zones humides du SAGE Adour aval - 2019

Echéance - Délais :

Engagement de l'étude au 2nd semestre 2023.

Durée prévisionnelle estimée : 24 mois.

Coût de l'opération : 240 000 € TTC

Plan de financement prévisionnel :

L'agence de l'eau Adour-Garonne finance l'opération à 80% du montant HT de l'étude. Pour le reste à charge et dans un principe de coordination et solidarité territoriale, il est envisagé de prévoir le partage du résiduel entre les 4 Départements, au prorata des surfaces concernées.

Agence de l'eau Adour-Garonne (80% du HT)	160 000 €
Autofinancement	80 000 €
<i>Dont Département 32 (8 %)</i>	<i>6 400 €</i>
<i>Dont Département 40 (51 %)</i>	<i>40 800 €</i>
<i>Dont Département 64 (29%)</i>	<i>23 200 €</i>
<i>Dont Département 65 (12 %)</i>	<i>9 600 €</i>
TOTAL	240 000 €





Plan de situation :

Le territoire minimum ainsi concerné par l'étude représente une surface de 10 347 km², réparti entre les 4 départements comme suit :

- Département 40 : 5 242 km² soit 51%
- Département 64 : 3 000 km² soit 29%
- Département 32 : 802 km² soit 8%
- Département 65 : 1 302 km² soit 12%

